



Assemblée générale

Distr. générale
28 mai 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 140 de la liste préliminaire*
Projet de budget-programme pour 2022

Projet de budget-programme pour 2022

Titre II **Affaires politiques**

Chapitre 3 **Affaires politiques**

Missions politiques spéciales

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales

Résumé

Le présent rapport porte sur les mesures prises par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité concernant les missions politiques spéciales (missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits) à la demande des États Membres ou sur recommandation du Secrétaire général.

Le présent document est le premier additif au rapport du Secrétaire général sur le chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour 2022. Il contient des informations sur le montant total des ressources nécessaires pour les 38 missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité. De plus amples informations sur chaque mission sont disponibles dans les cinq autres additifs ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), [A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.3](#), [A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.4](#), [A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#) et [A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#)).

Conformément à la résolution [72/266 A](#) de l'Assemblée générale, le montant total des ressources demandées au titre des missions politiques spéciales, qui s'élève à 730 666 300 dollars, déduction faite des contributions du personnel (montant brut : 782 500 900 dollars), est compris dans les crédits qu'il est proposé d'ouvrir au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice 2022. Les ressources demandées comprennent un montant de 1 742 200 dollars, qui correspond à la part du budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)

* [A/76/50](#).



pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 qui doit être prélevée sur le budget des missions politiques spéciales, comme le prévoit la résolution [69/307](#) de l'Assemblée générale.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
A. Prorogation ou reconduction de mandats	4
B. Missions achevées ou interrompues en 2021	
C. Agencement des rapports sur les ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales.	6
D. Résultats obtenus	6
E. Environnement opérationnel et principales questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales	8
F. Informations sur les missions politiques spéciales communiquées conformément aux prescriptions de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	13
II. Analyse des ressources nécessaires au titre des missions politiques spéciales.	27
Annexes	
I. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	58
II. Département chef de file et mandats des missions politiques spéciales	64
III. Emplois de temporaire d'appui financés à partir du budget des missions politiques spéciales pour 2021 et 2022	67
IV. Prévisions de dépenses extrabudgétaires pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022	76
V. Appui fourni gratuitement aux missions politiques spéciales par le pays hôte	77
VI. Accords de partage des coûts en vigueur dans les missions politiques spéciales.	79
VII. Ressources destinées aux opérations aériennes des missions politiques spéciales pour 2020-2022..	85
VIII. Vols spéciaux effectués dans les missions politiques spéciales en 2020 et 2021	89
IX. Ressources destinées à l'acquisition d'images satellites, 2021 et 2022	93
X. Ressources liées aux communications et à l'informatique pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022	95
XI. Ressources liées à la sécurité pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022	101
XII. Services médicaux fournis aux missions politiques spéciales en 2021 et 2022, et prestataires de ces services	104
XIII. Ressources liées aux voyages pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022	108
XIV. Tableau récapitulatif du respect de l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance par les missions politiques spéciales pour la période allant de 2017 à 2020	112
XV. Comparaison des taux de vacance de postes des missions politiques spéciales pour 2021 et 2022 .	
XVI. Répartition par genre du personnel civil dans les missions politiques spéciales, au 31 décembre 2020	126
XVII. Évolution des effectifs civils des missions politiques spéciales en 2022	128

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 72/266 A de l'Assemblée générale. On y trouvera le montant total des ressources demandées pour 2022 au titre des 38 missions politiques spéciales, compte tenu des mesures prises par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité à la demande des États Membres ou sur recommandation du Secrétaire général.
2. Le montant total des ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales continue d'être inscrit au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme. Comme suite à l'adoption de la résolution 72/266 A et à l'approbation de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que les projets de budget des missions politiques spéciales soient présentés plus tôt pour garantir leur alignement sur le reste du projet de budget annuel (voir A/72/7/Add.24, par. 59), ce montant est désormais calculé à partir du montant des crédits nécessaires pour chaque mission politique spéciale et est indiqué dans les additifs 1 à 6 au chapitre 3.
3. Les ressources demandées au titre de l'une des missions politiques spéciales, à savoir le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, dont le mandat a été arrêté par l'Assemblée générale, sont incluses dans le montant total des ressources demandées pour l'ensemble des missions politiques spéciales, dans le présent additif, et seront également portés à l'attention de l'Assemblée, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée.
4. Tout changement du montant des ressources nécessaires dû à de nouveaux mandats ou à la modification de mandats existants sera présenté à l'Assemblée générale dans le cadre d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences financières des mandats créés ou modifiés.
5. Le montant total des ressources demandées pour 2022 au titre des 38 missions politiques spéciales en cours s'élève à 730 666 300 dollars. Ces ressources seraient complétées par des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 11 241 400 dollars. Le montant demandé permettrait aux missions politiques spéciales d'exécuter leur mandat de manière efficace et rationnelle.

A. Prorogation ou reconduction de mandats

6. Sur les 38 missions politiques spéciales en cours, 12 ont un mandat à durée indéterminée, 7 ont vu leur mandat prorogé jusqu'en 2022 ou au-delà, et 19 ont un mandat expirant en 2021 qui devrait être prorogé ou reconduit jusqu'en 2022 ou au-delà par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, comme indiqué ci-après :
 - a) Missions politiques spéciales dont le mandat est de durée indéterminée :
 - i) Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre ;
 - ii) Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide ;
 - iii) Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental ;
 - iv) Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité ;
 - v) Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève ;
 - vi) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie ;
 - vii) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique ;
 - viii) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs ;
 - ix) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ;
 - x) Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale ;

- xi) Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban ;
- xii) Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria .
- b) Missions politiques spéciales dont le mandat est prorogé ou reconduit jusqu'en 2022 ou au-delà :
 - i) Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée ;
 - ii) Groupe d'experts sur le Soudan ;
 - iii) Groupe d'experts sur la Libye ;
 - iv) Groupe d'experts sur le Yémen ;
 - v) Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité ;
 - vi) Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive ;
 - vii) Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ;
- c) Missions politiques spéciales dont le mandat arrive à expiration en 2021 mais devrait être prorogé ou reconduit jusqu'en 2022 ou au-delà :
 - i) Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar ;
 - ii) Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ;
 - iii) Groupe d'experts sur la République centrafricaine ;
 - iv) Groupe d'experts sur le Soudan du Sud ;
 - v) Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées ;
 - vi) Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité ;
 - vii) Groupe d'experts sur le Mali ;
 - viii) Groupe d'experts sur la Somalie ;
 - ix) Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ;
 - x) Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD) ;
 - xi) Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) ;
 - xii) Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) ;
 - xiii) Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) ;
 - xiv) Mission de vérification des Nations Unies en Colombie ;
 - xv) Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) ;
 - xvi) Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ;
 - xvii) Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) ;
 - xviii) Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ;
 - xix) Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

B. Missions achevées ou interrompues en 2021

7. En application de la résolution [2512 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité, le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) s'est achevé le 31 décembre 2020. En 2021, à la faveur d'un plan global et graduel de cessation de service du personnel, le transfert des responsabilités et le retrait progressif des effectifs se sont déroulés sans difficulté et l'équipe restante a procédé, sous la direction du Département de l'appui opérationnel, aux activités de liquidation de la Mission et les a achevées le 28 février 2021.
8. Dans une déclaration de sa présidence ([S/PRST/2020/12](#)), le Conseil de sécurité a indiqué qu'il avait pris note du rapport du Secrétaire général sur la mission d'évaluation stratégique concernant les activités des Nations Unies au Burundi (voir [S/2020/1078](#), annexe), qu'il engageait le Secrétariat et le Gouvernement burundais, dans le cadre de leurs échanges, à laisser suffisamment de temps au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi pour procéder à une transition sans heurt, qu'il priait le Secrétaire général de cesser de faire rapport périodiquement sur la situation dans le pays et qu'il attendait avec intérêt que le Secrétaire général couvre le Burundi dans le cadre de ses rapports réguliers sur la région des Grands Lacs et l'Afrique centrale. À la suite des discussions bilatérales menées au début de 2021, le Secrétariat et le Gouvernement burundais sont convenus que le Bureau de l'Envoyé spécial fermerait d'ici au 31 mai 2021 et que sa liquidation serait achevée d'ici au 30 juin 2021 (voir [S/2021/323](#)).

C. Agencement des rapports sur les ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales

9. Conformément à la résolution [72/266 A](#) de l'Assemblée générale, les ressources nécessaires pour 2022 au titre des missions politiques spéciales sont présentées, comme par le passé, dans des additifs, dont chacun correspond à un groupe thématique, les ressources demandées pour la MANUA et la MANUI faisant l'objet d'additifs distincts. Les ressources nécessaires au titre des missions pour 2022 sont présentées dans les additifs ci-après au rapport sur le chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour 2022 :
 - a) Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#)) ;
 - b) Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.3](#)) ;
 - c) Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.4](#)) ;
 - d) MANUA ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#)) ;
 - e) MANUI ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#)).
10. Conformément à la résolution [72/266 A](#) de l'Assemblée générale et aux pratiques budgétaires établies, les rapports consacrés aux ressources demandées pour les missions politiques spéciales seront divisés en deux parties : a) la première contiendra le plan-programme pour 2022 et les résultats obtenus en 2020 ; b) la seconde présentera les ressources nécessaires pour les postes et les objets de dépense autres que les postes, et sera soumise à l'Assemblée générale pour examen par l'entremise du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

D. Résultats obtenus

11. En 2020, les missions politiques spéciales ont continué d'apporter un appui essentiel aux États Membres pour ce qui est de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits durant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), notamment en les aidant à lutter contre les

effets de celle-ci. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont continué de faire appel à ces missions pour l'exécution d'un large éventail de mandats relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans divers environnements opérationnels fréquemment marqués par l'instabilité des conditions de sécurité et la précarité des accords de paix en place.

12. Les divers envoyés et conseillers spéciaux nommés par le Secrétaire général, qui relèvent du groupe thématique I, ont continué d'user de leurs bons offices et de faciliter des négociations souvent complexes, grâce notamment à un recours accru aux technologies, pour parvenir à des accords de paix. En plus de fournir ses bons offices, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie a déployé de grands efforts pour convoquer régulièrement la Commission constitutionnelle placée sous les auspices de l'ONU, ainsi que le Groupe de travail sur le cessez-le-feu et le Groupe de travail sur l'accès humanitaire du Groupe international de soutien pour la Syrie. Soucieux d'accroître l'inclusion des femmes, l'Envoyé spécial a continué, tout au long de 2020, de coopérer avec des représentantes syriennes, notamment dans le cadre des réunions régulières du Comité consultatif des femmes syriennes et d'autres groupes de la société civile. Au Myanmar, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général a poursuivi ses échanges très réguliers avec des acteurs clés dans le contexte des récents événements survenus dans le pays, et notamment de la crise politique qui a éclaté au début de 2021. À cet effet, elle a œuvré en étroite collaboration avec les parties prenantes régionales et d'autres États Membres intéressés afin que le pays bénéficie d'un appui international cohérent et constructif. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a continué d'assurer la navette diplomatique pendant la pandémie, en concentrant ses efforts sur la déclaration commune, qui visait non seulement à amener les parties au conflit à s'entendre sur l'instauration d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, la mise en place de mesures humanitaires et économiques et la reprise des consultations en vue d'un règlement politique du conflit, mais aussi à garantir le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, signé en novembre 2019.
13. Les équipes de surveillance des sanctions et les groupes d'experts, qui relèvent du groupe thématique II, ont continué d'apporter au Conseil de sécurité un appui fonctionnel concernant l'application de ses régimes de sanctions. Dans sa résolution [2551 \(2020\)](#), le Conseil a prié le Groupe d'experts sur la Somalie de fournir régulièrement des renseignements à jour au Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution [751 \(1992\)](#) sur la Somalie, notamment au minimum quatre rapports thématiques différents, en plus d'une mise à jour à mi-parcours et d'un rapport final. Il a également prié le Groupe d'experts de formuler, à l'intention du Comité, des recommandations sur la manière d'aider le Gouvernement fédéral somalien dans la gestion de ses armes et munitions, y compris dans les efforts qu'il déploie pour créer une commission nationale des armes légères et de petit calibre. Dans la même résolution, il a renouvelé la dérogation pour raison humanitaire aux mesures de gel des avoirs prévues au titre du régime de sanctions contre la Somalie et, pour la première fois, il n'a pas précisé la date à laquelle cette dérogation prendrait fin.
14. Dans sa résolution [2564 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a prié le Groupe d'experts sur le Yémen d'inclure, dans les rapports qu'il devait établir, des informations sur les dernières tendances observées dans le transfert illicite et le détournement d'armes classiques et sur les composants disponibles dans le commerce qui avaient été utilisés par des personnes ou des entités désignées par le Comité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#) pour assembler des drones, des engins explosifs improvisés flottants et d'autres systèmes d'armes. Le Conseil a demandé au Groupe d'experts de garder à l'esprit que cette requête ne devrait pas compromettre l'aide humanitaire ou les activités commerciales légitimes dans le pays.
15. Dans sa résolution [2521 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a prié le Secrétariat de lui communiquer un rapport dans lequel il évaluerait le rôle que jouait l'embargo sur les armes dans la facilitation de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Le 31 octobre 2020, le Secrétaire général a transmis le rapport d'évaluation ([S/2020/1067](#)), dans lequel figuraient également des options envisageables pour la définition de critères d'évaluation de l'embargo sur les armes en fonction des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé. En réponse à la lettre adressée par le Président du Conseil en date du 16 décembre 2020 ([S/2020/1277](#)), le Secrétaire général a soumis un deuxième rapport le 31 mars 2021 ([S/2021/321](#)),

dans lequel il proposait trois grands critères (assortis d'objectifs concrets) devant permettre au Conseil d'évaluer les mesures d'embargo sur les armes : les progrès concernant les questions politiques et les questions de gouvernance ; les progrès concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et la réforme du secteur de la sécurité ; l'amélioration de la situation humanitaire et de la situation des droits humains. Le Secrétaire général a consulté le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, entre autres, lors de l'établissement de ces deux rapports.

16. La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, qui fait partie du groupe thématique III, continue de promouvoir les mécanismes de garantie de sécurité créés dans le cadre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, et de participer à leur mise en œuvre aux niveaux national et local. En 2020, la Mission a œuvré pour que les ex-combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire améliorent leurs relations avec le ministère de la Défense et les forces militaires, et pour que les garanties de sécurité soient exécutées dans le respect d'une démarche collective. Elle a également travaillé en étroite collaboration avec le Bureau du Procureur général et son unité des enquêtes spéciales pour demander l'ouverture d'enquêtes sur les actes de violence perpétrés à l'encontre d'ex-combattants. En outre, en coopération avec l'Agence colombienne pour la réintégration, la Mission a mis au point une stratégie conjointe visant à garantir un dialogue avec les membres nouvellement élus des administrations locales afin d'assurer l'intégration des questions de réinsertion socioéconomique dans leurs plans de développement ; 198 municipalités, abritant 84 % des ex-combattants, ont inclus dans leurs plans des éléments pertinents de réinsertion socioéconomique.
17. En Iraq, la MANUI continue de dialoguer avec un large éventail d'acteurs, dont le Président, le Premier Ministre et le Président de la Chambre, les chefs des partis politiques, les députés, la Haute Commission électorale indépendante et les dirigeants religieux et communautaires sur des questions liées à l'organisation des élections, aux manifestations publiques et aux relations entre Bagdad et Erbil. En réponse aux manifestations en cours, la Mission continue de suivre et d'attester les violations des droits humains, d'en rendre compte publiquement et de formuler des recommandations précises et concrètes au Gouvernement fédéral, au Gouvernement de la Région du Kurdistan, aux autorités juridiques et aux forces de sécurité à des fins correctives et préventives.
18. En Afghanistan, la MANUA continue, avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'apporter un soutien au processus électoral dans le cadre du Projet d'appui électoral des Nations Unies, qui a été prorogé jusqu'à la fin du mois de décembre 2021. La mise en œuvre des 14 initiatives de paix locales, dont cinq ont été lancées en décembre 2020, se poursuit, réunissant des jeunes, des femmes, des oulémas et des chefs tribaux des différentes provinces afin qu'ils réfléchissent ensemble à la question du règlement des conflits locaux et du processus de paix. La Mission accompagne également les négociations intra-afghanes tenues à Doha depuis 2020.

E. Environnement opérationnel et principales questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales

19. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé l'environnement opérationnel des missions politiques spéciales en 2020 et 2021. Les positions opérationnelles des missions ont été ajustées en raison des mesures prises pour limiter la propagation du virus. Dans certains contextes, du fait des restrictions à la circulation, il a été nettement plus difficile pour les missions d'appuyer le travail de proximité et le dialogue et de mener des activités de diplomatie préventive et de rétablissement de la paix. Ces missions continuent d'être déployées dans des endroits où les conditions de sécurité sont parmi les plus instables au monde et sont tenues de faire face à nombre de problèmes complexes en matière de paix et de sécurité, d'où la nécessité d'œuvrer pour surmonter les obstacles posés par la pandémie. À cette fin, elles s'appuient de plus en plus sur de nouvelles approches, notamment grâce au recours accru à la technologie. Les outils numériques permettent aux missions de continuer d'interagir avec un large éventail de parties prenantes, dont des interlocuteurs gouvernementaux et des groupes de la société civile, y compris des organisations de femmes. La contribution essentielle que les missions peuvent apporter continue ainsi d'être reconnue. Que ce soit par l'intermédiaire des envoyés

spéciaux, qui œuvrent au règlement de conflits violents, notamment en République arabe syrienne ou au Yémen, des bureaux régionaux, qui offrent un cadre à la diplomatie préventive en Afrique centrale, en Asie centrale et en Afrique de l'Ouest, ou des bureaux qui appuient des processus politiques difficiles mais essentiels, comme en Libye et en Somalie, les missions politiques spéciales continuent de jouer un rôle fondamental dans l'action que mène l'ONU en faveur de la paix et de la sécurité.

1. Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les missions politiques spéciales

20. Outre les effets dévastateurs qu'elle a eus dans le domaine de la santé et qui ont rapidement accru les besoins humanitaires aux quatre coins de la planète, la pandémie de COVID-19 a eu de profondes conséquences sociales, économiques et politiques. Elle a donné lieu à des problèmes qui menacent la paix et la sécurité et qu'il faut régler de toute urgence, notamment des troubles sociaux dans certains pays, et elle risque de déclencher ou d'intensifier les violences, ce qui pourrait réduire à néant les fragiles progrès obtenus ces dernières années pour faire régner la paix. Elle a entraîné des répercussions disproportionnées sur les femmes, qui constituent la grande majorité des travailleurs dans les secteurs les plus touchés et qui, généralement, gagnent et épargnent moins, occupent des emplois plus précaires ou vivent dans la quasi-pauvreté. Le nombre important de ménages dirigés par une femme dans les zones de conflit est particulièrement préoccupant. Dans un certain nombre de contextes, l'accès des femmes aux moyens de subsistance, aux services de santé sexuelle et procréative et à d'autres services essentiels a été fortement restreint. Le nombre de cas de violence fondée sur le genre a beaucoup augmenté, avec des hausses atteignant souvent plus de 25 %.
21. La pandémie a eu des effets notables sur les activités des missions politiques spéciales, dont les capacités opérationnelles ont été affaiblies par les mesures prises pour limiter la propagation du virus. Certains processus de paix soutenus par des missions politiques spéciales sont dans l'impasse. Les restrictions des déplacements ont eu une incidence sur les activités des mécanismes de confiance, ainsi que sur la capacité des missions d'avoir recours à la diplomatie de crise pour désamorcer les conflits potentiels. Elles ont également empêché les groupes et équipes de surveillance des sanctions d'effectuer des visites sur le terrain et de mener des enquêtes sur les violations des sanctions.
22. Dans le contexte actuel, les missions politiques spéciales sont guidées par quatre grands objectifs : a) aider les autorités nationales à lutter contre la pandémie ; b) protéger leur personnel et préserver leur capacité de poursuivre les opérations critiques ; c) veiller à ce que le personnel des Nations Unies ne soit pas un vecteur de contagion ; d) venir en aide aux communautés vulnérables et continuer d'exécuter leur mandat.
23. Afin d'appuyer les missions politiques spéciales et d'autres opérations des Nations Unies, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des opérations de paix et le Département de l'appui opérationnel ont mis en place un mécanisme de coordination conjoint. La première priorité était de renforcer le devoir de protection à l'égard du personnel des Nations Unies et des populations que l'ONU sert et de contribuer à atténuer la propagation du virus. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel ont collaboré avec des partenaires du Secrétariat et du système des Nations Unies pour soutenir les missions et le personnel, en les aidant à faire face aux changements imprévus qui étaient survenus dans les ressources humaines et des voyages et à modifier l'empreinte des missions. Ces départements ont fourni des orientations afin d'assurer la sécurité et le bien-être du personnel, la continuité des activités et l'exécution des tâches essentielles prescrites.
24. Les missions politiques spéciales ont collaboré étroitement avec les autorités nationales afin de recenser les domaines dans lesquels elles pourraient appuyer l'action menée pour lutter contre la pandémie. Par exemple, dans la région des Grands Lacs, l'Envoyé spécial du Secrétaire général a mené une série d'activités d'information et de sensibilisation afin d'amener la communauté internationale et les institutions financières à appuyer les efforts déployés dans la région pour faire face aux répercussions sanitaires et socioéconomiques de la pandémie. En Iraq, la MANUI a créé un groupe de travail sur la COVID-19 et renforcé la coordination avec les autres entités des Nations

Unies sur le terrain afin de soutenir le Gouvernement iraquien. En Colombie, la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a apporté son concours à six projets mis en œuvre par des femmes, dans le cadre desquels des masques de protection ont été fabriqués.

25. Compte tenu de l'urgence de la situation et du caractère sans précédent de la crise, le 23 mars 2020, le Secrétaire général a appelé à un cessez-le-feu mondial, exhortant les parties belligérantes à mettre fin à la violence afin de créer les conditions nécessaires à l'acheminement de l'aide et de faire une place à la diplomatie. Cet appel a été largement approuvé par le Conseil de sécurité, près de 180 pays, plus de 20 groupes armés et 800 groupes de la société civile. Les missions politiques spéciales jouent un rôle central dans la concrétisation de l'appel au cessez-le-feu lancé par le Secrétaire général. Les représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général ont immédiatement pris contact avec leurs interlocuteurs sur le terrain, les encourageant à accepter un cessez-le-feu, à laisser de côté les séquelles laissées par des conflits de longue durée, caractérisés par une profonde méfiance entre les parties, à faciliter l'accès humanitaire et à consacrer leurs efforts à la prévention et à l'atténuation de la propagation de la COVID-19. Par exemple, la Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général pour la Libye a maintenu des contacts étroits avec les parties belligérantes afin d'apaiser les hostilités et de faciliter les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu, qui ont repris en ligne. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Libye a continué, par la suite, à mettre à profit ces efforts. En Iraq, la Représentante spéciale du Secrétaire général a demandé aux parties concernées de faire preuve de la plus grande retenue, de faciliter l'accès humanitaire et de s'employer avec les Nations Unies à mettre en œuvre les plans internationaux d'intervention d'urgence et les mesures de relèvement. Elle a également exhorté tous les acteurs à prendre des mesures concrètes en vue d'apaiser les tensions en Iraq de manière durable.
26. Les missions politiques spéciales se servent de plus en plus des technologies pour établir un dialogue avec les différentes parties prenantes, notamment les femmes et les groupes de la société civile, et continuer de collaborer activement avec les parties à des négociations de paix et à d'autres processus. Les technologies ont également permis aux missions d'entrer en contact avec la population tout en respectant les règles de distanciation physique. En juin 2020, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a tenu un dialogue interactif en ligne avec plus de 500 Yéménites sur les perspectives de paix dans le pays et les difficultés à surmonter à cet égard. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a organisé sa première réunion en ligne des vice-ministres des affaires étrangères de l'Asie centrale et de l'Afghanistan, durant laquelle l'accent a été mis sur les mécanismes de coopération qui pouvaient être utilisés ou mis en place dans la région pour faire face aux situations de crise.

2. Les femmes et la paix et la sécurité

27. Quelque 20 ans après l'adoption de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, les missions politiques spéciales continuent de jouer un rôle décisif en ouvrant la voie à la participation véritable des femmes aux processus de paix et aux processus politiques et en favorisant la prise en compte des questions de genre dans les initiatives de prévention des conflits et de rétablissement, de consolidation et de pérennisation de la paix. Les conseillères et conseillers pour les questions de genre ou les coordonnatrices et coordonnateurs pour les questions d'égalité femmes-hommes en poste dans les missions politiques spéciales fournissent conseils et appui aux responsables des missions et aux envoyés et représentants spéciaux du Secrétaire général sur les moyens de promouvoir la participation politique des femmes, d'accroître le caractère inclusif des processus de paix et des activités de prévention des risques et de tenir compte des questions de genre dans les activités politiques de l'ONU.
28. Face à la pandémie de COVID-19, les missions ont établi de nouvelles méthodes de participation en mettant en œuvre des stratégies d'inclusion numérique et en menant des consultations et des dialogues virtuels. En Libye, la MANUL a facilité la participation des femmes de toutes les franges de la société libyenne aux volets du dialogue intralibyen. En octobre 2020, elle a organisé un processus de consultation multipartite avec des groupes de femmes et des militantes, dont les recommandations ont été reprises par le Forum de dialogue politique interlibyen et le nouveau

Gouvernement intérimaire d'unité nationale afin qu'au moins 30 % des postes de direction au Gouvernement soient occupés par des femmes.

29. En réponse à l'engagement pris par le Secrétaire général dans son rapport sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2019/800) et à la résolution 2493 (2019) du Conseil de sécurité, les missions ont tenu, en 2020, des réunions stratégiques de haut niveau, au cours desquelles des approches et des activités clés ont été recensées pour renforcer l'appui du système des Nations Unies à la prise en compte des questions de genre dans les efforts de rétablissement de la paix en Afghanistan, lors des discussions internationales de Genève et au Yémen. Les missions politiques spéciales continueront de plaider en faveur d'une représentation effective des femmes aux pourparlers de paix et de prodiguer des conseils à ce sujet.
30. Le déploiement de spécialistes des questions de genre a eu un effet catalyseur sur la capacité des missions politiques spéciales à intégrer efficacement les questions de genre dans leurs activités. En 2020, le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité a examiné la situation des femmes dans un certain nombre de contextes où opèrent des missions politiques spéciales, notamment en Colombie, en Iraq, en République arabe syrienne et au Soudan.
31. Les missions s'emploient à promouvoir une plus grande inclusion et à accroître la prise en compte des questions de genre dans leurs différentes activités de rétablissement et de consolidation de la paix. En Afghanistan, les plateformes soutenues par la MANUA, telles que les programmes à la radio, à la télévision et dans les médias sociaux et les initiatives locales de dialogue, ont facilité la tenue d'un échange énergique sur l'inclusion véritable des femmes dans le processus de paix. En Colombie, la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a prêté son concours aux mesures visant à faire avancer les efforts de réintégration, à analyser les risques et à définir des mesures de protection pour les ex-combattantes et les membres de leur famille, ainsi que pour les figures de la société civile et les défenseurs des droits humains. En Somalie, malgré les difficultés, la MANUSOM a soutenu et prôné la mise en place d'un quota de 30 % minimum de femmes au Parlement. En Iraq, la MANUI collabore avec ses partenaires dans le cadre d'une étude de recherche consacrée aux besoins et aux difficultés que connaissent les Iraquiennes entrant en politique, en vue de l'élaboration de recommandations destinées à favoriser la participation des femmes aux élections législatives nationales qui se dérouleront en octobre 2021.

3. Les jeunes et la paix et la sécurité

32. L'année 2020 a marqué le cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité sur les jeunes et la paix et la sécurité. La résolution a donné un nouvel élan aux missions politiques spéciales s'agissant de mettre en avant cette question d'importance. Dans sa résolution 2535 (2020), le Conseil a notamment demandé aux missions politiques spéciales de coordonner et d'accroître leur participation à la mise en œuvre du programme pour la jeunesse et la paix et la sécurité. Les missions politiques spéciales renforcent le dialogue avec les jeunes pour soutenir leur participation effective au processus de paix et aux processus politiques et mettre leur potentiel au service d'un changement pacifique.
33. En Libye, dans le cadre de sa démarche à l'appui de la pleine participation des jeunes et d'autres composantes du processus du Forum de dialogue politique interlibyen, la MANUL apporte son concours au volet pour la jeunesse libyenne, qui réunit des participants et participantes de diverses origines ethniques et tribales et affiliés à divers groupes politiques dans le pays.
34. En Iraq, la MANUI a continué d'organiser une série d'ateliers dans tout le pays sur le rôle des jeunes irakiens comme pionniers du dialogue et de la stabilité, réunissant dans ce cadre de jeunes femmes et de jeunes hommes de 14 gouvernorats pour échanger sur la construction de la paix et de la stabilité sociale, les stratégies inclusives de prévention des conflits et l'intégration des jeunes dans les processus politiques.

4. Sûreté et sécurité

35. Nombreuses sont les missions politiques spéciales qui interviennent dans des conditions de sécurité très instables et en évolution constante. Dans certains cas, l'intensité des conflits militaires, des insurrections, des troubles sociaux ou des activités terroristes est telle qu'elle représente un risque important, auquel les missions doivent s'adapter en permanence. L'environnement dans lequel opèrent la MANUA, la MANUI, la MANUSOM et la MANUL, par exemple, illustre bien les problèmes de sécurité qui se posent au quotidien. Dans certains contextes, même si la situation nationale est globalement stable, certaines zones où les missions politiques spéciales ont pour mandat d'intervenir présentent des problèmes de sûreté et de sécurité.
36. S'il arrive que la sécurité des biens et des locaux des missions politiques spéciales soit menacée, les membres du personnel de ces missions sont aussi extrêmement susceptibles de devenir des victimes collatérales ou d'être directement pris pour cible. Le complexe des Nations Unies à Mogadiscio a été visé à plusieurs reprises par des tirs indirects, et des obus de mortier ont explosé dans l'enceinte du bâtiment ou à proximité immédiate. Comme le montrent clairement ces incidents, les menaces concrètes qui existent dans les environnements à très haut risque compromettent directement la capacité des missions de maintenir leur présence sur le terrain et de s'acquitter de leur mandat. Elles doivent donc être évaluées et, au besoin, prises en compte dans les besoins globaux en effectifs et les exigences opérationnelles des missions politiques spéciales, ce qui exige une attention constante et des mesures proactives de prévention et d'atténuation des risques. L'ONU s'appuie essentiellement sur les pays hôtes pour garantir la sécurité du personnel des missions, mais, dans certains contextes, ceux-ci n'ont pas la capacité de fournir les services de sécurité nécessaires. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat et les responsables des missions politiques spéciales sont constamment en contact avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat afin d'examiner et d'adapter les stratégies de gestion des risques de façon à réduire au minimum l'incidence éventuelle de ces risques sur l'exécution du mandat des missions, y compris des groupes d'experts chargés d'appuyer les comités du Conseil de sécurité.
37. Pour intervenir dans de tels environnements, les missions politiques spéciales ont ainsi dû mettre en œuvre d'importantes mesures d'atténuation des risques pour la sécurité, ces mesures ayant été définies et améliorées dans le cadre d'un processus continu de gestion des risques. À titre d'exemple, on citera le déploiement d'agents civils armés des services de sécurité des Nations Unies, l'envoi de groupes de gardes détachés par les États Membres et le recours à des gardes armés de sociétés de sécurité privées, en fonction des besoins recensés dans le cadre des processus de gestion des risques de sécurité et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.
38. En outre, en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19, les missions politiques spéciales ont dû revoir plus fréquemment leur présence, compte tenu non seulement de l'importance des fonctions exécutées, mais aussi du niveau de risque auquel les membres du personnel sont exposés.

5. Assistance électorale

39. Les missions politiques spéciales s'adaptent également à la nature évolutive des mandats électoraux. Par exemple, en 2020, elles ont soutenu les opérations électorales en Afghanistan, en Haïti, en Iraq, en Libye et en Somalie. En particulier, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, en tant que coordonnatrice pour les activités d'assistance électorale mandatée par l'Assemblée générale, a reçu des demandes d'assistance spécialisée et ciblée à moyen et à long terme, qui doit permettre de soutenir et de renforcer les capacités des institutions électorales nationales. Dans le cadre de l'évaluation des demandes d'assistance électorale, il a fallu tenir compte des restrictions de voyage liées à la pandémie et organiser des échanges virtuels avec les interlocuteurs dans les pays afin de définir les paramètres qui régiraient les activités de soutien des Nations Unies. Lorsqu'elle a proposé des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, l'Organisation s'est attelée à la tâche de manière intégrée et, dans de nombreux cas, en complément d'une action de diplomatie préventive et d'autres mesures de prévention des conflits afin de favoriser le consensus concernant l'établissement de cadres juridiques électoraux, en mettant l'accent sur l'inclusion et la non-discrimination et en encourageant une large participation.

40. Les missions politiques spéciales qui ont des mandats électoraux continuent de veiller à ce que l'ensemble des politiques, des projets et des activités d'assistance électorale tiennent compte des grands principes directeurs que sont le respect de la souveraineté, l'appropriation nationale et la durabilité et favorisent la participation politique des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés. Ainsi, en Haïti, en coopération avec le PNUD, le BINUH a prodigué aux autorités des conseils sur les options susceptibles d'accroître la participation électorale des femmes. En Somalie, l'équipe intégrée d'appui électoral créée par le MANUSOM et le PNUD a fourni à la Commission électorale nationale indépendante des services de développement des capacités, de planification opérationnelle et d'assistance logistique en vue de la tenue d'élections selon le principe « une personne, une voix », lesquelles ont par la suite été reportées. En outre, les responsables de la Mission ont usé de leurs bons offices pour aider les parties à parvenir à un accord sur les modalités des élections indirectes.
41. En Iraq, la MANUI a continué en 2020 de fournir un appui technique à la Haute Commission électorale indépendante, en vue des élections anticipées prévues le 10 octobre 2021. Le projet actuel d'appui électoral renforcé (aujourd'hui le plus important au monde, avec un budget total de 26 millions de dollars) s'est étoffé sensiblement, avec 25 nouveaux conseillers électoraux internationaux et 19 conseillers électoraux nationaux déployés à ce jour à Bagdad et dans quatre centres régionaux (Bassora, Erbil, Mossoul et Kirkouk). L'assistance technique et les conseils fournis actuellement par l'Organisation à la Commission se déclinent en un large éventail d'activités dans plusieurs domaines : communication et campagnes dans les médias ; inscription biométrique des électeurs ; renforcement du cadre juridique, notamment en ce qui concerne le règlement des différends électoraux ; enregistrement des candidats ; achat de matériel électoral ; opérations électorales et formation ; octroi de petites aides financières aux membres de la société civile ; mesures d'atténuation de la COVID-19. L'aide accrue qui est ainsi apportée tout au long du processus devrait appuyer l'action menée à l'échelle nationale pour garantir l'intégrité et la crédibilité du scrutin.

F. Informations sur les missions politiques spéciales communiquées conformément aux prescriptions de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Les ressources extrabudgétaires au service de l'exécution des mandats des missions politiques spéciales

42. On continue d'avoir recours à des ressources extrabudgétaires pour assurer les fonctions de soutien et faire face aux pics de travail liés aux missions de bons offices, à des situations de crise ou à d'autres activités afférentes aux mandats des missions politiques spéciales. Ces ressources ont également permis de fournir un appui décisif dans le cadre des activités intermissions et des visites d'officiers traitants et de hauts fonctionnaires dans les missions. Le montant des ressources extrabudgétaires devrait s'élever à 11,2 millions de dollars pour 2022, contre un montant estimatif de 21,1 millions de dollars en 2021. La répartition de ces ressources par mission est présentée en détail à l'annexe IV du présent rapport.
43. Les ressources extrabudgétaires ont grandement permis aux missions politiques spéciales d'exécuter des projets ciblés à l'appui de l'exécution de leur mandat. Dans la région des Grands Lacs, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général utilise des ressources extrabudgétaires à l'appui de la mise en œuvre effective de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. En Asie centrale, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale utilise des ressources extrabudgétaires pour contribuer aux travaux d'un forum d'experts d'Asie centrale en vue de la mise en place d'une assemblée interparlementaire régionale, pour appuyer un projet pour la jeunesse destiné à promouvoir une culture de la diplomatie préventive et du règlement des conflits chez les jeunes vivant dans des zones transfrontalières dans les États d'Asie centrale et en Afghanistan, et pour soutenir la création d'un

groupe de femmes d'influence d'Asie centrale qui jouera un rôle de premier plan au sein des pays de la région. Dans la région de la frontière terrestre entre le Cameroun et le Nigéria, la Commission mixte Cameroun-Nigéria continue d'utiliser des ressources extrabudgétaires pour financer le projet de construction de piliers visant à contribuer au règlement pacifique du différend territorial entre les deux pays.

44. Des ressources extrabudgétaires ont également été utilisées pour fournir des capacités d'appui adéquates au Siège et pour permettre au personnel du Siège de se rendre sur le terrain auprès de missions politiques spéciales et d'instaurer ainsi une collaboration de travail plus étroite. Ces visites ont été l'occasion pour le personnel du Siège de rencontrer des agents des Nations Unies en poste sur le terrain et des interlocuteurs externes, et ainsi d'affiner leur compréhension et leur analyse du contexte dans lequel opèrent les missions ainsi que de l'appui dont elles ont besoin pour exécuter leur mandat.
45. Des ressources extrabudgétaires ont été utilisées pour financer des initiatives spécifiques menées par les missions. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie utilise des ressources extrabudgétaires pour faire en sorte que la Commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive dirigée et contrôlée par les Syriens, placée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et facilitée par le Bureau de l'Envoyé spécial, ait les moyens d'élaborer et de rédiger une réforme constitutionnelle qui sera soumise à l'approbation du peuple, en vue de contribuer au règlement politique en République arabe syrienne et à la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

2. Centre de services régional d'Entebbe et Bureau d'appui commun de Koweït

46. Établi en juillet 2010, le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) appuie actuellement 8 opérations de maintien de la paix et 10 missions politiques spéciales¹, ainsi que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine.
47. En 2020 et 2021, le Centre de services régional a appuyé la fermeture et la liquidation du BINUGBIS et du Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi. Il a prêté également son concours à la MINUATS depuis la création de cette dernière en 2020.
48. En 2022, le Centre de services régional appuiera neuf missions politiques spéciales basées en Afrique, à savoir le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Groupe d'experts sur la Somalie, l'UNOWAS, la MANUSOM, la Commission mixte Cameroun-Nigéria, le BRENUAC, la MANUL et la MINUATS.
49. Dans son projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 (A/75/770), actuellement examiné par l'Assemblée générale à l'occasion de la deuxième partie de la reprise de sa soixante-quatrième session, le Centre de services régional demande des ressources d'un montant de 40 651 600 dollars aux fins de son fonctionnement, montant qui doit être réparti entre les budgets des opérations de maintien de la paix actives qui sont ses clientes et les crédits qui seront ouverts au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour les missions politiques spéciales, crédits sur lesquels l'Assemblée se prononcera lorsqu'elle examinera le projet de budget-programme pour 2022.
50. Le montant des ressources demandées dans le projet de budget-programme pour 2022 afin de couvrir la part du budget du Centre à financer au moyen des crédits réservés aux missions politiques spéciales pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, dont il faut déduire un solde inutilisé de 11 000 dollars et le montant des produits divers et des ajustements, qui est de 147 400 dollars pour l'exercice budgétaire 2019/20 (voir A/75/621, par. 52), est estimé à 1 742 200 dollars. Cela représente une augmentation de 329 800 dollars par rapport au montant de 1 412 400 dollars

¹ Au moment de la rédaction du présent document, le Centre de services régional soutient les neuf missions politiques spéciales mentionnées au paragraphe 48 et le Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi, qui sera fermé en 2021.

figurant dans le budget approuvé pour 2021, ce qui s'explique par : a) l'augmentation du budget proposé pour le Centre au titre de l'exercice 2021/22, en raison principalement du projet de transfert de la Section de l'appui centralisé aux achats au Centre en tant qu'unité hébergée ; b) l'augmentation de la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre, qui passe de 3,8 % pour l'exercice 2020/21 à 4,3 % pour l'exercice 2021/22, du fait notamment de l'ajout de la MINUATS en tant que mission cliente, ainsi que de la diminution de la part des missions de maintien de la paix en raison du retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) en 2021/22.

51. Compte tenu de la date d'établissement du présent rapport, le montant des ressources proposées correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional devrait faire l'objet d'un ajustement final, conformément à la décision que l'Assemblée générale prendra, d'ici à fin du mois de juin 2021, dans le cadre du budget du Centre pour l'exercice 2021/22.
52. Dans sa résolution 65/259, l'Assemblée générale a noté que le Secrétaire général comptait créer un bureau d'appui au Koweït pour la MANUA et l'a prié d'étudier les possibilités de partage des coûts entre cette Mission et la MANUI. Après une période d'évaluation, dans son rapport sur la MANUA du 11 octobre 2012 (A/67/346/Add.4), le Secrétaire général a informé l'Assemblée du fait que le Bureau de Koweït comporterait un Bureau d'appui commun, qui regrouperait les fonctions de la MANUA et de la MANUI afférentes aux finances et aux ressources humaines, Le Bureau d'appui commun de Koweït a ouvert en décembre 2012, avec pour mission d'offrir des services d'appui à la MANUA et à la MANUI dans le cadre d'un dispositif de services partagés.
53. Dans sa résolution 65/259 également, l'Assemblée générale a souhaité que les missions d'une même zone géographique coopèrent davantage afin d'être plus efficaces et de tirer un meilleur parti des ressources. Pour répondre à cette demande, le Bureau d'appui commun de Koweït fournit également un appui au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie et à l'UNITAD.
54. En attendant que l'Assemblée générale se prononce sur le dispositif de prestation de services centralisée, le Bureau d'appui commun de Koweït demeure un élément essentiel de la structure d'appui au Moyen-Orient et en Asie. En 2022, il continuera d'assurer, dans des domaines tels que la gestion administrative du personnel, la gestion des comptes, les procédures relatives aux sommes à régler ou à encaisser, le traitement des demandes de prestation et les services de facturation, un appui à la MANUA et à la MANUI, aux bureaux des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour la Syrie et le Yémen, à l'UNITAD, au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et au BINUH.
55. On trouvera dans le tableau 1 la répartition des emplois affectés au Bureau d'appui commun de Koweït et financés par les trois missions clientes (MANUA, MANUI et BINUH) qui a été approuvée pour 2021 et celle qui est proposée pour 2022.

Tableau 1

Emplois du Bureau d'appui commun de Koweït financés par les missions politiques spéciales clientes : répartition approuvée pour 2021 et répartition proposée pour 2022

Mission	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	SM	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Total
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1	1	2	1	5	14	19	–	20	20	39
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	–	2	1	–	3	7	10	–	23	23	33
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	–	–	–	–	–	–	–	–	2	2	2
Total	1	3	3	1	8	21	29	–	45	45	74

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SM = agent(e) du Service mobile.

3. Transformation d'emplois soumis à recrutement international en emplois soumis à recrutement national

56. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions [61/276](#) et [66/264](#), consistant à recourir plus largement à du personnel recruté sur le plan national, les missions politiques spéciales ont recensé les fonctions exercées par les administrateurs, les agents du Service mobile et les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international en vue de proposer la transformation de certains postes en postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ou en postes d'agent(e) local(e), en fonction des besoins des missions et de leur mandat, et ainsi de contribuer au renforcement des capacités nationales. En outre, au stade de la planification des missions, il est veillé à ce que la plus large place possible soit faite au personnel recruté sur le plan national dans les effectifs.
57. L'incitation à recourir à du personnel recruté sur le plan national est un aspect prioritaire de la gestion des ressources humaines des missions politiques spéciales. Des directives relatives à la gestion prévisionnelle des besoins en personnel, axées sur le recrutement au niveau national, ont été établies et doivent s'appliquer aux missions politiques spéciales. Afin d'assurer la cohérence des procédures, un cadre général énonçant les grands principes et fournissant les outils propres à favoriser le recours à du personnel recruté sur le plan national dans les missions politiques spéciales et la formation de ce personnel a été élaboré. Les missions politiques spéciales ont recours à différentes catégories de personnel : du personnel recruté sur le plan international, du personnel recruté sur le plan local, des Volontaires des Nations Unies et du personnel externe à l'Organisation, qui comprend notamment le personnel fourni par des gouvernements, les consultants et les vacataires. Les missions politiques spéciales font largement appel à du personnel recruté sur le plan international, en particulier pendant leur phase de démarrage, dans les situations d'urgence et en période de réduction des effectifs : cela étant, à mesure que leurs activités et leur mandat évoluent, elles s'efforcent de modifier la composition de leurs effectifs en faveur de membres du personnel recrutés sur le plan local, afin de contribuer au renforcement des capacités au niveau national.
58. En février 2020, le Département de l'appui opérationnel a réédité deux directives précédemment publiées par le Département de l'appui aux missions en novembre 2018 et juillet 2016, respectivement : a) planification des effectifs : directives sur la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national dans les missions politiques spéciales ; b) directives pour la sélection des fonctionnaires recrutés sur le plan local dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations Unies (le dispositif de sélection du personnel établi par l'instruction administrative [ST/AI/2010/3](#) ne couvre pas le personnel de ces opérations locales recruté sur le plan national). Les directives relatives à la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national sont en cours de révision et devraient être publiées dans leur version actualisée au milieu de l'année 2021. Elles aideront les entités non seulement à optimiser les ressources humaines, mais aussi à se doter des capacités organisationnelles qui leur permettront de mieux coopérer en réseau avec les parties prenantes locales partout dans le Secrétariat.
59. Ces dernières années, les missions politiques spéciales ont fait des progrès constants dans la transformation des emplois soumis à recrutement international en emplois soumis à recrutement national. En 2016, 12 emplois soumis à recrutement international ont été transformés en emplois soumis à recrutement national, contre 1 en 2017, 2 en 2018, 5 en 2019, 7 en 2020 et 4 en 2021. Pour 2022, il est proposé de transformer 19 emplois soumis à recrutement international en emplois soumis à recrutement national :
- a) 1 emploi à la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie : transformation de 1 emploi d'assistant(e) aux achats [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux achats [agent(e) local(e)] ;
 - b) 3 emplois à la MINUAAH : transformation de 2 emplois de spécialiste des affaires civiles (P-3), qui deviendraient 2 emplois de spécialiste des affaires civiles [adjoint(e) de 1^{re} classe] [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], et transformation et réaffectation de

- 1 emploi de spécialiste des affaires civiles (P-3), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de l'information [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national] ;
- c) 6 emplois à la MINUATS : transformation de 1 emploi de traducteur(trice) (P-2), qui deviendrait 1 emploi de traducteur(trice) [adjoint(e) de 2^e classe] [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], de 1 emploi de spécialiste des archives [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) principal(e) aux archives [agent(e) local(e)], de 1 emploi d'assistant(e) aux opérations aériennes [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi de spécialiste des opérations aériennes [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], de 1 emploi d'assistant(e) (gestion du matériel) [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) (gestion du matériel) [agent(e) local(e)], de 1 emploi d'assistant(e) aux transports [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux transports [agent(e) local(e)], et de 1 emploi d'assistant(e) aux fournitures [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux fournitures [agent(e) local(e)] ;
- d) 3 emplois à la MANUA : transformation de 2 emplois de spécialiste des questions politiques [Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international], qui deviendraient 2 emplois d'assistant(e) (affaires politiques) [Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national], et de 1 emploi de spécialiste des finances [Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) au budget et aux finances [Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national] ;
- e) 6 emplois à la MANUI : transformation et réaffectation de 1 emploi d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (P-3), qui deviendrait 1 emploi de coordonnateur(trice) [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], de 1 emploi de spécialiste des affaires humanitaires (P-3), qui deviendrait 1 emploi de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1^{re} classe [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], de 1 emploi d'assistant(e) au contrôle du matériel et à la gestion des stocks [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de l'approvisionnement [adjoint(e) de 1^{re} classe] [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], et de 1 emploi d'assistant(e) (gestion des installations) (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'ingénieur(e) [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national], et transformation de 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)], et de 1 emploi d'assistant(e) au contrôle du matériel et à la gestion des stocks [agent(e) du Service mobile], qui deviendrait 1 emploi d'auxiliaire au contrôle du matériel et à la gestion des stocks [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national].
60. Outre la proposition de transformer des postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national, on a veillé à assurer l'avancement du personnel recruté sur le plan national en lui confiant un plus grand nombre de responsabilités, qui relevaient auparavant du personnel recruté sur le plan international. Ainsi, la MANUA a accompli, au cours des dernières années, des progrès s'agissant de transférer des responsabilités en matière de gestion à des agents recrutés sur le plan national dans deux bureaux locaux, à Fariyab (Maïmana) et au Badakhchan (Faizabad). La Mission continue d'étudier la possibilité de poursuivre le passage au recrutement national des effectifs dans les autres bureaux locaux sans compromettre l'exécution de son mandat ou la sécurité de son personnel. Elle a évalué les avantages d'une telle opération pour chacun de ses bureaux locaux, en tenant compte d'un ensemble de facteurs, comme les priorités de la Mission, la dynamique politique et sécuritaire sur le terrain, l'aptitude du bureau à fonctionner de manière impartiale dans le contexte local et la possibilité pour le personnel recruté sur le plan international d'effectuer facilement des visites d'appui. Au vu du résultat de cette évaluation, il est proposé de recruter dans le pays le personnel de deux autres bureaux locaux, à Bamiyan et à Baghlan (Pol-e Khomri), dans le projet de budget de la MANUA pour 2022.
61. Les missions politiques spéciales sont également résolues à renforcer les capacités du personnel recruté sur le plan national en lui offrant des formations plus poussées et en assurant un accompagnement des carrières plus approfondi. Par exemple, les responsables de la MANUSOM se

sont engagés à consacrer des fonds à la formation et à l'accompagnement professionnel des membres de son personnel recruté sur le plan national, notamment en organisant des salons de l'emploi virtuels pour sensibiliser la population somalienne à l'Organisation et aux perspectives d'emploi et de carrière qu'elle propose.

4. Méthode de calcul des coûts salariaux standard des missions politiques spéciales

62. En ce qui concerne les dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, les traitements nets et les contributions nettes du personnel pour 2022 ont été calculés pour chaque classe et chaque mission politique spéciale selon la méthode suivante :
- a) Les barèmes des traitements ont été mis à jour selon le barème révisé des traitements de base des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [75/245](#) et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Ce barème tient compte de l'incorporation d'un ajustement de 1,9 %, selon la méthode qui consiste à augmenter le traitement de base net et à réduire les points d'ajustement dans les mêmes proportions, le résultat ne modifiant pas la rémunération effectivement perçue. Le barème des traitements de base nets des agents du Service mobile a lui aussi été révisé, avec effet au 1^{er} janvier 2021 (voir [ST/IC/2021/5](#)) ;
 - b) Les échelons retenus pour chaque classe sont fondés sur les échelons moyens effectifs de chaque mission au 31 décembre 2020, tels qu'ils ressortent des données relatives à l'occupation effective des postes du personnel recruté sur le plan international ;
 - c) Le coefficient d'ajustement fixé pour chaque lieu d'affectation à compter de janvier 2021 a été appliqué aux traitements de base nets.
63. En outre, les dépenses effectives au titre des dépenses communes de personnel et des traitements nets (y compris l'indemnité de poste, mais déduction faite des contributions du personnel) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 ont été utilisées pour calculer le pourcentage des dépenses communes de personnel appliqué aux prévisions de dépenses pour 2022.
64. Conformément à la pratique en vigueur concernant le montant des ressources proposées pour les missions politiques spéciales, les prévisions de dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national dans un lieu d'affectation donné sont établies en fonction des traitements effectifs des différentes classes et échelons et des dépenses communes de personnel enregistrées par le passé.

5. Coefficients de dotation en véhicules et en matériel informatique

65. Afin que les missions fassent un meilleur usage de leur parc automobile, le Siège recommande que leur dotation en véhicules soit directement proportionnelle aux effectifs, les véhicules devant par ailleurs être réservés en priorité aux opérations, compte tenu de leur kilométrage, de l'usage qui en est fait et de leur fréquence d'utilisation. Pour améliorer encore la gestion du parc de véhicules, le Secrétariat a fixé les coefficients standard pour les véhicules légers de transport de passagers aux missions de maintien de la paix, afin qu'elles en tiennent compte dans l'évaluation des besoins en moyens de transport terrestre. En outre, il suit l'acquisition de véhicules par les missions pour veiller à ce qu'elles réalisent des gains d'efficacité en utilisant les véhicules économiques prévus dans les nouveaux contrats-cadres qu'il a conclus en concertation avec le système des Nations Unies. Ces mesures délibérées permettent d'être fidèle à l'esprit des directives sans menacer les besoins opérationnels des missions.
66. Les dotations des missions politiques spéciales en véhicules et en matériel informatique ont été examinées et alignées, dans la mesure du possible, sur les coefficients standard qui figurent dans le Manuel des coûts et coefficients standard. Le Secrétariat continuera de surveiller les excédents de véhicules. Les missions devront procéder à la cession des véhicules pouvant être comptabilisés en pertes parce qu'ils ont atteint la fin de leur durée de vie ou des transferts entre missions devront être recommandés si c'est faisable et économiquement rationnel.

67. Ainsi, les dotations en véhicules et en matériel informatique proposées pour 2022 le sont sur la base des prévisions de déploiement de personnel pour cet exercice, et non sur la base de l'effectif autorisé. On trouvera dans le tableau 2 les coefficients de dotation en véhicules pour l'ensemble des missions politiques spéciales concernées et, dans le tableau 3, les coefficients de dotation en matériel informatique.

Tableau 2
Dotations en véhicules proposées pour 2022

	<i>Effectif proposé pour 2022^a</i>	<i>Effectif ajusté en fonction des taux de vacance^a</i>	<i>Dotation standard^{b, c}</i>	<i>Dotation proposée au budget pour 2022^{b, c}</i>	<i>Variation en pourcentage</i>
Groupe thématique I					
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	16	14	5	5	–
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7	7	3	4	33,3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	60	44	12	9	(25,0)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	23	20	6	6	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	73	61	20	8	(60,0)
Total partiel	179	146	46	32	(30,4)
Groupe thématique II					
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	119	96	28	52	85,7
Total partiel	119	96	28	52	85,7
Groupe thématique III					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	55	49	17	12	(29,4)
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	254	220	60	50	(16,7)
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	12	12	4	4	–
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	10	10	4	12	200,0
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	24	23	11	12	9,1
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	37	34	10	9	(10,0)
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	232	171	42	34	(19,0)
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	491	491	124	103	(16,9)
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	162	124	39	37	(5,1)
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	103	90	27	37	37,0
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	300	165	22	22	–
Total partiel	1 680	1 389	360	332	(7,8)

	<i>Effectif proposé pour 2022^a</i>	<i>Effectif ajusté en fonction des taux de vacance^a</i>	<i>Dotation standard^{b, c}</i>	<i>Dotation proposée au budget pour 2022^{b, c}</i>	<i>Variation en pourcentage</i>
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	497	464	175	175	–
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	414	377	180	180	–
Total	2 889	2 472	789	771	(2,3)

^a Personnel des Nations Unies recruté sur le plan international, administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national, Volontaires des Nations Unies, et militaires et personnel de police (observateurs(trices) militaires, membres de la police militaire et agent(e)s de la police civile des Nations Unies).

^b Véhicules et berlines à quatre roues motrices standard ou de luxe (véhicules de transport de troupes et véhicules utilitaires, autocars et voitures électriques non compris).

^c Sur la base du matériel standard visé dans le Manuel des coûts et coefficients standard.

68. Le nombre total de véhicules proposés pour les missions politiques spéciales est inférieur de 2,3 % à la dotation standard prévue dans le Manuel des coûts et coefficients standard. Les raisons ci-après sont données en ce qui concerne les missions pour lesquelles les dotations en véhicules proposées sont supérieures à la dotation standard :
- La dotation en véhicules proposée pour la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève, supérieure de 33,3 % (soit un véhicule de plus) à la dotation standard, correspond aux besoins opérationnels à Tbilissi et à Zougidi (Géorgie) ;
 - La dotation en véhicules proposée pour l'UNITAD, supérieure de 85,7 % à la dotation standard, s'explique par la mise en service du bureau de Dahouk, par le projet consistant à élargir les activités d'enquête à Erbil, et par le caractère particulier des activités d'enquête sur le terrain ainsi que par les mesures de sécurité qui doivent être prises compte tenu de l'environnement dans lequel l'UNITAD travaille en Iraq ;
 - La dotation en véhicules proposée pour l'équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria, supérieure de 200 % à la dotation standard, s'explique par la nécessité de disposer de moyens de transport spécifiques pour assurer le déplacement sur le terrain des équipes techniques mixtes et de leur personnel de sécurité ainsi que le transport de tout le matériel logistique. Grâce à ces véhicules, les équipes jouissent d'une certaine souplesse et peuvent se déplacer librement dans les zones d'opérations, qui sont isolées et difficiles à atteindre et dont les infrastructures sont limitées et les conditions de sécurité mauvaises, d'où l'intérêt de disposer en permanence de moyens et de ressources de transport dédiés ;
 - La dotation en véhicules proposée pour le Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, supérieure de 9,1 % (soit un véhicule de plus) à la dotation standard, correspond aux besoins opérationnels du Bureau et aux exigences de sécurité ;
 - La dotation en véhicules proposée pour le BINUH, supérieure de 37 % à la dotation standard, s'explique par le fait que : i) les équipes doivent se rendre dans des régions reculées afin de faciliter l'exécution des tâches ; ii) l'usure est plus importante que la normale en raison de l'état des routes ainsi que de l'âge et de l'état mécanique des véhicules ; iii) dans la pratique, un parc de véhicules doit faciliter les services de transport compte tenu de la grande mobilité du personnel des missions et de l'entretien et de la réparation fréquents des véhicules, en mauvais état, ce qui a des répercussions sur leur durée d'utilisation.
69. Le coefficient standard fixe le nombre de véhicules nécessaire pour telle ou telle catégorie, mais certaines missions doivent également davantage s'adapter aux conditions dans lesquelles elles opèrent. Compte tenu de cette situation, le Siège continue de surveiller les dotations des missions. Conformément aux directives relatives au programme de transformation du parc automobile, le

Secrétariat analyse la dotation en véhicules en tenant compte de plusieurs facteurs et vérifie notamment si l'usage qui est fait des véhicules est bien fondé et si les objectifs fixés par le Siège, tels que ceux relatifs à la consommation de carburant, sont respectés. Les missions sont évaluées séparément, le coefficient servant de référence, et, lorsque cela est nécessaire, des plans sur mesure sont mis en place afin de répondre aux besoins des missions sans trop s'écarter du coefficient fixé.

Tableau 3
Dotations en ordinateurs proposées pour 2022

	Effectif proposé pour 2022 ^a	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance ^a	Ordinateurs ^b			Variation en pourcentage
			Dotation standard ^c	Dotation standard et pièces de rechange	Dotation proposée au budget pour 2022	
Groupe thématique I						
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	21	19	19	26	26	–
Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	12	11	11	12	12	–
Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	2	2	2	2	2	–
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	3	3	3	3	3	–
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7	7	7	7	7	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	91	75	75	85	85	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	9	9	9	9	9	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	30	28	28	34	38	11,8
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	102	86	86	95	102	7,4
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	5	5	5	6	6	–
Total partiel	282	245	245	279	290	3,9
Groupe thématique II						
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	2	2	2	2	2	–
Groupe d'experts sur le Soudan	1	1	1	1	1	–
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	6	6	6	14	14	–
Groupe d'experts sur la Libye	2	2	2	2	2	–
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	2	2	2	2	2	–
Groupe d'experts sur le Yémen	8	8	6	6	6	–
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	3	3	3	3	3	–
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	19	17	19	29	29	–

	Effectif proposé pour 2022 ^a	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance ^a	Ordinateurs ^b			Variation en pourcentage
			Dotation standard ^c	Dotation standard et pièces de rechange	Dotation proposée au budget pour 2022	
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	3	3	3	3	3	–
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	7	7	7	7	7	–
Groupe d'experts sur le Mali	1	1	1	1	1	–
Groupe d'experts sur la Somalie	6	6	6	10	10	–
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	5	5	5	5	5	–
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	52	49	49	53	53	–
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	173	136	136	219	289	32,0
Total partiel	290	248	248	357	427	19,6
Groupe thématique III						
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	79	69	69	77	87	13,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	388	347	347	409	409	–
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	35	35	35	44	35	(20,5)
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	17	14	17	22	22	–
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	82	79	73	73	73	–
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	49	45	45	75	75	–
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	327	241	241	346	356	2,9
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	607	558	558	698	682	(2,3)
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	245	185	185	212	212	–
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	133	119	119	125	125	–
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	300	165	173	244	244	–
Total partiel	2 262	1 857	1 862	2 325	2 320	(0,2)
MANUA et MANUI						
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 199	1 144	1 100	1 160	1 160	–
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	804	752	924	960	960	–
Total	4 837	4 246	4 379	5 081	5 157	1,5

^a Personnel recruté sur les plans international et national, Volontaires des Nations Unies, membres de la police des Nations Unies, observateurs(trices) militaires des Nations Unies, personnel fourni par des gouvernements, officiers et officières d'état-major, sous-traitants internationaux et experts basés au lieu d'affectation.

^b Ordinateurs de bureau, ordinateurs portables et mini-ordinateurs portables.

^c Sur la base du matériel standard visé dans le Manuel des coûts et coefficients standard.

70. La dotation en ordinateurs proposée pour l'ensemble des missions politiques spéciales, supérieure de 1,5 % à la dotation standard, tient notamment au fait que ces missions ont besoin d'ordinateurs pour les consultantes et les consultants, les vacataires, les salles de cours, les cybercafés, les services de maintenance informatique, le système CarLog, la programmation des radios et d'autres activités sur le terrain. En outre, compte tenu des enseignements tirés de la pandémie, au cours de laquelle la communication virtuelle et le travail à distance se sont considérablement répandus, il est essentiel de garantir la fiabilité du matériel de communication, du matériel informatique et des infrastructures connexes, ainsi que la facilité d'accès à ceux-ci pour tous les membres du personnel, y compris ceux n'ayant pas la qualité de fonctionnaires, afin d'assurer la continuité des opérations, l'exécution des mandats et la sûreté et la sécurité des membres du personnel, en particulier dans l'environnement difficile qui est celui de nombreuses missions politiques spéciales.

6. Opérations aériennes

71. Au paragraphe 33 de son rapport sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/69/628), approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que la présentation des informations sur les opérations aériennes soit améliorée et que des précisions soient notamment données sur les heures de vol et les dépenses en vertu des contrats antérieurs ou en cours. On trouvera donc à l'annexe VII au présent rapport des informations, ventilées par mission, sur le montant des crédits ouverts et des dépenses engagées en 2020, le budget approuvé de 2021 et les ressources demandées pour 2022 concernant les opérations aériennes, ainsi que le nombre effectif d'heures de vol en 2020, le nombre d'heures de vol prévues au budget en 2021 et le nombre d'heures de vol prévues pour 2022.
72. Le montant total des ressources approuvées pour 2021 au titre des opérations aériennes s'élève à 56,8 millions de dollars pour couvrir les 8 737 heures de vol (5 326 heures pour les avions et 3 411 heures pour les hélicoptères) prévues. Pour 2022, un montant de 51,8 millions de dollars est demandé pour couvrir 9 016 heures de vol au total (5 516 heures pour les avions et 3 500 heures pour les hélicoptères).
73. L'augmentation de 279 heures de vol proposée pour 2022 par rapport à 2021 tient à l'augmentation de 490 heures prévue pour la MINUATS, qui s'explique par le fait que les dépenses prévues au titre des opérations aériennes pour 2022 portent sur une année entière, alors que le budget approuvé pour la MINUATS pour 2021 ne prévoyait de dépenses pour le déploiement des moyens aériens que pour une période de six mois à compter du 1^{er} juillet 2021 ; cette augmentation est compensée par une diminution de 211 heures de vol, principalement au titre de la MANUA et de la MANUSOM.
74. Les ressources proposées au titre des opérations aériennes pour 2022 représentent une diminution de 8,8 % par rapport à 2021. Cinq des 12 missions pour lesquelles des ressources au titre des opérations aériennes sont prévues pour 2022 – à savoir le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, la MANUSOM, la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, la MINUAAH et la MANUA –, présentent des besoins en ressources réduits par rapport à 2021. Les ressources financières destinées aux opérations aériennes et aux heures de vol pour 2022 demeurent à peu près inchangées par rapport à 2021 pour six missions, à savoir le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, l'UNOWAS, l'équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria, le BRENUAC, la MANUL et la MANUI. Elles devraient augmenter pour une mission, la MINUATS.
75. Les ressources nécessaires pour les opérations aériennes de huit missions, à savoir l'UNOWAS, la MANUSOM, la MANUL, la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, la MINUAAH, la MINUATS, la MANUA et la MANUI, représentent 97 % de l'ensemble des ressources nécessaires pour les opérations aériennes en 2022.

7. Services de sécurité

76. Dans sa résolution [69/274 B](#), l'Assemblée générale a rappelé le paragraphe 44 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/69/628/Add.2](#)) et demandé que soient communiquées des informations sur le recours à des sociétés de sécurité privées dans tous les budgets des missions politiques spéciales. On trouvera donc à l'annexe XI du présent rapport des informations sur les ressources prévues au titre des services de sécurité pour 2022.

8. Jurys d'experts chargés du recrutement par voie d'avis de vacance de poste génériques

77. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que des renseignements sur les jurys d'experts chargés du recrutement pour les missions politiques spéciales figurent dans les projets de budget (voir [A/71/595](#), par. 57). Les jurys d'experts créés par la circulaire [ST/AI/2010/3](#) d'avril 2010 doivent se réunir en 2022 afin d'évaluer et de recommander les candidats qui ont répondu à des avis de vacance de poste génériques pour des postes à pourvoir dans les missions sur le terrain, afin de réduire la charge administrative pesant sur les responsables des postes à pourvoir et d'améliorer la qualité et l'intégrité de la procédure de recrutement en centralisant les évaluations. Des efforts particuliers sont faits pour qu'un plus grand nombre de femmes soient inscrites sur les listes pour tous les groupes professionnels, conformément à l'objectif du Secrétaire général consistant à parvenir à la parité femmes-hommes dans le Secrétariat. À cet effet, il est prévu que les activités de recrutement et de constitution des listes de candidats présélectionnés soient financées à la fois par les missions de maintien de la paix et par les missions politiques spéciales. Les ressources serviront à couvrir les frais des membres des jurys d'experts et des responsables de groupe professionnel. Chaque mission inscrirait dans son budget sa part des ressources nécessaires. Pour 2022, ces ressources représentent un montant total de 216 000 dollars, réparti entre les missions sur la base du nombre de postes qu'elles ont été autorisées à pourvoir sur le plan international en 2021.

9. Voyages

78. Conformément aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/71/595](#), par. 30 et 32), auxquelles a souscrit l'Assemblée générale, on trouvera à l'annexe XIII du présent rapport des informations sur les ressources approuvées pour 2021 et les dépenses prévues en 2022 au titre des voyages officiels, notamment une synthèse des variations. Le montant total des ressources demandées au titre des voyages officiels fait apparaître une diminution de 1,5 % par rapport à 2021. Cela représente une diminution de 20,5 % par rapport au montant demandé avant la pandémie, à savoir le montant inscrit au budget approuvé pour 2020.
79. Au cours de l'année 2020, si les échanges au Siège ont été principalement conduits virtuellement, certaines réunions ou visites ont été menées dans les missions, notamment lorsque les conditions de sécurité et climatiques permettaient d'effectuer des rencontres et des déplacements en plein air. Lorsque cela était possible, le personnel a continué de se rendre sur place et de partir à la rencontre des populations, tout en respectant les protocoles nationaux. D'autres missions n'ont pu qu'assurer une liaison virtuelle avec les autorités des pays hôtes et les parties, entre autres.
80. Pour 2022, les projets de voyage sont fondés sur le principe général selon lequel les voyages officiels ne sont effectués que lorsqu'ils ne peuvent être remplacés par d'autres moyens de communication, y compris les visioconférences. En ce qui concerne les groupes d'experts, le budget proposé pour les voyages officiels du personnel pour 2022 tient compte de la fréquence des voyages des présidents des comités des sanctions dans les pays revêtant un intérêt pour les régimes de sanctions et la région, ces voyages nécessitant l'assistance du personnel du Secrétariat. Les besoins uniformisés pour tous les groupes d'experts qui ne sont pas basés à New York s'élèvent à un voyage dans la région et deux voyages visant à aider le groupe d'experts pendant la rédaction des rapports périodiques ou à mi-parcours et des rapports finaux.

81. Lorsque les espaces aériens ont commencé à rouvrir, on a assisté à une reprise progressive de la multitude de communications et d'échanges avec les autorités, les populations et les parties prenantes qui avaient été annulés ou reportés en 2020. Cette reprise qui a commencé en 2021 et devrait se poursuivre en 2022 est nécessaire pour soutenir les efforts politiques et de consolidation de la paix dans de nombreuses missions, pour lesquelles les discussions en face à face sur des questions politiquement sensibles et confidentielles restent le moyen le plus efficace d'avoir un impact et d'obtenir des résultats, comparées aux réunions tenues virtuellement. Les déplacements visant à effectuer des missions et à assurer des formations à l'intention de publics locaux constituent un outil important pour pouvoir mener à bien les travaux des missions politiques spéciales en 2022.
82. En ce qui concerne le respect des directives imposant l'achat des billets 16 jours au moins avant le départ, les missions politiques spéciales sont pleinement conscientes des observations et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant la nécessité de prendre des mesures. Elles ont notamment entrepris : a) de sensibiliser l'ensemble du personnel à la question et de diffuser régulièrement des informations relatives à l'obligation de soumettre les demandes d'autorisation de voyage au moins 21 jours à l'avance ; b) d'exiger la justification, documents à l'appui, des autorisations de voyage soumises moins de 21 jours à l'avance ; c) d'assurer régulièrement le suivi auprès de diverses parties prenantes (notamment les États et les équipes de pays des Nations Unies) afin de confirmer dans les meilleurs délais les dates des réunions et des conférences et les listes de personnes devant y participer ; d) d'encourager les agent(e)s ordonnateurs(trices) à réduire autant que possible le temps de traitement des demandes de voyage.
83. Certaines missions ont également nommé, au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission, des responsables chargés d'autoriser les voyages et les expéditions et de superviser l'ensemble des questions relatives aux voyages et en particulier de collaborer plus étroitement avec les groupes des voyages des centres de services régionaux, en fonction des besoins. Certaines ont aussi établi des calendriers prévisionnels des voyages qui sont visés régulièrement par les chefs de groupe de façon à faciliter la planification.
84. Le plein respect des délais fixés dépend d'un certain nombre de facteurs externes tels que : l'évolution fréquente des conditions de sécurité et du contexte politique dans lesquels opèrent les missions ; la nécessité de répondre à des crises soudaines ou qui vont s'aggravant ; les interruptions dues à des modalités logistiques particulières comme des vols spéciaux ou des escortes, qui entraînent des réservations de dernière minute auprès des opérateurs de transports commerciaux ; les demandes tardives de modifications du calendrier des réunions et des listes de participants où figurent de nombreuses parties prenantes, notamment les pays des régions dans lesquelles les missions opèrent, les organisations intergouvernementales partenaires et la société civile, modifications sans préavis sur lesquelles les missions n'ont aucun contrôle ; la communication tardive des informations par les responsables des activités de formation. En outre, au cours de l'année 2020, les confinements et les restrictions des voyages aériens ont rendu les places en avion extrêmement rares et les itinéraires aériens imprévisibles, les vols étant souvent annulés ou modifiés, ce qui a limité la capacité des missions à mieux respecter les directives, malgré tous les efforts susmentionnés.
85. On trouvera à l'annexe XIV des informations sur le taux de conformité, dans les missions politiques spéciales, avec les directives imposant l'achat des billets 16 jours au moins avant le départ.

10. Services d'appui fournis par le Siège aux missions politiques spéciales

86. Les missions politiques spéciales dépendent de l'appui du Siège pour de nombreuses fonctions. On trouvera à l'annexe II du présent rapport des informations sur le département chef de file chargé de fournir un appui fonctionnel aux 38 missions politiques spéciales au titre desquelles des ressources ont été proposées pour 2022. En 2021, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix est chargé de fournir un appui fonctionnel à 34 des 38 missions politiques spéciales : il facilite entre autres la communication entre ces missions et les entités des Nations Unies à New York et l'établissement de liaisons régulières avec les États Membres par l'intermédiaire des missions

permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, et établit une grande diversité de documents de fond, y compris des dossiers d'information à l'intention du Conseil de sécurité et des rapports du Secrétaire général. En 2022, il continuera d'apporter le même type de soutien à 33 missions politiques spéciales, à la suite de la fermeture du Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi en 2021. En 2021, 15 missions bénéficient du concours du Service administratif conjoint du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Les missions politiques spéciales bénéficient également de services d'appui et de conseil opérationnels dans les domaines des ressources humaines et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, fournis par le Département de l'appui opérationnel, d'une aide concernant la procédure budgétaire, de services financiers, d'une aide concernant les politiques de gestion des biens et du matériel et d'une aide concernant le dispositif d'application du principe de responsabilité dispensés par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ainsi que de services d'appui en matière d'informatique fournis par le Bureau de l'informatique et des communications. Par ailleurs, les missions politiques spéciales se tournent vers les services du Siège pour des questions thématiques et opérationnelles telles que l'élaboration de constitutions, l'assistance électorale, la médiation, les meilleures pratiques, la planification et la constitution des forces militaires et de police, l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité. En 2022, le Siège continuera d'apporter le même type de soutien à ces missions.

87. Comme suite à la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/73/498](#), par. 46 et [A/72/7/Add.10](#), par. 53), on trouvera à l'annexe III du présent rapport des informations sur les postes aux fins d'appui fourni par le Siège qui sont financés au moyen de ressources inscrites au budget des missions politiques spéciales (ressources approuvées pour 2021 et proposées pour 2022), concernant notamment le nombre total de postes d'appui approuvés pour les différents départements et les titres fonctionnels associés aux postes. On y trouvera également des informations succinctes sur les changements qu'il est proposé d'apporter à ces postes en 2022. En 2021, 53 postes [1 D-1, 9 P-5, 22 P-4, 9 P-3, 1 P-2 et 11 G(AC)] sont financés de la sorte et il est proposé que 51 postes continuent d'être financés de la sorte en 2022. La diminution de deux postes résulte de la fermeture du Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi en 2021, pour lequel étaient prévus jusque-là un poste P-3 et un poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes) au titre du soutien au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.
88. Les services d'appui que fournit le Secrétariat aux missions politiques spéciales sont essentiellement financés au moyen des ressources prévues au budget des missions, mais il faut souvent faire appel aux ressources inscrites au budget ordinaire et à des ressources extrabudgétaires du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.

11. Appui fourni par les pays hôtes

89. On trouvera à l'annexe V du présent rapport des informations sur l'appui fourni à titre gracieux aux missions politiques spéciales par les pays hôtes, comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/71/595](#), par. 47).

12. Transfert de biens entre les opérations sur le terrain

90. Dans son rapport sur le projet de budget de la MINUATS pour 2021 ([A/75/7/Add.8](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé qu'il convenait d'évaluer la possibilité de mettre en place un système de recouvrement intégral des coûts applicable au transfert de biens. Dans le contexte du projet de budget de la MINUAD, l'Assemblée générale a, dans sa résolution [75/251](#), fait siennes les recommandations du Comité telles qu'elles figurent dans le rapport du Comité paru sous la cote [A/75/633](#), dans lequel le Comité a recommandé à l'Assemblée de demander au Secrétaire général d'étudier, dans son prochain rapport principal sur les missions politiques spéciales, la possibilité de mettre en place un système de recouvrement intégral des coûts applicable au transfert de biens, en proposant un comparatif avec la pratique actuelle présentant notamment une analyse détaillée et les incidences financières.

91. La pratique actuelle concernant la cession de biens entre deux entités du Secrétariat financées par des contributions statutaires consiste à transférer la valeur capitalisée, les amortissements cumulés et la valeur nette comptable du registre des biens de la mission d'origine à celui de la mission d'accueil, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Tous les frais de transport, d'expédition ou d'organisation logistique nécessaires pour déplacer physiquement le bien de la mission d'origine à la mission d'accueil sont à la charge de cette dernière.
92. Pour substituer à la pratique actuelle une méthode fondée sur le recouvrement intégral des coûts, il est proposé que la valeur nette comptable des biens immobilisés soit payée par la mission d'accueil à la mission d'origine. Comparé à la pratique actuelle, cela impliquerait d'inscrire le montant à payer au projet de budget de la mission d'accueil pour l'exercice au cours duquel la transaction doit avoir lieu, et de comptabiliser ce montant en recette dans le budget de la mission d'origine. Les frais de déplacement des biens resteraient à la charge de la mission d'accueil.
93. On trouvera dans le tableau 4 ci-dessous une analyse de la valeur des biens transférés aux deux missions politiques spéciales les plus récemment créées, à savoir le BINUH, créé en 2019, et la MINUATS, créée en 2020, qui sont issues d'opérations de maintien de la paix, à savoir la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti et la MINUAD.

Tableau 4

Valeur nette comptable des biens transférés : Bureau intégré des Nations Unies en Haïti et Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Catégorie de biens</i>	<i>Valeur nette comptable</i>
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Immeubles	137 089
	Infrastructures	563 350
	Véhicules	443 868
	Matériel informatique et matériel de communication	167 872
	Fournitures et matériel divers	305 236
Total		1 617 415
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	Véhicules	206 358
	Matériel informatique et matériel de communication	29 840
Total		236 198

II. Analyse des ressources nécessaires au titre des missions politiques spéciales

94. Le montant total des ressources demandées pour 2022 au titre des 38 missions politiques spéciales en cours visées dans le présent rapport s'établit à 730,7 millions de dollars, déduction faite des contributions du personnel, et comprend les ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional. Le montant des crédits demandés pour 2022 est donc en augmentation de 0,3 million de dollars par rapport aux crédits approuvés pour 2021.
95. On trouvera dans les tableaux 5 à 8 ci-dessous le détail des besoins ventilés par groupe thématique, par mission et par catégorie de dépenses.
96. Les ressources prévues pour les 10 missions politiques spéciales du groupe I représentent une augmentation globale de 1,2 million de dollars (2,5 %) par rapport au budget approuvé pour 2021. Cette augmentation globale s'explique par une hausse des dépenses de personnel civil de 0,9 million

de dollars (2,8 %) en raison de l'application des nouveaux barèmes des traitements et taux de vacance de postes et de la moyenne des grades et échelons et des dépenses communes de personnel compte tenu des structures de dépenses de 2020, ainsi que par l'effet-report de deux postes créés en 2021, l'un dans le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide et l'autre dans le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et par une hausse des dépenses opérationnelles de 0,3 million de dollars (2 %), principalement au titre des communications et de l'informatique, de la santé et des fournitures, services et matériel divers. Cette hausse est compensée par une baisse des dépenses au titre des opérations aériennes et des transports terrestres.

97. Les ressources prévues pour les 15 missions politiques spéciales du groupe II représentent une augmentation globale de 1,1 million de dollars (1,8 %) par rapport au budget approuvé pour 2021. L'augmentation globale s'explique par l'application des nouveaux barèmes des traitements et taux de vacance de postes compte tenu de l'effectif réel en 2020 et à l'application de la moyenne des grades et échelons et des dépenses communes de personnel compte tenu des structures de dépenses de 2020, ainsi que par l'effet-report de deux postes créés en 2021 au sein de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.
98. Les ressources prévues pour les 11 missions politiques spéciales du groupe III représentent une augmentation globale de 7,3 millions de dollars (2,0 %) par rapport au budget approuvé pour 2021. L'augmentation globale est le résultat net : a) d'une augmentation au titre de la MINUATS (11,5 millions de dollars) due à l'effet-report des 269 postes approuvés pour 2021 et à la montée en puissance des opérations après la phase de démarrage de la Mission, notamment la prise en compte des besoins en moyens aériens pour une année complète, là où des besoins pour seulement six mois avaient été pris en compte dans le budget de 2021 ; b) d'une augmentation au titre du BINUH (2,7 millions de dollars) due principalement à l'application des nouveaux barèmes des traitements et ajustements de poste et de taux de vacance de postes inférieurs aux taux précédents pour le personnel recruté sur le plan national ; c) d'une augmentation au titre de la MANUL (1,3 million de dollars) due principalement à l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel plus élevé au titre des postes soumis à recrutement international et à l'augmentation prévue des frais de voyage engagés au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement du personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies ; d) d'une augmentation au titre de l'UNOWAS et du BRENUAC (1,5 million de dollars) due principalement à l'effet-report des 19 postes approuvés pour 2021 et à l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel plus élevé compte tenu de la structure des dépenses en 2020 ; e) d'une diminution au titre de la MANUSOM (4,3 millions de dollars) due principalement à la diminution nette proposée de 27 postes et à la baisse des dépenses prévues pour les opérations aériennes ; f) d'une diminution au titre de la MINUAAH (3,0 millions de dollars) qui s'explique par la réduction des besoins de location et d'exploitation d'hélicoptères en raison de la baisse des coûts des contrats et par la réduction des coûts des contrats de services médicaux ; g) d'une diminution au titre de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (2,3 millions de dollars) qui tient à la baisse des coûts de location et d'exploitation d'avions et à l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel moins élevé compte tenu de la structure des dépenses en 2020, cette diminution étant contrebalancée par l'effet-report de deux postes créés en 2021.
99. Le montant des ressources demandées au titre de la MANUA représente une diminution de 1,7 million de dollars (1,3 %) par rapport au budget approuvé pour 2021. Cette diminution tient principalement à : a) une diminution de 0,6 million de dollars (0,7 %) des dépenses prévues au titre du personnel civil découlant de l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé que prévu et d'un pourcentage de dépenses communes de personnel au titre du personnel recruté sur le plan international inférieur aux prévisions, compte tenu de la structure des dépenses en 2020 ; b) une diminution des dépenses opérationnelles de 1,1 million de dollars (2,8 %) découlant de réductions au titre des installations et infrastructures, des opérations aériennes, des transports terrestres, des voyages officiels et des consultants, contrebalancées par des augmentations au titre de la santé et des communications et de l'informatique.

100. Le montant des ressources demandées au titre de la MANUI représente une diminution de 0,9 million de dollars (0,9 %) par rapport au budget approuvé pour 2021. Cette diminution tient principalement à : a) une diminution de 0,2 million de dollars (3,2 %) au titre du personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies en raison de la baisse du coût des rations, du fret et du déploiement du matériel appartenant aux contingents ; b) la diminution des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui s'explique principalement par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses en 2020.
101. La part du budget du Centre de services régional prélevée sur le budget des missions politiques spéciales représente une augmentation de 0,3 million de dollars, qui tient à : a) l'augmentation des ressources demandées au titre du Centre pour l'exercice 2021/22 en raison du projet de transfert de la Section de l'appui centralisé aux achats au Centre en tant qu'unité hébergée ; b) l'augmentation de la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre, qui passe de 3,8 % en 2020/21 à 4,3 % pour l'exercice 2021/22, en raison de l'ajout de la MINUATS en tant que mission cliente, ainsi que du retrait de la MINUAD.
102. La non reconduction de deux missions, le BINUGBIS et le Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi, entraîne une diminution de 7,1 millions de dollars des ressources nécessaires pour 2022.

Tableau 5
Récapitulatif des prévisions de dépenses pour 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2021 (crédits ouverts) ^a	2022 (prévisions)	Variation	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe thématique I	49 486,6	50 739,8	1 253,2	2,5
Groupe thématique II	60 838,7	61 926,5	1 087,8	1,8
Groupe thématique III	375 589,6	382 938,9	7 349,3	2,0
MANUA	136 875,2	135 139,2	(1 736,0)	(1,3)
MANUI	99 076,8	98 179,7	(897,1)	(0,9)
Total partiel (net)	721 866,9	728 924,1	7 057,2	1,0
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	1 412,4	1 742,2	329,8	23,4
Missions terminées ^b	7 080,5	–	(7 080,5)	(100,0)
Total (net)	730 359,8	730 666,3	306,5	0,0

^a Le montant de 730 359 800 dollars des crédits ouverts pour 2021 comprend : a) un montant de 729 624 600 dollars approuvé conformément aux dispositions de la résolution 75/253 A (sect. XVIII, par. 3) de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 735 200 dollars approuvé conformément aux décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour 2020 (voir résolution 75/253 A (sect. VI) de l'Assemblée générale).

^b Le Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau figurent dans la rubrique « Missions terminées » et non plus dans les groupes thématiques I et III, comme c'était le cas dans le projet de budget pour 2021.

Tableau 6
Récapitulatif des variations entre les ressources approuvées pour 2021 et les ressources proposées pour 2022

Mission	2021	2022	Variation	Variation	Principaux facteurs explicatifs
	(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
Groupe thématique I					
1. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	2 821,2	2 967,9	146,7	5,2	L'augmentation s'explique par l'application du nouveau barème des traitements aux postes soumis à recrutement international et à l'application du taux de change opérationnel le plus récent pour le calcul du coût des postes soumis à recrutement national.
2. Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	2 267,1	2 724,5	457,4	20,2	L'augmentation s'explique par : a) l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui résulte de la création proposée d'un poste, de l'application du barème des traitements révisés et de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses ; b) des dépenses opérationnelles supplémentaires liées à l'augmentation des coûts de location des locaux, d'entretien du matériel informatique et du matériel de communication et des services d'appui.
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	501,2	484,6	(16,6)	(3,3)	La diminution s'explique par une baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil, du fait de l'application d'un taux en pourcentage plus faible pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment.
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	357,6	343,2	(14,4)	(4,0)	La diminution s'explique par une baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil, du fait de l'application d'un taux en pourcentage plus faible pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses prévues au titre des voyages.
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 856,2	2 082,7	226,5	12,2	L'augmentation tient à : a) la hausse prévue des dépenses de personnel civil, résultant de l'hypothèse selon laquelle tous les postes seront pourvus alors qu'un taux de vacance de 5 % avait été appliqué pour 2021 ; b) l'augmentation des dépenses opérationnelles prévues pour : la location de locaux et les services d'entretien ; le matériel informatique, sept ordinateurs portables devant être remplacés ; les services de traduction et d'interprétation et les services de restauration fournis par des prestataires externes.
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	16 187,5	16 423,3	235,8	1,5	L'augmentation est due à la hausse des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers pour les services de réunion et de conférence liés à la Commission constitutionnelle, partiellement compensée par la baisse prévue des dépenses de personnel civil en raison de l'application du barème des traitements révisé pour les postes soumis à recrutement national.

		2021	2022	Variation	Variation	
		(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
Mission		(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	Principaux facteurs explicatifs
7.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 782,8	1 776,7	(6,1)	(0,3)	La diminution s'explique par une baisse des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur la plan international, du fait principalement de l'application d'un taux en pourcentage plus faible pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.
8.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	5 056,4	5 165,4	109,0	2,2	L'augmentation est due à la hausse prévue des dépenses de personnel civil, résultant de la proposition de création de trois postes soumis à recrutement international, partiellement compensée par l'application d'un taux moins élevé pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment, et par une baisse des dépenses prévues au titre du personnel soumis à recrutement national en raison des fluctuations des taux de change.
9.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	17 551,1	17 601,8	50,7	0,3	L'augmentation tient à la hausse prévue des dépenses de personnel civil, résultant de l'application du barème des traitements révisé et de la proposition de création de deux postes soumis à recrutement international, à l'augmentation des coûts de location des locaux, à la hausse du coût de l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et des services d'appui, et à l'augmentation des dépenses afférentes aux services médicaux. Cette augmentation est en partie compensée par la baisse des dépenses prévues au titre des postes soumis à recrutement international en raison de la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel et par une baisse des dépenses opérationnelles, résultant principalement d'une réduction du ratio de partage des coûts de location et d'exploitation d'un avion avec la MANUI et de la baisse prévue des dépenses de fret.
10.	Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	1 105,5	1 169,7	64,2	5,8	L'augmentation s'explique par une hausse des dépenses prévues au titre : a) du personnel civil, du fait de l'application des barèmes des traitements révisés et d'un taux en pourcentage plus élevé pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses ; b) des dépenses opérationnelles, principalement en raison de l'augmentation du nombre de voyages en dehors de la mission de l'Envoyée spéciale et de son personnel, et de l'augmentation des besoins en matière de services administratifs et financiers fournis par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le PNUD. Cette augmentation est partiellement compensée par la baisse prévue des coûts de location des locaux.
Total partiel (groupe thématique I)		49 486,6	50 739,8	1 253,2	2,5	

Mission	2021	2022	Variation	Variation	Principaux facteurs explicatifs
	(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
Groupe thématique II					
11. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 450,8	1 423,5	(27,3)	(1,9)	La diminution s'explique par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, ainsi que par la baisse des crédits demandés au titre des honoraires des experts.
12. Groupe d'experts sur le Soudan	1 067,9	1 076,3	8,4	0,8	L'augmentation tient à la hausse prévue des dépenses de personnel civil, en raison de la révision des dépenses moyennes de personnel compte tenu de l'échelon des titulaires actuels.
13. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	3 124,8	3 113,7	(11,1)	(0,4)	La diminution tient à l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé pour le personnel recruté sur le plan international, compte tenu des tendances récentes en matière d'occupation des postes, partiellement contrebalancée par la hausse prévue des dépenses opérationnelles au titre des services d'information et de publication, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.
14. Groupe d'experts sur la Libye	1 361,3	1 435,3	74,0	5,4	L'augmentation s'explique par une hausse des dépenses prévues au titre des honoraires des experts en raison d'un changement dans la composition du Groupe, ainsi qu'au titre du personnel civil, du fait de l'application d'un taux en pourcentage plus élevé pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment.
15. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 110,5	1 167,4	56,9	5,1	L'augmentation s'explique par une hausse des dépenses prévues au titre des honoraires des experts en raison d'un changement dans la composition du Groupe, ainsi qu'au titre du personnel civil, du fait principalement de l'application d'un taux en pourcentage plus élevé pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment.
16. Groupe d'experts sur le Yémen	2 258,2	2 309,5	51,3	2,3	L'augmentation s'explique par une augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel pour les postes soumis à recrutement international et national, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.
17. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 293,1	1 257,8	(35,3)	(2,7)	La diminution s'explique par la réduction du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, ainsi que par la baisse des dépenses prévues au titre des honoraires des experts résultant d'un changement dans la composition du Groupe.
18. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	5 885,7	5 889,1	3,4	0,1	L'augmentation est due à la hausse des dépenses prévues au titre des services de communications et informatiques, compensée en partie par la baisse des prévisions de dépenses au titre du personnel civil, en raison de l'application d'un taux de vacance plus élevé.

Mission	2021	2022	Variation	Variation	Principaux facteurs explicatifs
	(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
19. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	632,4	671,7	39,3	6,2	L'augmentation s'explique par une augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.
20. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 416,7	1 397,0	(19,7)	(1,4)	La diminution s'explique par une baisse du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.
21. Groupe d'experts sur le Mali	1 167,1	1 162,2	(4,9)	(0,4)	La diminution s'explique par la baisse du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses. Elle est contrebalancée par une hausse des crédits demandés au titre de l'informatique et des communications ainsi que des honoraires des experts.
22. Groupe d'experts sur la Somalie	1 855,2	1 883,2	28,0	1,5	L'augmentation est due à la hausse des dépenses prévues au titre des honoraires des experts en raison d'un changement dans la composition du Groupe, ainsi qu'à la hausse des dépenses prévues au titre des communications et de l'informatique liée aux services d'appui centralisés.
23. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 978,7	3 150,2	171,5	5,8	L'augmentation tient à la hausse des dépenses de personnel civil en raison de l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, ainsi qu'à la hausse des dépenses opérationnelles liée à l'augmentation des besoins en matière de voyages des experts et de voyages officiels du personnel en raison de l'augmentation prévue des travaux d'appui aux activités à l'issue du renouvellement du mandat du Comité en 2021.
24. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	10 878,7	11 369,8	491,1	4,5	L'augmentation s'explique par une hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil, en raison principalement : a) de l'application d'un taux en pourcentage plus élevé pour les dépenses communes de personnel, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment ; b) de l'effet-report des deux postes créés en 2021. Elle est compensée en partie par la réduction des crédits demandés au titre des installations et des infrastructures en raison de la suppression d'une dépense ponctuelle afférente aux coûts de déménagement des bureaux en 2021.
25. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	24 357,6	24 619,8	262,2	1,1	L'augmentation est due à la hausse prévue des dépenses de personnel civil, résultant de l'augmentation des crédits demandés au titre du personnel fourni par des gouvernements en raison du déploiement proposé de 10 postes supplémentaires, et des crédits demandés au titre des Volontaires des Nations Unies. Cette augmentation est en partie compensée par la baisse des dépenses opérationnelles liées : a) aux communications et à l'informatique, en raison de la baisse du volume de matériel de communication acquis, ainsi que de la baisse des coûts des services contractuels de télécommunications et de réseau ; b) aux opérations aériennes, en raison de la suppression d'une dépense afférente aux vols affrétés au titre des moyens aériens de la MANUI ; c) aux installations et aux

Mission	2021	2022	Variation	Variation	Principaux facteurs explicatifs
	(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
					infrastructures, résultant de la diminution des crédits demandés pour les services de sécurité en raison de l'allègement de l'effectif à Bagdad.
Total partiel (groupe thématique II)	60 838,7	61 926,5	1 087,8	1,8	
Groupe thématique III					
26. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	13 950,0	14 777,3	827,3	5,9	L'augmentation tient : a) à l'effet-report des 12 postes approuvés en 2021 ; b) à l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses. Elle est en partie compensée par une diminution des dépenses liées aux consultants et aux installations et infrastructures.
27. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	103 438,1	99 160,0	(4 278,1)	(4,1)	La diminution tient principalement à la réduction nette proposée de 27 postes, ainsi qu'à la réduction des crédits demandés au titre des opérations aériennes, contrebalancée en partie par l'augmentation des crédits demandés au titre des voyages pour le déploiement, la rotation et le rapatriement du personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies.
28. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 865,0	2 927,2	62,2	2,2	L'augmentation est due à la hausse des dépenses opérationnelles au titre : a) des transports terrestres, en raison du remplacement prévu d'un véhicule ; b) des communications et de l'informatique, en raison de l'acquisition de matériel de visioconférence.
29. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 638,4	3 620,0	(18,4)	(0,5)	La diminution tient à une réduction des tarifs de location découlant de la conclusion de nouveaux contrats pour les bureaux de Yaoundé et de Calabar ; elle est en partie contrebalancée par une augmentation des crédits demandés au titre de la participation aux coûts de la Maison des Nations Unies à Dakar.
30. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	9 698,6	9 586,6	(112,0)	(1,2)	La diminution s'explique par une baisse des dépenses prévues au titre : a) du personnel civil, du fait de l'application d'un taux en pourcentage plus faible pour les dépenses communes de personnel liées aux postes soumis à recrutement international, compte tenu de la structure des dépenses enregistrées récemment ; b) des dépenses opérationnelles, principalement liées aux transports terrestres, en raison de la suppression d'une dépense afférente à l'acquisition de véhicules.
31. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 901,7	8 611,7	710,0	9,0	L'augmentation tient à : a) l'effet-report des sept nouveaux postes approuvés en 2021 ; b) l'augmentation du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.
32. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	69 244,1	70 494,4	1 250,3	1,8	L'augmentation est due à la hausse des crédits demandés au titre : a) des dépenses de personnel civil, principalement en raison de l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel supérieur au titre des postes soumis à recrutement international, compte tenu de l'évolution récente des dépenses, et en raison de la proposition de transfert de six postes existants de la Libye à Genève

Mission	2021	2022	Variation	Variation	Principaux facteurs explicatifs
	(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
					et de la proposition de création de deux postes soumis à recrutement international ; b) de la composante militaire, en raison de l'augmentation des crédits demandés au titre des voyages pour le déploiement, la rotation et le rapatriement du personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies. Elle est compensée en partie par la diminution prévue des dépenses opérationnelles en raison de la baisse du volume des acquisitions de matériel et de fournitures liés aux installations et aux infrastructures, de la diminution des besoins en consultants, et de la baisse des crédits demandés au titre de l'informatique et des communications et des fournitures, services et matériel divers.
33. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	62 942,5	60 669,7	(2 272,8)	(3,6)	La diminution tient à : a) la baisse du montant du contrat pour les services de location et d'exploitation des avions ; b) la révision des termes de l'accord contractuel relatif aux biens loués afin d'inclure les frais d'entretien et des services publics de distribution dans le montant du bail, et au fait de ne pas acquérir de groupes électrogènes et de matériel électrique supplémentaires ; c) la diminution du pourcentage des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses. Cette diminution est contrebalancée en partie par des augmentations liées à l'application des nouveaux barèmes des traitements pour le personnel recruté sur le plan national et à la proposition de créer deux postes d'administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national et un poste d'agent(e) local(e).
34. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	48 569,2	45 559,1	(3 010,1)	(6,2)	La diminution tient à : a) la réduction des crédits demandés pour la location et l'exploitation d'hélicoptères en raison de la baisse des coûts des contrats ; b) la diminution des crédits demandés au titre des services médicaux en raison de la baisse des coûts des contrats. Elle est en partie contrebalancée par la hausse des crédits demandés pour les installations, les services de sécurité, l'informatique et les communications, liée aux nouveaux locaux à terre du quartier général de la Mission à l'aéroport de Hodeïda et à une base opérationnelle supplémentaire, ainsi qu'à la proposition de créer six postes soumis à recrutement international (1 P-4, 2 P-3 et 3 postes d'agent(e) du Service mobile).
35. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	19 271,6	21 936,2	2 664,6	13,8	L'augmentation tient à : a) l'application du barème des traitements, des ajustements de poste et du taux de change révisés pour les postes du personnel civil ; b) la hausse prévue des dépenses opérationnelles, principalement due à de nouveaux besoins en matière de consultants et de services de conseil, de services d'information et de publication, de frais bancaires, de fret et d'autres services. Elle est en partie compensée par la suppression proposée de quatre postes et par la réduction des besoins en matière d'installations et d'infrastructures, qui s'explique principalement par le déménagement de la base de soutien logistique au quartier général, de plus petite taille.

Mission	2021	2022	Variation	Variation	Principaux facteurs explicatifs
	(crédits ouverts)	(prévisions)	(montant)	(pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
36. Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	34 070,4	45 596,7	11 526,3	33,8	L'augmentation tient : a) à l'effet-report des 269 postes approuvés pour 2021 ; b) à la hausse des crédits demandés au titre de la police des Nations Unies, résultant de la proposition de création de 9 postes de policier(ière)s en 2022 ; c) à l'augmentation des besoins en matière de location de locaux, de services de sécurité, de matériel de génie et de carburant pour les groupes électrogènes pour les installations et les équipements récupérés de la MINUAD ; d) à l'augmentation des besoins en services de réparation et d'entretien des véhicules et en carburants et lubrifiants pour les véhicules transférés de la MINUAD ; e) aux crédits demandés pour couvrir un an de besoins en matière de déploiement des moyens aériens, contre six mois pour le budget 2021 ; f) à la hausse des crédits demandés au titre de l'informatique et des communications pour maintenir l'infrastructure informatique et de communication transférée de la MINUAD. Cette augmentation est compensée en partie par : a) une diminution des besoins en consultants et services de conseil en raison d'une utilisation accrue des capacités internes ; b) l'arrêt du financement des activités relatives aux programmes en 2022.
Total partiel (groupe thématique III)	375 589,6	382 938,9	7 349,3	2,0	
MANUA et MANUI					
37. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	136 875,2	135 139,2	(1 736,0)	(1,3)	La diminution s'explique principalement par : a) l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé pour le personnel recruté sur le plan international ; b) la réduction des dépenses communes de personnel pour le personnel recruté sur le plan international, sur la base de l'évolution récente des dépenses ; c) la baisse des dépenses opérationnelles due à la réduction des besoins en gardes armés internationaux fournis par des sociétés de sécurité privées, à la réduction de la consommation de carburants et de leur coût par litre et à la réduction des vols. Cette diminution est en partie contrebalancée par l'augmentation prévue des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national, en raison de l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel plus élevé, sur la base de l'évolution des dépenses en 2020, ainsi que de la création proposée de 4 postes de personnel recruté sur le plan national et de l'augmentation nette de 32 postes de Volontaires des Nations Unies.
38. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	99 076,8	98 179,7	(897,1)	(0,9)	La diminution tient principalement à : a) la baisse des crédits demandés au titre des rations liée aux frais ponctuels de mise en route du contrat en 2020 et la réduction des coûts de fret, de déploiement du matériel appartenant aux contingents et de déploiement, de relève et de rapatriement du personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies ; b) la baisse prévue des dépenses de personnel civil en raison de la baisse des dépenses communes de personnel recruté sur le plan international, compte tenu de l'évolution des dépenses en 2020,

Mission	2021 (crédits ouverts)	2022 (prévisions)	Variation (montant)	Variation (pourcentage)	Principaux facteurs explicatifs
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
					et d'une réduction du nombre de postes soumis à recrutement international. Elle est en partie contrebalancée par l'augmentation prévue des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national en raison de l'augmentation des dépenses communes de personnel, sur la base de l'évolution récente des dépenses.
Total partiel (MANUA et MANUI)	235 952,0	233 318,9	(2 633,1)	(1,1)	
Total partiel (missions reconduites)	721 866,9	728 924,1	7 057,2	1,0	
Missions terminées					
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	6 090,6	–	(6 090,6)	(100,0)	La mission doit se terminer le 31 mai 2021.
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	989,9	–	(989,9)	(100,0)	La mission a pris fin le 31 décembre 2020, et les activités de liquidation ont été achevées le 28 février 2021.
Total partiel (missions terminées)	7 080,5	–	(7 080,5)	(100,0)	
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	1 412,4	1 742,2	329,8	23,4	L'augmentation tient à : a) l'augmentation du budget proposé pour le Centre de services régional pour l'exercice 2021/22, principalement en raison du transfert proposé de la Section de l'appui centralisé aux achats au Centre en tant qu'unité hébergée ; b) l'augmentation de la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre, qui passe de 3,8 % pour 2020/21 à 4,3 % pour l'exercice 2021/22, en raison de l'ajout de la MINUATS aux missions clientes, et à la diminution de la part des missions de maintien de la paix en raison du retrait de la MINUAD.
Total	730 359,8	730 666,3	306,5	0,0	

Tableau 7

Vue d'ensemble des ressources financières demandées au titre des missions politiques spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	2020	2021	2022	Variation	
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Groupe thématique I					
1. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	2 468,0	2 821,2	2 967,9	146,7	5,2
2. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide	1 698,9	2 267,1	2 724,5	457,4	20,2
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	–	501,2	484,6	(16,6)	(3,3)
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	344,1	357,6	343,2	(14,4)	(4,0)
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 638,8	1 856,2	2 082,7	226,5	12,2
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	15 075,4	16 187,5	16 423,3	235,8	1,5
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 429,2	1 782,8	1 776,7	(6,1)	(0,3)
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	4 459,6	5 056,4	5 165,4	109,0	2,2
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	18 115,7	17 551,1	17 601,8	50,7	0,3
10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	942,0	1 105,5	1 169,7	64,2	5,8
Total partiel (groupe thématique I)	46 171,7	49 486,6	50 739,8	1 253,2	2,5
Groupe thématique II					
11. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 298,2	1 450,8	1 423,5	(27,3)	(1,9)
12. Groupe d'experts sur le Soudan	1 067,4	1 067,9	1 076,3	8,4	0,8
13. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	2 811,5	3 124,8	3 113,7	(11,1)	(0,4)
14. Groupe d'experts sur la Libye	1 348,1	1 361,3	1 435,3	74,0	5,4
15. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 184,2	1 110,5	1 167,4	56,9	5,1
16. Groupe d'experts sur le Yémen	2 091,5	2 258,2	2 309,5	51,3	2,3
17. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 206,0	1 293,1	1 257,8	(35,3)	(2,7)
18. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	6 026,1	5 885,7	5 889,1	3,4	0,1
19. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	557,8	632,4	671,7	39,3	6,2
20. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 661,1	1 416,7	1 397,0	(19,7)	(1,4)

Mission	2020	2021	2022	Variation	
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
21. Groupe d'experts sur le Mali	1 095,9	1 167,1	1 162,2	(4,9)	(0,4)
22. Groupe d'experts sur la Somalie	1 826,6	1 855,2	1 883,2	28,0	1,5
23. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 889,7	2 978,7	3 150,2	171,5	5,8
24. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	10 479,8	10 878,7	11 369,8	491,1	4,5
25. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	23 366,7	24 357,6	24 619,8	262,2	1,1
Total partiel (groupe thématique II)	58 910,6	60 838,7	61 926,5	1 087,8	1,8
Groupe thématique III					
26. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	12 400,0	13 950,0	14 777,3	827,3	5,9
27. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	102 193,4	103 438,1	99 160,0	(4 278,1)	(4,1)
28. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 859,7	2 865,0	2 927,2	62,2	2,2
29. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 431,7	3 638,4	3 620,0	(18,4)	(0,5)
30. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	8 826,0	9 698,6	9 586,6	(112,0)	(1,2)
31. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 165,2	7 901,7	8 611,7	710,0	9,0
32. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	71 579,7	69 244,1	70 494,4	1 250,3	1,8
33. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	59 301,7	62 942,5	60 669,7	(2 272,8)	(3,6)
34. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	46 710,9	48 569,2	45 559,1	(3 010,1)	(6,2)
35. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	19 933,8	19 271,6	21 936,2	2 664,6	13,8
36. Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	1 420,0	34 070,4	45 596,7	11 526,3	33,8
Total partiel (groupe thématique III)	335 822,1	375 589,6	382 938,9	7 349,3	2,0
MANUA et MANUI					
37. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	135 312,5	136 875,2	135 139,2	(1 736,0)	(1,3)
38. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	99 957,6	99 076,8	98 179,7	(897,1)	(0,9)
Total partiel (MANUA et MANUI)	235 270,1	235 952,0	233 318,9	(2 633,1)	(1,1)
Total partiel (missions reconduites)	676 174,4	721 866,9	728 924,1	7 057,2	1,0

<i>Mission</i>	2020		2021		2022		Variation	
	<i>Dépenses</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montant nécessaire</i>		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)			
Missions terminées								
39. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	7 181,7	6 090,6	–	(6 090,6)	(100,0)			
40. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	15 542,5	989,9	–	(989,9)	(100,0)			
Total partiel (missions terminées)	22 724,2	7 080,5	–	(7 080,5)	(100,0)			
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	1 424,4	1 412,4	1 742,2	329,8	23,4			
Total	700 323,1	730 359,8	730 666,3	306,5	0,0			

Tableau 8
Récapitulatif des ressources nécessaires, par grande rubrique de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2020		2021		2022		Variation	
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant nécessaire		Montant	Pourcentage		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)			
I. Militaires et personnel de police								
1. Observateurs militaires	4 518,5	7 026,8	6 746,9	(279,9)	(4,0)			
2. Contingents	27 414,7	27 193,3	27 616,5	423,2	1,6			
3. Police des Nations Unies	879,0	1 881,9	2 169,7	287,8	15,3			
4. Unités de police constituées	–	–	–	–	–			
Total partiel (militaires et personnel de police)	32 812,2	36 102,0	36 533,1	431,1	1,2			
II. Personnel civil								
1. Personnel recruté sur le plan international	285 709,7	319 677,6	321 296,7	1 619,1	0,5			
2. Personnel recruté sur le plan national	94 127,9	94 003,0	101 389,6	7 386,6	7,9			
3. Volontaires des Nations Unies	8 976,1	11 377,4	11 470,0	92,6	0,8			
4. Personnel fourni par des gouvernements	693,4	1 664,1	2 031,2	367,1	22,1			
Total partiel (personnel civil)	389 507,1	426 722,1	436 187,5	9 465,4	2,2			
III. Dépenses opérationnelles								
1. Experts	13 277,3	13 367,5	13 450,5	83,0	0,6			
2. Consultants et services de consultants	1 912,0	3 302,5	3 094,6	(207,9)	(6,3)			
3. Voyages officiels	4 501,4	14 524,8	14 309,5	(215,3)	(1,5)			
4. Installations et infrastructures	105 828,4	96 443,1	98 908,6	2 465,5	2,6			
5. Transports terrestres	11 726,1	8 943,9	8 585,0	(358,9)	(4,0)			
6. Opérations aériennes	43 920,9	56 722,4	51 823,8	(4 898,6)	(8,6)			
7. Opérations maritimes ou fluviales	224,5	325,5	321,6	(3,9)	(1,2)			
8. Communications et informatique	39 820,9	33 042,2	35 094,0	2 051,8	6,2			
9. Santé	6 353,4	11 578,1	10 273,8	(1 304,3)	(11,3)			
10. Fournitures, services et matériel divers	26 290,2	20 792,8	20 342,1	(450,7)	(2,2)			
Total partiel (dépenses opérationnelles)	253 855,1	259 042,8	256 203,5	(2 839,3)	(1,1)			
Total partiel (missions reconduites)	676 174,4	721 866,9	728 924,1	7 057,2	1,0			

Catégorie de dépenses	2020	2021	2022	Variation	
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Missions terminées ^a	22 724,2	7 080,5	–	(7 080,5)	(100,0)
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	1 424,4	1 412,4	1 742,2	329,8	23,4
Total	700 323,1	730 359,8	730 666,3	306,5	0,0

^a Les missions qui sont supprimées en 2021 sont le Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi et le BINUGBIS.

Postes

103. Les effectifs civils proposés pour 2022 font apparaître une diminution de 38 postes (de 4 482 à 4 444), en raison de la non-reconduction de 57 postes dans deux missions en cours de clôture, d'une réduction de 20 postes dans le groupe thématique III et d'une réduction de 3 postes à la MANUI ; elle est compensée par une augmentation de 6 postes dans le groupe thématique I et de 36 postes à la MANUA.
104. Le tableau 9 présente un récapitulatif des effectifs civils par groupe thématique. Le tableau 10 indique le nombre, la catégorie et la classe des emplois civils proposés pour chaque mission. Enfin, l'annexe XVII contient un récapitulatif par mission des changements proposés en ce qui concerne le nombre, la classe, l'emplacement, l'unité administrative et le titre fonctionnel des effectifs civils.

Tableau 9

Récapitulatif des effectifs civils proposés

	<i>Effectif approuvé pour 2021</i>	<i>Effectif proposé pour 2022</i>	<i>Variation</i>	<i>Variation en pourcentage</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe thématique I	276	282	6	2,2
Groupe thématique II	264	264	–	–
Groupe thématique III	1 915	1 895	(20)	(1,0)
MANUA	1 163	1 199	36	3,1
MANUI	807	804	(3)	(0,3)
Missions terminées	57	–	(57)	(100,0)
Total	4 482	4 444	(38)	(0,8)

Note : Le Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi et le BINUGBIS sont inscrits à la rubrique « Missions terminées » et non dans les groupes thématiques I et III.

Coordination du développement dans les missions politiques spéciales intégrées

105. Dans sa résolution [72/279](#), l'Assemblée générale a décidé de confier au système des Nations Unies pour le développement un mandat de coordination spécial, indépendant, impartial, autonome et axé sur le développement durable en dissociant les fonctions de coordonnateur(trice) résident(e) de celles de représentant(e) résident(e) du PNUD et en faisant fond sur les compétences et atouts de toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement, notamment les organismes non résidents.
106. Dans son rapport sur les prévisions budgétaires révisées relatives au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents au titre du chapitre premier (Politiques, direction et coordination d'ensemble), le Secrétaire général a indiqué à l'Assemblée générale que selon le contexte propre au pays ou à la mission, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents continueraient d'être investis d'une deuxième fonction, celle de coordonnateur(trice) des opérations humanitaires, et d'une troisième, celle de représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général (voir [A/73/424](#), par. 11).
107. Sept missions politiques spéciales (MANUSOM, Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, MANUL, BINUH, MINUATS, MANUA et MANUI) seront dotées d'un(e) représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général ou d'un(e) Coordinateur(trice) spécial(e) adjoint(e), qui occupera également les fonctions de coordonnateur(trice) résident(e) ou de coordonnateur(trice) de l'action humanitaire ou ces deux fonctions à la fois dans des contextes complexes et multidimensionnels. Dans les missions structurellement intégrées, le ou la Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général (Coordonnateur(trice) résident(e) et Coordinateur(trice) de l'action humanitaire) sert de maillon entre, d'une part, les travaux politiques

et divers de la mission et, d'autre part, les activités de développement et l'action humanitaire. En sa capacité de Coordonnateur(trice) résident(e), cette personne est responsable de la coordination de l'équipe de pays des Nations Unies et des opérations et plans de développement de l'Organisation ; sur le terrain, le Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) résident(e) contribue à la coordination des activités de relèvement et de développement. En sa qualité de Coordonnateur(trice) de l'action humanitaire, cette personne est chargée de coordonner les plans et opérations humanitaires et de maintenir le contact avec les gouvernements (et les autres parties), les donateurs et la communauté humanitaire en général. Les salaires et les dépenses communes de personnel liés à ces postes sont budgétisés à hauteur de 50 % du coût total dans les budgets des missions politiques spéciales respectives, les 50 % restants étant financés par le budget du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

108. Lors de l'établissement du projet de budget pour 2022, le Secrétariat a examiné les effectifs et les capacités des bureaux respectifs des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général dans les missions politiques spéciales intégrées. Dans les missions où ils sont financés par le budget de la mission, ces effectifs s'acquittent des fonctions prescrites à l'appui du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e), et sont chargés de répondre aux besoins propres au pays concerné et de mener à bien les tâches que les organes délibérants ont confiées à la mission dans les domaines de la coordination du développement, de l'aide internationale et de la facilitation du travail humanitaire. Ces effectifs sont donc indispensables et viennent compléter les capacités essentielles du nouveau système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui sont financées par un fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées alimenté principalement par des ressources extrabudgétaires.
109. Il a été proposé, dans le projet de budget pour 2020, de supprimer trois emplois à la MANUA et de reclasser un emploi de la classe P-5 à la classe P-4 à la MANUSOM en 2020 ; il a aussi été proposé de supprimer un emploi P-4 et de reclasser un emploi de la classe P-5 à la classe P-4 à la MANUI en 2021 ; ces deux propositions ont été approuvées par l'Assemblée générale.
110. Pour 2022, il est proposé, à la MANUI, de supprimer un poste d'assistant(e) spécial(e) (P-3) au Bureau de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée du développement et des affaires humanitaires, de reclasser un poste de coordonnateur(trice) de la classe P-4 à la classe P-3 et de transformer deux postes d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (P-3) en postes de coordonnateur(trice) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) afin de renforcer les capacités nationales tout en continuant à fournir un appui au développement.
111. Les autres missions n'ont pas proposé de nouveaux ajustements à apporter aux effectifs en 2022, dans la mesure où elles ont un besoin constant de telles capacités qui complètent, sans les remplacer, les capacités de base prévues dans le cadre du système redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

Lutte antimines

112. Le Service de la lutte antimines offre ses services à quatre missions politiques spéciales ayant des composantes Lutte antimines. Il exécute des programmes sur le terrain grâce à son partenariat de longue date avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), en application du mémorandum d'accord-cadre conclu entre l'ONU et l'UNOPS en 2014. Dans son audit sur le mécanisme de suivi et d'évaluation du Service de la lutte antimines (2019/152), le Bureau des services de contrôle interne a recommandé au Service de renforcer son environnement de contrôle et d'intensifier le contrôle financier ainsi que le suivi et l'évaluation. Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé les conclusions du Bureau des services de contrôle interne et demandé au Service de la lutte antimines, dans son audit le plus récent du Département des opérations de paix [A/75/5 (Vol. II)], en 2020, de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'UNOPS, d'accroître sa présence et ses connaissances sur le terrain, d'intensifier les efforts qu'il déploie afin d'exécuter directement certains aspects des plans de lutte antimines et d'évaluer le partenariat avec l'UNOPS pour s'assurer qu'il est efficace par rapport aux coûts.

113. Pour renforcer l'exécution et la supervision de ses programmes, le Service de la lutte antimines propose que les chefs des composantes Lutte antimines des opérations sur le terrain soient déployés dans le cadre de contrats passés avec le Secrétariat. La budgétisation de ces ressources dans les missions politiques spéciales en sera modifiée : celles-ci apparaîtront dans les tableaux d'effectifs des missions et non comme des ressources autres que celles affectées à des postes, comme c'était le cas auparavant en raison des modalités de mise en œuvre avec l'UNOPS. Grâce à la nouvelle approche proposée, le Service de la lutte antimines sera directement responsable de l'évaluation des menaces, de la conception et du suivi des programmes et de la représentation auprès des dirigeants des missions et des parties prenantes et partenaires gouvernementaux. Si la ou le chef de la composante du Service de la lutte antimines est un(e) fonctionnaire du Secrétariat possédant les compétences appropriées et ayant accès aux informations nécessaires, le Service sera en mesure de réduire la dépendance excessive vis-à-vis de l'UNOPS, comme l'a noté le Comité des commissaires aux comptes.
114. En conséquence, il est proposé, dans le projet de budget pour 2022, que les quatre postes de responsable du programme de lutte antimines (1 D-1 à la MANUSOM, 1 P-5 à la MANUL, 1 P-4 à la MINUAAH et 1 P-4 à la MINUATS) soient inscrits aux tableaux d'effectifs des missions politiques spéciales concernées.
115. Les ressources demandées au titre du personnel chargé de la lutte antimines sur le terrain (hors postes de responsables du programme mentionnés ci-dessus), continueront d'être inscrites au titre des ressources autres que celles affectées à des postes, aux fins du projet de lutte antimines qui continuera d'être exécuté en partenariat avec l'UNOPS. Le Service de la lutte antimines restera un prestataire de services pour le Secrétariat, en collaborant avec l'UNOPS dans le cadre prévu par le mémorandum d'accord-cadre conclu entre l'ONU et l'UNOPS, afin que le programme soit efficace et efficient. Il participe aussi activement aux efforts visant à renforcer le partenariat et à contribuer à la révision du mémorandum, afin de s'assurer que celui-ci constitue une utilisation optimale des ressources.

Postes vacants

116. En application des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, que l'Assemblée générale a faites siennes [voir [A/71/595](#), par. 46 b)], des informations sur les taux de vacance de postes approuvés pour 2021 et ceux proposés pour 2022, ainsi que les taux effectifs de 2020, sont présentées à l'annexe XV du présent rapport. Les taux proposés tiennent compte des taux de vacance les plus récents, des taux de vacance de poste moyens constatés à ce jour pour l'exercice en cours, des tendances observées par le passé et des changements qu'il est envisagé d'apporter aux effectifs, le cas échéant. Ils se fondent le plus souvent sur le taux de vacance effectif moyen pour la période de janvier à décembre 2020. Dans certains cas, ils tiennent aussi compte de la forte hausse des recrutements opérée en 2021 et de l'arrivée prévue de nouveaux membres du personnel avant la fin de l'année. Dans les cas où le taux de vacance moyen du personnel civil était nul pour 2020, un taux de 5 % a été proposé afin de tenir compte d'un éventuel renouvellement du personnel en poste.
117. Les missions politiques spéciales sont pleinement conscientes des recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 25 de son rapport sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales ([A/75/7/Add.2](#)), dans lequel il a réaffirmé ses recommandations antérieures (voir [A/75/7](#), chap. I, par. 46) selon lesquelles les postes et emplois de temporaires vacants devraient être pourvus rapidement. En 2020, les mesures d'atténuations prises comme suite aux problèmes de liquidités ont suspendu les activités de recrutement au titre du budget ordinaire ; l'Organisation a ainsi pu verser les traitements et les prestations de son personnel et régler les paiements dus aux fournisseurs en restreignant les recrutements et en modulant les dépenses en fonction des recouvrements. Ces facteurs ont entraîné une augmentation notable du nombre de postes vacants depuis plus d'un an par rapport à la période précédente. Les activités de recrutement ont repris en 2021, mais de manière progressive en raison

des incertitudes qui subsistent et des arriérés accumulés. Tant que les problèmes de liquidés n'auront pas été réglés, la capacité des missions de pourvoir les postes vacants risque d'être limitée.

118. Comme c'est le cas dans d'autres chapitres du budget-programme, on trouvera dans le document complémentaire des informations sur les emplois de temporaires vacants depuis plus d'un an et sur ceux qui donnaient lieu à des indemnités de fonctions depuis plus d'un an au 30 avril 2021, pour chaque groupe thématique ; sont notamment indiquées la date de début de la vacance ou du versement de l'indemnité de fonction, la classe et le titre fonctionnel, l'unité administrative et la situation actuelle du recrutement.

Tableau 10
Effectifs nécessaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
Groupe thématique I																	
1. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre																	
Effectif approuvé pour 2021	1 ^a	–	–	1	3	5	1	–	11	4	–	1	16	–	5	–	21
Effectif proposé pour 2022	1 ^a	–	–	1	3	5	1	–	11	4	–	1	16	–	5	–	21
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
2. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide																	
Effectif approuvé pour 2021	1	1 ^b	–	–	2	3	2	–	9	–	–	2	11	–	–	–	11
Effectif proposé pour 2022	1	1 ^b	–	–	2	4	2	–	10	–	–	2	12	–	–	–	12
Variation	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental																	
Effectif approuvé pour 2021	1 ^a	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2022	1 ^a	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé pour 2021	1 ^c	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2022	1 ^c	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>								<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>						
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Service mobile/ Service de sécurité</i>	<i>1^{re} classe</i>	<i>Autres classes</i>	<i>Total (personnel recruté sur le plan international)</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Total</i>	
														<i>AN</i>	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>		
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève																		
Effectif approuvé pour 2021	-	1	-	-	1	2	2	-	6	-	-	1	7	-	-	-	-	7
Effectif proposé pour 2022	-	1	-	-	1	2	2	-	6	-	-	1	7	-	-	-	-	7
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie																		
Effectif approuvé pour 2021	1	1	1	3	8	14	14	-	42	10	-	8	60	-	31	-	-	91
Effectif proposé pour 2022	1	1	1	3	8	14	14	-	42	10	-	8	60	-	31	-	-	91
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique																		
Effectif approuvé pour 2021	1	-	-	1	-	2	1	-	5	-	-	-	5	2	2	-	-	9
Effectif proposé pour 2022	1	-	-	1	-	2	1	-	5	-	-	-	5	2	2	-	-	9
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs																		
Effectif approuvé pour 2021	1	-	1	1	4	6	4	-	17	1	-	1	19	1	7	-	-	27
Effectif proposé pour 2022	1	-	1	1	5	7	5	-	20	1	-	1	22	1	7	-	-	30
Variation	-	-	-	-	1	1	1	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	3
9. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen																		
Effectif approuvé pour 2021	1	-	1	1	6	15	11	-	35	25	-	1	61	10	29	-	-	100

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>									<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>				
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Service mobile/ Service de sécurité</i>	<i>1^{re} classe</i>	<i>Autres classes</i>	<i>Total (personnel recruté sur le plan international)</i>	<i>AN</i>	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>	<i>Total</i>
Effectif proposé pour 2022	1	–	1	1	6	15	13	–	37	25	–	1	63	10	29	–	102
Variation	–	–	–	–	–	–	2	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar																	
Effectif approuvé pour 2021	1 ^a	–	–	1	1	1	–	–	4	–	–	–	4	–	1	–	5
Effectif proposé pour 2022	1 ^a	–	–	1	1	1	–	–	4	–	–	–	4	–	1	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (groupe thématique I)																	
Effectif approuvé pour 2021	9	3	3	8	25	49	36	–	133	40	–	15	188	13	75	–	276
Effectif proposé pour 2022	9	3	3	8	26	51	39	–	139	40	–	15	194	13	75	–	282
Variation	–	–	–	–	1	2	3	–	6	–	–	–	6	–	–	–	6
Groupe thématique II																	
11. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo																	
Effectif approuvé pour 2021	–	–	–	–	–	–	2	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	2	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
12. Groupe d'experts sur le Soudan																	
Effectif approuvé pour 2021	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>								<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>					
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Service mobile/ Service de sécurité</i>	<i>1^{re} classe</i>	<i>Autres classes</i>	<i>Total (personnel recruté sur le plan international)</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Total</i>
														<i>AN</i>	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>	
13. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	1	2	6	-	-	-	6
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	1	2	6	-	-	-	6
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14. Groupe d'experts sur la Libye																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15. Groupe d'experts sur la République centrafricaine																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16. Groupe d'experts sur le Yémen																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5	-	-	6	-	2	-	8
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5	-	-	6	-	2	-	8
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2	3	-	-	-	3

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agents locaux	VNU	
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2	3	-	-	-	3
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	1	4	6	-	11	-	-	8	19	-	-	-	19
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	1	4	6	-	11	-	-	8	19	-	-	-	19
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	1	2	2	-	5	-	-	2	7	-	-	-	7
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	1	2	2	-	5	-	-	2	7	-	-	-	7
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Groupe d'experts sur le Mali																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agents locaux		VNU
22. Groupe d'experts sur la Somalie																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	4	-	6
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	4	-	6
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive																	
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	-	2	5	-	-	-	5
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	-	2	5	-	-	-	5
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme																	
Effectif approuvé pour 2021	-	1	1	2	9	20	8	3	44	-	1	7	52	-	-	-	52
Effectif proposé pour 2022	-	1	1	2	9	20	8	3	44	-	1	7	52	-	-	-	52
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes																	
Effectif approuvé pour 2021	-	1	-	2	5	15	17	4	44	44	-	-	88	23	29	8	148
Effectif proposé pour 2022	-	1	-	2	5	15	17	4	44	44	-	-	88	23	29	8	148
Variation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel (groupe thématique II)																	
Effectif approuvé pour 2021	-	2	1	4	17	43	46	7	120	49	2	27	198	23	35	8	264

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agents locaux	VNU	
Effectif proposé pour 2022	–	2	1	4	17	43	46	7	120	49	2	27	198	23	35	8	264
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Groupe thématique III																	
26. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel																	
Effectif approuvé pour 2021 ^d	1	1	–	2	9	14	10	1	38	6	–	–	44	9	22	–	75
Effectif proposé pour 2022 ^d	1	1	–	2	9	14	10	1	38	6	–	–	44	9	22	–	75
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
27. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie																	
Effectif approuvé pour 2021 ^e	1	2	1	7	30	50	39	–	130	57	–	–	187	92	45	38	362
Effectif proposé pour 2022	1	2	1	8	29	51	39	–	131	57	–	–	188	84	45	18	335
Variation	–	–	–	1	(1)	1	–	–	1	–	–	–	1	(8)	–	(20)	(27)
28. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale																	
Effectif approuvé pour 2021	–	1	–	–	1	2	2	–	6	2	–	–	8	4	18	–	30
Effectif proposé pour 2022	–	1	–	–	1	2	2	–	6	2	–	–	8	4	18	–	30
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
29. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria																	
Effectif approuvé pour 2021	–	–	–	–	2	6	–	–	8	1	–	–	9	–	2	–	11
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	2	6	–	–	8	1	–	–	9	–	2	–	11
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)				
													AN	Agents locaux	VNU		
30. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban																	
Effectif approuvé pour 2021	1	1	–	1	2	6	1	–	12	7	–	–	19	5	58	–	82
Effectif proposé pour 2022	1	1	–	1	2	6	1	–	12	7	–	–	19	5	58	–	82
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
31. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale																	
Effectif approuvé pour 2021	1	–	–	2	5	12	6	–	26	7	–	–	33	4	11	–	48
Effectif proposé pour 2022	1	–	–	2	5	12	6	–	26	7	–	–	33	4	11	–	48
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
32. Mission d'appui des Nations Unies en Libye																	
Effectif approuvé pour 2021	1	2	–	7	13	35	29	2	89	120	–	1	210	14	84	6	314
Effectif proposé pour 2022	1	2	–	7	14	34	30	2	90	119	–	3	212	14	84	6	316
Variation	–	–	–	–	1	(1)	1	–	1	(1)	–	2	2	–	–	–	2
33. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie																	
Effectif approuvé pour 2021	1	1	1	6	22	38	46	1	116	45	–	1	162	78	80	131	451
Effectif proposé pour 2022	1	1	1	6	22	37	46	1	115	44	–	1	160	80	82	131	453
Variation	–	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)	2	2	–	2
34. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda																	
Effectif approuvé pour 2021 ^f	–	1	1	1	6	10	21	1	41	33	–	–	74	5	80	–	159

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>									<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>				<i>Total</i>
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Service mobile/ Service de sécurité</i>	<i>1^{re} classe</i>	<i>Autres classes</i>	<i>Total (personnel recruté sur le plan international)</i>	<i>AN</i>	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>	
Effectif proposé pour 2022 ^f	–	1	1	1	6	11	20	1	41	36	–	–	77	8	80	–	165
Variation	–	–	–	–	–	1	(1)	–	–	3	–	–	3	3	–	–	6
35. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti																	
Effectif approuvé pour 2021 ^g	–	1	1	5	8	19	11	1	46	17	–	2	65	21	28	–	114
Effectif proposé pour 2022 ^g		1	1	5	8	19	11	1	46	17	–	2	65	17	28	–	110
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)
36. Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan																	
Effectif approuvé pour 2021	1	1	2	4	18	31	29	3	89	51	–	1	141	48	69	11	269
Effectif proposé pour 2022	1	1	2	4	18	32	29	2	89	46	–	1	136	50	73	11	270
Variation	–	–	–	–	–	1	–	(1)	–	(5)	–	–	(5)	2	4	–	1
Total partiel (groupe thématique III)																	
Effectif approuvé pour 2021	7	11	6	35	116	223	194	9	601	346	–	5	952	280	497	186	1 915
Effectif proposé pour 2022	7	11	6	36	116	224	194	8	602	342	–	7	951	275	503	166	1 895
Variation	–	–	–	1	–	1	–	(1)	1	(4)	–	2	(1)	(5)	6	(20)	(20)
MANUA et MANUI																	
37. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan																	
Effectif approuvé pour 2021	1	2	1	7	28	55	58	6	158	137	–	1	296	125	674	68	1 163
Effectif proposé pour 2022	1	2	1	7	28	55	58	5	157	138	–	1	296	127	676	100	1 199
Variation	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	1	–	–	–	2	2	32	36

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>									<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>					
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Service mobile/ Service de sécurité</i>	<i>1^{re} classe</i>	<i>Autres classes</i>	<i>Total (personnel recruté sur le plan international)</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Total</i>	
														<i>AN</i>	<i>Agents locaux</i>	<i>VNU</i>		
38. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq																		
Effectif approuvé pour 2021	1	2	1	6	18	49	56	4	137	166	–	–	303	112	390	2	807	
Effectif proposé pour 2022	1	2	1	6	18	47	54	4	133	161	–	–	294	117	391	2	804	
Variation	–	–	–	–	–	(2)	(2)	–	(4)	(5)	–	–	(9)	5	1	–	(3)	
Total partiel (MANUA et MANUI)																		
Effectif approuvé pour 2021	2	4	2	13	46	104	114	10	295	303	–	1	599	237	1 064	70	1 970	
Effectif proposé pour 2022	2	4	2	13	46	102	112	9	290	299	–	1	590	244	1 067	102	2 003	
Variation	–	–	–	–	–	(2)	(2)	(1)	(5)	(4)	–	–	(9)	7	3	32	33	
Missions terminées																		
39. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi																		
Effectif approuvé pour 2021	1	–	1	1	3	5	2	–	13	7	–	1	21	3	5	–	29	
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Variation	(1)	–	(1)	(1)	(3)	(5)	(2)	–	(13)	(7)	–	(1)	(21)	(3)	(5)	–	(29)	
40. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau																		
Effectif approuvé pour 2021	–	–	–	–	1	3	1	–	5	12	–	–	17	–	11	–	28	
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Variation	–	–	–	–	(1)	(3)	(1)	–	(5)	(12)	–	–	(17)	–	(11)	–	(28)	

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 ^{re} classe	Autres classes	Total (personnel recruté sur le plan international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
Total partiel (missions terminées)																	
Effectif approuvé pour 2021	1	–	1	1	4	8	3	–	18	19	–	1	38	3	16	–	57
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation	(1)	–	(1)	(1)	(4)	(8)	(3)	–	(18)	(19)	–	(1)	(38)	(3)	(16)	–	(57)
Total																	
Effectif approuvé pour 2021	19	20	13	61	208	427	393	26	1 167	757	2	49	1 975	556	1 687	264	4 482
Effectif proposé pour 2022	18	20	12	61	205	420	391	24	1 151	730	2	50	1 933	555	1 680	276	4 444
Variation	(1)	–	(1)	–	(3)	(7)	(2)	(2)	(16)	(27)	–	1	(42)	(1)	(7)	12	(38)

Abréviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) est engagé(e) en vertu d'un contrat-cadre.

^b Le (la) Sous-Secrétaire générale est engagé(e) au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

^c Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) est engagé(e) au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

^d Dont un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e) local(e)].

^e Dont 11 emplois de temporaire (3 P-3 et 8 emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) en 2021 : il est proposé de transformer un emploi de classe P-3 en poste permanent en 2022, et de supprimer les 2 autres emplois de classe P-3 et les 8 emplois d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national en 2022.

^f Dont un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (P-3).

^g Dont cinq emplois de temporaire (autre que pour les réunions) [1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 2 emplois d'agent(e) des services généraux (autres classes)].

Annexe I

Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

Résumé de la recommandation ou de la demande

Suite donnée à la recommandation ou à la demande

Résolution 75/252 de l'Assemblée générale

Souligne que tous les postes financés au moyen de fonds extrabudgétaires doivent être administrés et gérés avec la même rigueur que les postes inscrits au budget ordinaire (par. 13)

Souligne que les ressources extrabudgétaires doivent être utilisées de manière conforme aux politiques, objectifs et activités de l'Organisation et prie le Secrétaire général de rendre compte dans son prochain projet de budget-programme des incidences, sur le plan financier et sur celui des ressources humaines, de l'utilisation de ressources extrabudgétaires (par. 14)

Garde à l'esprit les règles régissant la durée et la prolongation des indemnités de fonctions et le fait que ces indemnités doivent être accordées uniquement dans des cas exceptionnels, et prie le Secrétaire général de se conformer à ces règles et de passer en revue les postes qui sont vacants ou donnent lieu à des indemnités de fonctions depuis plus d'un an et de lui faire rapport à ce sujet dans son prochain projet de budget (par. 15)

Les missions politiques spéciales ont judicieusement veillé à ce que les emplois de temporaire financés au moyen de fonds extrabudgétaires soient administrés et gérés avec la même rigueur que les emplois inscrits au budget ordinaire et à ce que les ressources extrabudgétaires soient utilisées de manière conforme aux politiques, objectifs et activités de l'Organisation.

On trouvera aux paragraphes 42 à 45 du présent rapport des informations sur la manière dont les ressources extrabudgétaires sont utilisées pour favoriser, renforcer et compléter l'exécution des activités prescrites, tandis que le montant des ressources extrabudgétaires par mission est indiqué à l'annexe IV du rapport. Le fascicule de chaque groupe thématique contient également des informations sur la manière dont les ressources extrabudgétaires sont utilisées dans le cadre de chaque mission, le cas échéant.

Conformément à la pratique adoptée pour d'autres chapitres du budget-programme, des informations sur les emplois qui étaient vacants depuis plus d'un an au 30 avril 2021 et sur les emplois qui donnaient lieu à des indemnités de fonctions depuis plus d'un an à cette même date sont présentées dans le document complémentaire accompagnant le fascicule de chaque groupe thématique. On y trouve également des renseignements sur la date de début de la vacance, la classe et le titre de l'emploi, l'unité administrative dont relève l'emploi et l'état actuel du recrutement.

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/75/7), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/252

Tout en notant les améliorations apportées dans ce domaine au Secrétariat, le Comité consultatif réaffirme que la représentation équilibrée des genres est un objectif important dans le domaine des ressources humaines (A/74/7, par. 87). Il compte que la stratégie globale affinée du Secrétaire général en matière de ressources humaines fournira des informations ventilées

On trouvera à l'annexe XVI du présent rapport des informations sur la répartition par genre du personnel dans chaque mission politique spéciale au 31 décembre 2020. Le tableau a été établi à partir de données qui figureront dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel », qui

par classe sur une stratégie relative aux questions de genre dans laquelle seront précisées les mesures prises afin de faire encore mieux dans ce domaine au Secrétariat. Il compte également qu'un tableau récapitulatif sur la représentation équilibrée des genres par section ou entité figurera dans le prochain projet de budget (chap. I, par. 55).

sera soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/75/7/Add.2), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/253

Le Comité consultatif réaffirme que le Secrétaire général devrait s'assurer que les arrangements proposés s'agissant des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général assumant une deuxième voire une troisième fonction et des capacités d'appui connexes dans les missions intégrées en question sont conformes aux dispositions de la résolution 72/279 de l'Assemblée. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de continuer d'examiner, et d'ajuster si nécessaire, la structure des bureaux des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général et leurs capacités d'appui dans les missions politiques spéciales intégrées (voir aussi A/74/7/Add.1, par. 34) (par. 23).

Le Comité réitère ses recommandations antérieures, approuvées par l'Assemblée générale, selon lesquelles les postes vacants devraient être pourvus rapidement (voir également A/75/7, chap. I, par. 46) (par. 25).

Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de recueillir des données sur le nombre de jours qui s'écoulent entre la date de création des postes et emplois et leur date de pourvoi effectif, et de faire rapport à ce sujet dans le cadre de ses futurs rapports sur la gestion des ressources humaines, ainsi que dans les projets de budget (par. 27).

Le Comité rappelle en outre que l'Assemblée générale, dans sa résolution 74/262, s'est déclarée préoccupée par le fait que les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion sont peu appliquées et a prié le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour mieux les faire appliquer, pour toutes les catégories de voyages, en tenant compte des caractéristiques et de la nature des voyages officiels et des raisons pour lesquelles les départements, bureaux et missions n'appliquent pas les directives (par. 32).

Le Secrétariat continue d'examiner la dotation en effectifs et les capacités des bureaux respectifs des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général dans les sept missions politiques spéciales intégrées. On trouvera aux paragraphes 108 à 110 du présent rapport des informations sur ce sujet.

On trouvera au paragraphe 117 du présent rapport des informations sur les efforts faits pour pourvoir les emplois vacants.

En 2020, 147 jours en moyenne se sont écoulés entre la date de création des emplois dans les missions politiques spéciales et leur date de pourvoi effectif.

On trouvera à l'annexe XIV du présent rapport des informations sur le taux de respect, par les missions politiques spéciales, des directives imposant l'achat des billets 16 jours au moins avant le départ. Des informations plus détaillées sont données aux paragraphes 82 à 84.

Notant l'absence de ces informations dans le projet de budget pour 2021, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira des informations détaillées, accompagnées de justifications, sur les vols spéciaux demandés pendant les exercices en cours et considérés et ceux prévus pour l'exercice concerné, dans le cadre des prochains projets de budget des missions politiques spéciales et des opérations de maintien de la paix (par. 34).

Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui communiquer des informations consolidées sur les ressources nécessaires au titre des communications et de l'informatique pour les missions politiques spéciales, avec des justifications détaillées, dans son prochain rapport principal sur les missions politiques spéciales (voir également [A/75/7](#), chap. I, par. 67). Le Comité examine cette question plus en détail dans son rapport sur le quatrième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'application de la stratégie Informatique et communications concernant l'Organisation des Nations Unies ([A/75/564](#)) (par. 36).

Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira des informations plus détaillées et synthétiques concernant la budgétisation et l'acquisition d'images satellites par des missions politiques spéciales, ainsi que les justifications pertinentes, dans son prochain projet de budget (par. 37).

Le Comité consultatif compte que, comme demandé par l'Assemblée générale, le Secrétaire général continuera de faire en sorte que les dotations effectives en véhicules et en matériel informatique soient revues régulièrement et qu'elles correspondent aux coefficients standards, et que les cas où elles sont supérieures soient dûment justifiés dans les futurs projets de budget (résolution [74/263](#), sect. XVIII, par. 12 ; voir aussi [A/74/7/Add.1](#), par. 39) (par. 43).

Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général communiquera de plus amples informations sur les critères de sélection des prestataires de services médicaux pour les missions politiques spéciales, et

On trouvera à l'annexe VIII du présent rapport des informations sur les vols spéciaux effectués dans les missions politiques spéciales pendant les exercices en cours et considérés, ainsi que des estimations pour l'exercice budgétaire 2022, accompagnées de justifications.

On trouvera à l'annexe X du présent rapport des informations consolidées sur les ressources nécessaires au titre des communications et de l'informatique pour les missions politiques spéciales.

On trouvera à l'annexe IX du présent rapport des informations synthétiques sur les ressources destinées à l'acquisition d'images satellites dans les missions politiques spéciales.

En ce qui concerne les missions politiques spéciales, notamment les groupes d'experts, les ressources destinées à l'acquisition d'images satellites étaient auparavant inscrites au budget à la rubrique « Cartes opérationnelles » au titre des fournitures, services et matériel divers. Toutefois, par souci de cohérence avec la pratique des missions de maintien de la paix, ces ressources ont été inscrites dans le projet de budget des missions politiques spéciales pour 2022 à la rubrique « Communications et informatique ».

On trouvera aux paragraphes 65 à 70 du présent rapport des informations sur les dotations effectives en véhicules et en matériel informatique et notamment sur les raisons des écarts par rapport aux coefficients standards.

On trouvera à l'annexe XII du présent rapport des informations sur les services médicaux fournis et les prestataires de ces services, et notamment sur les critères de sélection.

fournira des renseignements actualisés sur les possibilités offertes aux prestataires de services nationaux et internationaux, le cas échéant, dans le prochain projet de budget (par. 45).

Le Comité consultatif rappelle qu'il compte que des informations synthétiques sur les emplois de temporaire dont les titulaires assument des fonctions de soutien au Siège continueront d'être fournies dans les futurs projets de budget. Il estime toujours que ces emplois devraient faire l'objet d'un examen annuel, qui permettrait d'ajuster les capacités en fonction de l'évolution du mandat des missions (A/74/7/Add.1, par. 44) (par. 48).

Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira, dans le prochain projet de budget des missions politiques spéciales, des informations détaillées sur l'élaboration de plans propres à chaque mission concernant le développement des capacités du personnel recruté sur le plan national, y compris la transformation d'emplois soumis à recrutement international en emplois soumis à recrutement national, pour les différentes phases de déploiement des missions (par. 52).

Le Comité consultatif rappelle que, comme suite à ses résolutions 61/276 et 66/264, l'Assemblée générale avait, dans sa résolution 74/263, prié le Secrétaire général de continuer de privilégier la solution consistant à transformer les emplois de temporaire existants en emplois soumis à recrutement national chaque fois que possible, de renforcer les capacités locales des missions politiques spéciales et de lui rendre compte de la question dans les prochains projets de budget (résolution 74/263, sect. XVIII, par. 9) (par. 53).

Le Comité consultatif attend avec intérêt de recevoir des informations sur l'auto-évaluation de l'application de la délégation de pouvoir menée par les missions politiques spéciales (par. 58).

On trouvera à l'annexe III du présent rapport des informations synthétiques sur les emplois de temporaire dont les titulaires assument des fonctions de soutien au Siège.

Les missions politiques spéciales continuent de recenser les tâches effectuées par le personnel recruté sur le plan international qui pourraient être effectuées par du personnel recruté sur le plan national compte tenu des compétences disponibles dans les pays hôtes. Il s'agit d'une activité permanente menée chaque année par les missions, dont les résultats sont pris en compte dans chaque projet de budget présenté à l'Assemblée générale pour approbation.

Ces dernières années, les missions politiques spéciales ont fait des progrès constants pour ce qui est de transformer des emplois soumis à recrutement international en emplois soumis à recrutement national. En 2016, 12 emplois soumis à recrutement international ont été transformés en emplois soumis à recrutement national, contre 1 en 2017, 2 en 2018, 5 en 2019, 7 en 2020 et 4 en 2021. Pour 2022, il est proposé de transformer 19 emplois, ce qui équivaut au nombre d'emplois transformés au cours des cinq années précédentes combinées.

On trouvera aux paragraphes 56 à 61 du présent rapport des informations sur les efforts déployés en vue de transformer les emplois de temporaire existants en emplois soumis à recrutement national dans les missions politiques spéciales et sur les progrès réalisés en la matière.

En raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'auto-évaluation n'a pas encore été achevée. Le Secrétariat fournira des informations actualisées sur cette question dès que les principales conclusions seront disponibles.

Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de redoubler d'efforts pour améliorer l'équilibre entre les genres et la représentation géographique dans les missions politiques spéciales (par. 60).

Le Comité consultatif compte que les missions concernées affineront la formulation des hypothèses de façon à tenir compte avec davantage de cohérence de leur environnement opérationnel commun (par. 62).

Le Comité consultatif compte que des informations relatives aux accords de partage des coûts seront examinées et communiquées dans les futurs projets de budget pour les missions concernées (par. 63).

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/75/7/Add.8), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/253

Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer

Après le lancement de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies en septembre 2017, des mesures visant à améliorer le taux de représentation des femmes civiles ont été prises notamment dans le cadre du Groupe de travail sur les mesures à prendre d'urgence pour assurer la parité des sexes sur le terrain, qui a été créé par le Secrétaire général en 2018 pour favoriser le recrutement, la sélection et la rétention de femmes sur le terrain et est coprésidé par le Cabinet du Secrétaire général et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité. Il s'agit notamment de mieux équilibrer la proportion de femmes et d'hommes dans les listes de réserve en y faisant figurer davantage de femmes qualifiées, de mettre à profit les prochains départs à la retraite pour accroître la parité et d'appliquer la politique relative aux mesures temporaires spéciales visant à assurer la parité des sexes ([ST/AI/2020/5](#)).

Si les domaines de responsabilité du Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban et de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité du Conseil de sécurité se chevauchent, les deux entités ont des mandats distincts. Compte tenu de ce qui précède, ainsi que du fait que leur présence opérationnelle et la structure de leurs effectifs sont sensiblement différentes, les deux missions ont appliqué des méthodes différentes, mais non contradictoires, lors de la formulation des hypothèses. Les missions politiques spéciales relevant des trois groupes thématiques appliquent des méthodes différentes pour ce qui est d'élaborer et de définir les hypothèses.

Les missions politiques spéciales continuent de revoir leurs accords de partage des coûts, d'étudier de nouvelles possibilités de réduction des coûts par le biais du partage des coûts et de mettre continuellement à jour les accords afin que les ressources soient utilisées au mieux.

On trouvera à l'annexe VI du présent rapport des informations sur les accords de partage des coûts conclus par les missions politiques spéciales.

Il n'y a actuellement aucun emploi de la classe D-1 et de rang supérieur financé au moyen de ressources

*Résumé de la recommandation ou de la demande**Suite donnée à la recommandation ou à la demande*

systématiquement, dans les projets de budget-programme, une ventilation détaillée, avec indication du taux d'occupation des postes, de tous les emplois de la classe D-1 et de rang supérieur financés au moyen de ressources extrabudgétaires, y compris de ceux qui sont autorisés par lui-même et de ceux qui sont créés par le Secrétaire général (par. 15).

extrabudgétaires dans les missions politiques spéciales.

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/75/633), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/251

Le Comité consultatif réaffirme qu'il est d'avis qu'il convient d'évaluer la possibilité de mettre en place un système de recouvrement intégral des coûts applicable au transfert de biens entre missions (voir [A/75/7/Add.8](#), par. 28). Il recommande donc que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général d'étudier cette possibilité dans son prochain rapport principal sur les missions politiques spéciales, en proposant un comparatif avec la pratique actuelle présentant notamment une analyse détaillée et les incidences financières (par. 33).

On trouvera aux paragraphes 90 à 93 du présent rapport des informations sur ce sujet.

Annexe II

Département chef de file et mandats des missions politiques spéciales

<i>Mission</i>	<i>Département chef de file</i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général		
1. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	DPPA	Résolutions 186 (1964) , 367 (1975) , 1250 (1999) , 1475 (2003) , 1758 (2007) , 1818 (2008) , 1873 (2009) , 1930 (2010) , 1986 (2011) , 2026 (2011) , 2058 (2012) , 2114 (2013) , 2135 (2014) , 2168 (2014) , 2197 (2015) , 2234 (2015) , 2263 (2016) , 2300 (2016) , 2338 (2017) , 2369 (2017) , 2398 (2018) , 2430 (2018) , 2453 (2019) , 2483 (2019) , 2506 (2020) , 2537 (2020) et 2561 (2021) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
2. Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide		Résolution 1366 (2001) du Conseil de sécurité ; S/2004/567 et S/2004/568 ; durée indéterminée
3. Envoyé(e) personnel(e) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	DPPA	S/1997/236 , S/2005/497 , S/2005/498 , S/2009/19 , S/2009/20 , S/2017/462 et S/2017/463 ; résolutions 1813 (2008) , 2099 (2013) et 2468 (2019) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	DPPA	Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité ; S/PRST/2006/3 ; durée indéterminée
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	DPPA	S/2009/254 , S/2010/103 , S/2011/279 , S/2018/665 et S/2018/666 ; durée indéterminée
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	DPPA	Résolution 66/253 de l'Assemblée générale ; résolutions 2118 (2013) , 2254 (2015) , 2268 (2016) et 2336 (2016) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	DPPA	S/2011/474 , S/2011/475 , S/2016/258 , S/2016/259 , S/2018/955 et S/2018/979 ; durée indéterminée
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	DPPA	Résolutions 2098 (2013) , 2147 (2014) , 2211 (2015) , 2277 (2016) , 2348 (2017) , 2409 (2018) , 2502 (2019) et 2556 (2020) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	DPPA	S/2016/488 et S/2016/489 ; résolutions 2216 (2015) , 2266 (2016) , 2342 (2017) , 2402 (2018) , 2451 (2018) , 2452 (2019) , 2456 (2019) et 2505 (2020) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée

<i>Mission</i>	<i>Département chef de file</i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	DPPA	Résolutions 72/248 et 75/238 de l'Assemblée générale
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes		
11. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	DPPA	Résolution 2528 (2020) du Conseil de sécurité ; 1 ^{er} août 2021
12. Groupe d'experts sur le Soudan	DPPA	Résolution 2562 (2021) du Conseil de sécurité ; 12 mars 2022
13. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	DPPA	Résolution 2569 (2021) du Conseil de sécurité ; 30 avril 2022
14. Groupe d'experts sur la Libye	DPPA	Résolution 2571 (2021) du Conseil de sécurité ; 15 août 2022
15. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	DPPA	Résolution 2536 (2020) du Conseil de sécurité ; 31 août 2021
16. Groupe d'experts sur le Yémen	DPPA	Résolution 2564 (2021) du Conseil de sécurité ; 28 mars 2022
17. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	DPPA	Résolution 2521 (2020) du Conseil de sécurité ; 1 ^{er} juillet 2021
18. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	DPPA	Résolutions 2368 (2017) et 2557 (2020) du Conseil de sécurité ; 17 décembre 2021
19. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	DPPA	Résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité ; 17 décembre 2021
20. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	DPPA	Résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité ; 18 octobre 2025
21. Groupe d'experts sur le Mali	DPPA	Résolution 2541 (2020) du Conseil de sécurité ; 30 septembre 2021
22. Groupe d'experts sur la Somalie	DPPA	Résolution 2551 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 décembre 2021
23. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	ODA	Résolutions 1673 (2006) , 1810 (2008) , 1977 (2011) , 2055 (2012) , 2325 (2016) et 2572 (2021) du Conseil de sécurité ; 28 février 2022
24. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	DECT	Résolution 2395 (2017) du Conseil de sécurité ; 31 décembre 2021
25. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD)	UNITAD	Résolution 2544 (2020) du Conseil de sécurité ; 21 septembre 2021

<i>Mission</i>	<i>Département chef de file</i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions		
26. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	DPPA	S/2013/753 , S/2013/759 , S/2016/88 , S/2016/89 , S/2016/1129 , S/2019/1009 et S/2020/85 ; résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité ; 31 janvier 2023
27. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	DPPA	Résolutions 2102 (2013) et 2540 (2020) du Conseil de sécurité ; 31 août 2021
28. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	DPPA	S/2007/279 et S/2007/280 ; durée indéterminée
29. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	DPPA	S/2020/1322 et S/2020/1323 ; durée indéterminée
30. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	DPPA	Résolutions 1701 (2006) et 1773 (2007) du Conseil de sécurité ; S/2007/85 , S/2007/86 , S/2012/34 , S/2012/35 , S/PRST/2015/7 ; durée indéterminée
31. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	DPPA	S/2009/697 , S/2010/457 , S/2018/789 , S/2018/790 et S/PRST/2019/10 ; 31 août 2021
32. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	DPPA	Résolutions 2486 (2019) et 2542 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 septembre 2021
33. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	DPPA	Résolutions 2366 (2017) , 2377 (2017) , 2381 (2017) , 2435 (2018) , 2487 (2019) , 2545 (2020) et 2574 (2021) du Conseil de sécurité ; 31 octobre 2021
34. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	DPPA	Résolutions 2452 (2019) et 2534 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 juillet 2021
35. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	DPPA	Résolution 2547 (2020) du Conseil de sécurité ; 15 octobre 2021
36. Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	DPPA	Résolution 2524 (2020) du Conseil de sécurité ; 3 juin 2021
MANUA et MANUI		
37. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	DPPA	Résolution 2543 (2020) du Conseil de sécurité ; 17 septembre 2021
38. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	DPPA	Résolution 2522 (2020) du Conseil de sécurité ; 31 mai 2021

Abréviations : DECT = Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ; ODA = Bureau des affaires de désarmement.

Annexe III

Emplois de temporaire d'appui financés à partir du budget des missions politiques spéciales pour 2021 et 2022

A. Effectif approuvé pour 2021

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services généraux	Total
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	1	1	-	-	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	DOS	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Spécialiste de la planification des acquisitions/ Logisticien(ne)	-	-	-	1	-	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) (budget et finances)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	-	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	1	-	-	1	2
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	-	1	-	1	2
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	DPPA	Bureau exécutif du DPPA et du DPO	Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	-	-	-	1	1

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ^a			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
			Juriste	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	1	-	-	3
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	DPPA	Division de l'Afrique de l'Ouest	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	-	-	-	2
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	DPPA	Division de l'Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	DPO	Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Spécialiste de la gestion de programme	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des finances et du budget	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	3	-	-	-	4
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	1	-	-	-	1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	DPPA	Division de l'Afrique du Nord	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
	DOS	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	3	-	-	1	5
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPO	Bureau des affaires militaires	Spécialiste de la planification militaire	-	-	1	-	-	-	1
	DOS	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Logisticien(ne)	-	-	-	1	-	-	1
	DOS	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	1	2	2	-	1	6
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
	DOS	Division des activités spéciales	Spécialiste adjoint(e) des ressources humaines	-	-	-	-	1	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	1	-	3
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	1	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) (budget et finances)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	1	1	-	-	2	4

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	DPPA	Division de l'Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	2	-	-	1	4
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	DPPA	Division de l'Asie et du Pacifique	Administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques	1	-	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				1	1	2	1	-	1	6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	2	-	-	2
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	2	2	-	-	4
Total				1	9	22	9	1	11	53

Abbreviations : DMSPC = Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; DOS = Département de l'appui opérationnel ; DPO = Département des opérations de paix ; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.

^a Les emplois d'appui indépendants ne sont pas intégrés à une équipe existante.

B. Effectif proposé pour 2022

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Services généraux	Total
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	1	1	-	-	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	DOS	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Spécialiste de la planification des acquisitions/ logisticien(ne)	-	-	-	1	-	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) (budget et finances)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	-	1	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	1	-	-	1	2
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	DPPA	Bureau exécutif du DPPA et du DPO	Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	-	-	-	-	1	1
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ^a			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
			Juriste	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	1	-	-	3

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	DPPA	Division de l'Afrique de l'Ouest	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	1	-	-	-	2
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	DPPA	Division de l'Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
		Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	DPO	Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Spécialiste de la gestion de programme	-	-	1	-	-	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	3	-	-	-	4
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	1	-	-	-	1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	DPPA	Division de l'Afrique du Nord	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	DOS	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	3	-	-	1	5
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DPO	Bureau des affaires militaires	Spécialiste de la planification militaire	-	-	1	-	-	-	1
	DOS	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Logisticien(ne)	-	-	-	1	-	-	1
	DOS	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	1	2	2	-	1	6
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
	DOS	Division des activités spéciales	Spécialiste adjoint(e) des ressources humaines	-	-	-	-	1	-	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	-	1	-	-	1
Total partiel				-	-	1	1	1	-	3
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	DPPA	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	1	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Assistant(e) (budget et finances)	-	-	-	-	-	1	1
Total partiel				-	1	1	-	-	2	4
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	DPPA	Division de l'Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	1	1
	DMSPC	Division des finances des missions	Spécialiste des finances et du budget	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	1	2	-	-	1	4

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	DPPA	Division de l'Asie et du Pacifique	Administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques	1	-	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant(e) administratif(ive)	-	-	-	-	-	-	1
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				1	1	2	1	-	1	6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	DPPA	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	2	-	-	2
	DPPA	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
Total partiel				-	-	2	2	-	-	4
Total				1	9	22	8	1	10	51

Abréviations : DMSPC = Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; DOS = Département de l'appui opérationnel ; DPO = Département des opérations de paix ; DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.

^a Les emplois d'appui indépendants ne sont pas intégrés à une équipe existante.

C. Changements proposés pour 2022

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Effectif total approuvé pour 2021										
Changements										
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi ^a	DPPA	Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	-	(1)	-	-	(1)
			Assistant(e) d'équipe	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Total partiel				-	-	-	(1)	-	(1)	(2)
Total des effectifs proposés pour 2022				1	9	22	8	1	10	51

Abréviation : DPPA = Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix.

^a Mission non reconduite en 2021.

Annexe IV

Prévisions de dépenses extrabudgétaires pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Groupe thématique/mission</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>
Groupe thématique I		
Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	882,0	447,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	3 800,0	1 400,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 064,4	1 065,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	1 300,0	1 600,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	73,9	–
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	500,0	250,0
Total partiel	7 620,3	4 762,0
Groupe thématique II		
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	700,0	1 000,0
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	1 552,1	909,4
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	3 560,0	3 000,0
Total partiel	5 812,1	4 909,4
Groupe thématique III		
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	464,0	300,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	860,0	60,0
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	360,0	610,0
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	4 300,0	–
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	570,0	600,0
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	775,7	–
Total partiel	7 329,7	1 570,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	313,0	–
Total partiel	313,0	–
Total	21 075,1	11 241,4

Annexe V

Appui fourni gratuitement aux missions politiques spéciales
par le pays hôte

(En dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Contributeur</i>	<i>Description de la contribution</i>	<i>Valeur annuelle approximative</i>
Groupe thématique I			
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Gouvernement jordanien	Droits d'atterrissage, redevances aéroportuaires et frais d'embarquement et de débarquement	19 500
Groupe thématique II			
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	Gouvernement iraquien	Bâtiments et infrastructures	211 123
		Droits d'atterrissage aux aéroports et redevances aéroportuaires	8 302
Groupe thématique III			
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Gouvernement sénégalais	Locaux	134 003
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM)	Gouvernements kényan et somalien	Toutes les ressources mises à disposition par le pays hôte sont gérées par le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie, qui fournit un soutien à la MANUSOM	–
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Gouvernement turkmène	Bureaux	379 737
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Gouvernement sénégalais	Locaux	134 003
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC)	Ministère gabonais des affaires étrangères	Locaux (bureaux du BRENUAC et résidence du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale)	239 669
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Gouvernement colombien	Accès aux aéroports, frais de stationnement et redevances aéroportuaires, et navigation	12 373
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Gouvernement jordanien	Droits d'atterrissage, redevances aéroportuaires et frais d'embarquement et de débarquement	53 800
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Gouvernement haïtien	Dispenses de frais d'immatriculation des véhicules	10 000
MANUA et MANUI			
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Droits d'atterrissage aux aéroports	106 454
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Redevances aéroportuaires (embarquement/débarquement)	28 589
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Redevances aéroportuaires (droits d'importation)	1 061 639
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Jalalabad : bâtiment d'une superficie totale de 1 409 m ²	3 889

A/76/6 (Sect. 3)/Add.1

<i>Mission</i>	<i>Contributeur</i>	<i>Description de la contribution</i>	<i>Valeur annuelle approximative</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Ministère afghan de l'intérieur	Bureau régional de Kondoz : bâtiment d'une superficie totale de 2 164 m ²	77 913
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Kaboul) : terrain d'une superficie totale de 4 700 m ²	6 204
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Konoz) : terrain d'une superficie totale de 20 m ²	240
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Mazar-e Charif) : terrain d'une superficie totale de 2 184 m ²	65 520
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Ministère afghan de l'intérieur	Bureau régional de Kondoz : terrain d'une superficie totale de 15 126 m ²	181 509
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Jalalabad : terrain d'une superficie totale de 21 772 m ²	8 491 080
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Kandahar : terrain d'une superficie totale de 41 558 m ²	224 413
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Mazar-e Charif : terrain d'une superficie totale de 55 234 m ²	1 657 020
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau provincial de Bamiyan : terrain d'une superficie totale de 13 200 m ²	17 424
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Bâtiment en dur	5 030 476
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Infrastructures	853 506
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Droits d'atterrissage aux aéroports	165 513
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement koweïtien	Bâtiment en dur	4 015 902
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement koweïtien	Infrastructures	12 264
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement koweïtien	Droits d'atterrissage aux aéroports	169

Annexe VI

Accords de partage des coûts en vigueur dans les missions politiques spéciales

<i>Mission</i>	<i>Objets des accords</i>	<i>Entités</i>
Groupe thématique I		
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Accord de partage des coûts conclu avec l'équipe de pays des Nations Unies (sécurité locale et dispensaires de l'OMS)	PNUD et équipe de pays des Nations Unies
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	Contribution au Centre médical des Nations Unies pour les services médicaux communs qu'il fournit, calculée sur la base des effectifs, conformément au mémorandum d'accord, et services de sécurité	CEA et PNUD
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Le budget de la mission comprend la part qui lui revient des services communs d'appui fournis sur place par l'Office des Nations Unies à Nairobi, conformément à l'accord de prestation de services	Office des Nations Unies à Nairobi
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	<p>Accord de partage des coûts conclu avec la MINUAAH à Amman, Sanaa et Aden (partage de bureaux)</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec la MANUI (frais de location et d'exploitation d'un avion ; part de 30 %)</p> <p>Accord de partage des coûts liés à la sécurité locale conclu avec le Département de la sûreté et de la sécurité à Amman, Sanaa et Aden</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec le PNUD à Sanaa et Aden [infirmerie commune et riposte commune à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)]</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec le PNUD (logements à Sanaa)</p>	MINUAAH, MANUI, DSS et PNUD
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	Accord de partage des coûts conclu avec le PNUD (services offerts sur le terrain dans des domaines tels que la sécurité, la santé, les transports locaux, la coordination au sol et le dédouanement) et avec la CESAP (services administratifs)	PNUD et CESAP
Groupe thématique II		
Groupe d'experts sur le Yémen	Le budget de la mission ne comprend que la part que celle-ci verse au PNUD pour un ou plusieurs des services offerts à un certain nombre d'entités participantes. Il s'agit notamment de la location de bureaux et de logements, et de services de sécurité et services de santé.	PNUD

<i>Mission</i>	<i>Objets des accords</i>	<i>Entités</i>
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD)	Accord de partage des coûts conclu avec la MANUI (partage de bureaux, services de nettoyage et d'entretien, services de sécurité (y compris l'Unité de gardes des Nations Unies), services aériens fournis par la MANUI, services de santé, carburant et transports)	MANUI
Groupe thématique III		
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	<ul style="list-style-type: none"> • Frais d'approvisionnement en électricité • Frais d'approvisionnement en eau, élimination des déchets ou services de fumigation • Services de jardinage • Entretien et réparation du groupe électrogène • Entretien et réparation du portail de sécurité principal • Opérations aériennes • Divers (en cas de besoin ou d'urgence) 	Commission mixte Cameroun-Nigéria
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM)	Le BANUS fournit à la MANUSOM un appui logistique et connexe, dont le coût est compris dans le budget de cette dernière. Les divers services fournis par le BANUS comprennent la mise à disposition de bureaux et de logements, le soutien médical, le carburant, les voyages à bord des avions du BANUS suivant le nombre de places disponibles, les services de sécurité aéroportuaire et les cartes d'identité. La MANUSOM partagera les coûts liés à trois avions et à deux hélicoptères avec le BANUS, selon un ratio de 30 % pour la Mission et de 70 % pour le Bureau. En ce qui concerne les moyens informatiques et les moyens de communication, la MANUSOM dispose de son propre matériel, et le BANUS fournit des équipements principaux et du matériel destiné aux utilisateurs finaux lorsque cela est nécessaire. Les coûts des services informatiques et services de communication communs sont partagés entre la MANUSOM et le BANUS, selon un ratio de 30 % pour la Mission et de 70 % pour le Bureau.	BANUS
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Dans le cadre d'un accord de partage des coûts, le Centre loue des bureaux au PNUD dans les quatre capitales d'Asie centrale : Nour-Soultan, Bichkek, Douchanbé et Tachkent. L'accord de partage des coûts est fondé sur un mémorandum d'accord en vigueur entre le Centre et le PNUD.	PNUD

Mission	Objets des accords	Entités
Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	<p>Des accords de recouvrement des coûts ont été conclus entre le Bureau et la FINUL dans le cadre d'un mémorandum d'accord qui couvre l'appui fourni dans des domaines tels que la gestion des biens, le carburant, les fournitures et les opérations aériennes.</p> <p>Un accord de recouvrement des coûts que le Bureau a conclu avec le Département de la sûreté et de la sécurité est également en vigueur depuis 2011 ; il concerne la location de bureaux et des services d'assurance et de gestion des installations (services de nettoyage, maintenance du bâtiment, équipements collectifs, etc.).</p> <p>Le Bureau occupe des locaux de la CESAO afin de faciliter les déplacements de la Coordonnatrice spéciale et de son équipe politique. Il rembourse à la CESAO les services de gestion des installations qui concernent la surface qu'occupe son personnel.</p>	FINUL, DSS et CESAO
Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL)	<p>Les accords de partage des coûts conclus par la MANUL, qui sont utilisés en fonction des moyens disponibles et des conditions de sécurité, portent notamment sur les transports terrestres et aériens, les services de santé et les évacuations sanitaires, divers services (utilisation du réseau de radiodiffusion, services téléphoniques, visioconférence et imprimantes) et des services de sécurité (personnel et matériel). La MANUL et d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies partagent des bureaux à Benghazi. La MANUL rembourse au PAM, entité signataire du bail, la partie des coûts afférents à ces bureaux qui lui revient.</p>	PAM, PNUD, UNICEF, OMS, FNUAP, HCR et OCHA
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	<p>Conformément aux directives du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité et aux débats tenus par l'équipe de coordination du dispositif de sécurité pour la Colombie, le budget de sécurité porte sur les activités autorisées suivantes : a) programme de sélection ; b) appui opérationnel en matière de sécurité ; c) structure de communication ; d) formation à la sécurité ; e) cellule de crise ; f) gardes ; g) soutien psychosocial ; h) besoins en véhicules.</p> <p>Dans le cadre de l'accord de prestation de services, la Mission fournit des services de voyage au HCDH, et le coût de ces services est calculé sur la base du barème universel de prix du PNUD. Dans le cadre de ce même accord, le PNUD gère les contrats de service concernant les chauffeurs de la Mission moyennant remboursement des coûts.</p>	HCR, Banque mondiale, CEPALC, SFI, centres d'information des Nations Unies, FAO, HCDH, OCHA, OIM, OIT, ONUDI, OPS/OMS, PAM, PNUD, Bureau de la Coordonnatrice résidente, UNESCO, FNUAP, ONU-Habitat, UNICEF, ONU-Femmes, Service de la lutte antimines, ONUDC, UNOPS, PNUE et ITC

<i>Mission</i>	<i>Objets des accords</i>	<i>Entités</i>
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH)	<p>Accord de partage des coûts conclu avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen (partage de locaux à Amman, Sanaa et Aden)</p> <p>Accord de partage des coûts liés à la sécurité locale conclu avec le Département de la sûreté et de la sécurité à Amman, Sanaa et Aden</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec le PNUD à Sanaa et Aden (infirmerie commune et riposte commune à la pandémie de COVID-19)</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec le PNUD (logements à Sanaa)</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec le PNUD (partage de bureaux à Djibouti)</p> <p>Accord de partage des coûts conclu avec l'ensemble des organismes, fonds et programmes des Nations Unies opérant au Yémen (vols réguliers et spéciaux)</p>	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, DSS et PNUD
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Accord de partage des coûts liés à la sécurité locale conclu avec le Département de la sûreté et de la sécurité	DSS
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	<ul style="list-style-type: none"> • Partage de locaux à Khartoum, Zalingei, Nyala, Kadougli et Kassala • Clinique des Nations Unies 	MINUAD, PNUD, FISNUA et PAM
MANUA et MANUI		
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	<p>1. Partage de locaux dans le complexe du Centre d'opérations des Nations Unies en Afghanistan, qui est situé à Kaboul et dont les coûts sont partagés avec les organismes, fonds et programmes depuis 2006 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité du complexe (société de sécurité privée et agents de sécurité locaux) • Location et maintenance (loyer, enlèvement des déchets liquides et solides, nettoyage, jardinage et maintenance des espaces communs) <p>2. Services médicaux communs (Kaboul) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partage des coûts relatifs au personnel, au matériel et aux médicaments <p>3. Équipe d'intervention médicale des Nations Unies (régions) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partage des coûts relatifs au personnel, au matériel et aux médicaments 	<p>PNUD, UNICEF, OMS, ONU-Femmes, UNOPS et FNUAP</p> <p>PNUD, UNICEF, OMS, ONU-Femmes, UNOPS, FNUAP, UNESCO, ONU-Habitat, OIT, OIM, HCR, ONUDI, FAO, OCHA, PNUE, PAM et BAsD</p> <p>OIT, UNESCO, OMS, PNUD, FNUAP, UNICEF, OCHA, HCR, OIM, UNOPS, DSS, ONU-Habitat, PAM et FAO</p>

Mission	Objets des accords	Entités
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	<p>1. Complexe de Bagdad :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité : sécurité du complexe (gardes chargés d'assurer la sécurité des locaux), escortes, localisation des membres du personnel, formation en matière de sécurité, appui en matière d'infrastructures de sécurité et Unité de gardes des Nations Unies • Services de santé • Services de transport terrestre • Services de gestion des locaux (bureaux et logements) : services de nettoyage, ramassage des déchets, équipements collectifs, exploitation et maintenance des sites de stockage et de distribution de carburants, services de maintenance des bâtiments et autres, carburants et lubrifiants (pour le groupe électrogène), fournitures sanitaires et articles de nettoyage, services informatiques et services de communication et entretien des extincteurs • Services d'appui téléphonique et informatique • Aviation (deux avions) • Traitement des demandes de visa <p>2. Complexe d'Erbil :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité : sécurité du complexe (gardes chargés d'assurer la sécurité des locaux), escortes, localisation des membres du personnel, formation en matière de sécurité, appui en matière d'infrastructures de sécurité et Unité de gardes des Nations Unies • Services de santé • Services de transport terrestre • Services de gestion des locaux (bureaux et logements) : services de nettoyage, ramassage des déchets, équipements collectifs, exploitation et maintenance des sites de stockage et de distribution de carburants, services de maintenance des bâtiments et autres, approvisionnement en eau en vrac, carburants et lubrifiants (pour le groupe électrogène), fournitures sanitaires et articles de nettoyage, services informatiques et services de communication et entretien des extincteurs 	<p>FAO, OIM, OCHA, PNUD, UNESCO, FNUAP, ONU-Habitat, HCR, UNICEF, Service de la lutte antimines, UNOPS, ONU-Femmes, PAM, OMS et UNITAD</p> <p>FAO, OIM, OCHA, PNUD, FNUAP, ONU-Habitat, HCR, UNICEF, Service de la lutte antimines, UNOPS, ONU-Femmes, PAM et OMS</p>

Mission	Objets des accords	Entités
	<ul style="list-style-type: none"> • Services d'appui téléphonique et informatique • Aviation (deux avions) • Traitement des demandes de visa 	
	<p>3. Complexe de Kirkouk :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité : sécurité du complexe (gardes chargés d'assurer la sécurité des locaux), escortes, localisation des membres du personnel, formation en matière de sécurité, appui en matière d'infrastructures de sécurité et Unité de gardes des Nations Unies • Services de santé • Services de transport terrestre • Services de gestion des locaux (bureaux et logements) : services de nettoyage, ramassage des déchets, équipements collectifs, exploitation et maintenance des sites de stockage et de distribution de carburants, services de maintenance des bâtiments et autres, carburants et lubrifiants (pour le groupe électrogène), fournitures sanitaires et articles de nettoyage, services informatiques et services de communication et entretien des extincteurs • Services d'appui téléphonique et informatique • Aviation (deux avions) • Traitement des demandes de visa 	OCHA et HCR
	<p>4. Complexe du Koweït :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Équipements collectifs, services de maintenance, services de sécurité, carburants et lubrifiants, communications par réseaux commerciaux, services informatiques et services de navette (transport de surface) 	MANUA

Abréviations : BANUS = Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie ; BASD = Banque asiatique de développement ; CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESAOC = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; DSS = Département de la sûreté et de la sécurité ; FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; FINUL = Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FISNUA = Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ; FNUAP = Fonds des Nations Unies pour la population ; HCDH = Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; HCR = Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; ITC = Centre du commerce international ; MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; OCHA = Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; OIM = Organisation internationale pour les migrations ; OIT = Organisation internationale du Travail ; OMS = Organisation mondiale de la Santé ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONUDI = Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ; ONU-Femmes = Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; OPS = Organisation panaméricaine de la santé ; PAM = Programme alimentaire mondial ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement ; SFI = Société financière internationale ; UNESCO = Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Annexe VII

Ressources destinées aux opérations aériennes des missions politiques spéciales pour 2020-2022

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre d'heures)

Mission	2020				2021		2022	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie								
Avions	–	492,5	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–
Divers	–	0,2	–	–	–	–	–	–
Total partiel	–	492,7	–	–	–	–	–	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs								
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–
Divers	70,1	67,2	–	–	60,0	–	68,6	–
Total partiel	70,1	67,2	–	–	60,0	–	68,6	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen								
Avions	886,8	727,8	360	68	836,8	180	594,5	180
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	286,8	144	–	–	203,3	–	184,3	–
Divers	166,7	150,5	–	–	296,7	–	296,9	–
Total partiel	1 340,3	1 022,3	360	68	1 336,8	180	1 075,7	180
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes								
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–

Mission	2020				2021		2022	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Divers	107,5	61,2	–	–	43,0	–	–	–
Total partiel	107,5	61,2	–	–	43,0	–	–	–
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel								
Avions	1 423,5	1 342,0	540,0	255	1 792,6	540	1 792,6	540
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	663,4	132,0	–	–	662,9	–	662,9	–
Divers	229,8	111,4	–	–	237,3	–	237,3	–
Total partiel	2 316,7	1 585,4	540	255	2 692,8	540	2 692,8	540
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau								
Avions	379,6	331,9	144	140	31,7	12	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	206,9	51,7	–	–	16,7	–	–	–
Divers	145,0	34,8	–	–	8,0	–	–	–
Total partiel	731,5	418,4	144	140	56,4	12	–	–
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie								
Avions	3 342,7	2 786,7	840	448	2 871,6	840	2 652,8	792
Hélicoptères	3 601,5	3 016,1	588	523	3 471,0	588	2 636,8	540
Carburants et lubrifiants	2 845,0	2 256,8	–	–	3 236,0	–	1 581,8	–
Divers	690,3	578,0	–	–	793,3	–	1 083,2	–
Total partiel	10 479,5	8 637,6	1 428	971	10 371,9	1 428	7 954,6	1 332
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria								
Avions	94,9	83,0	38	17	94,9	38	94,9	38
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	46,6	2,5	–	–	46,6	–	46,6	–
Divers	73,6	–	–	–	56,3	–	56,3	–
Total partiel	215,1	85,5	38	17	197,8	38	197,8	38

Mission	2020				2021		2022	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale								
Avions	93,7	79,6	42	35	93,7	42	93,7	42
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	18,5	–	–	–	18,5	–	18,5	–
Divers	28,7	–	–	–	28,7	–	28,7	–
Total partiel	140,9	79,6	42	35	140,9	42	140,9	42
Mission d'appui des Nations Unies en Libye								
Avions	2 685,6	2 302,7	614	149	3 134,8	529	3 134,7	529
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	631,3	175,0	–	–	508,2	–	521,8	–
Divers	987,6	250,4	–	–	649,2	–	635,7	–
Total partiel	4 304,5	2 728,1	614	149	4 292,2	529	4 292,2	529
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie								
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	5 272,2	4 951,0	1 000	525	5 866,0	1 000	3 930,0	1 000
Carburants et lubrifiants	690,9	585,5	–	–	568,7	–	659,5	–
Divers	719,4	468,8	–	–	666,1	–	662,8	–
Total partiel	6 682,5	6 005,3	1 000	525	7 100,8	1 000	5 252,3	1 000
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda								
Avions	2 874,2	2 585,4	825	420	3 051,4	960	3 066,8	960
Hélicoptères	10 569,4	10 399,5	623	5	6 591,2	623	2 110,0	620
Carburants et lubrifiants	2 298,8	547,2	–	–	2 348,7	–	2 346,3	–
Divers	1 449,0	822,5	–	–	1 387,6	–	1 373,0	–
Total partiel	17 191,4	14 354,7	1 448	425	13 378,9	1 583	8 896,1	1 580
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan								
Avions	–	30,3	–	8	1 907,4	350	4 487,9	600
Hélicoptères	–	–	–	–	3 602,1	600	5 571,2	840

Mission	2020				2021		2022	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol prévues au budget	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Heures de vol prévues au budget	Budget proposé	Heures de vol proposées
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	1 069,5	–	1 025,5	–
Divers	–	–	–	–	415,4	–	370,8	–
Total partiel	–	30,3	–	8	6 994,4	950	11 455,4	1 440
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan								
Avions	2 371,6	3 429,8	960	485	3 638,4	860	3 646,7	860
Hélicoptères	4 362,2	2 191,9	400	210	1 993,0	600	1 860,0	500
Carburants et lubrifiants	724,6	398,6	–	–	1 197,0	–	870,4	–
Divers	132,6	132,3	–	–	122,4	–	122,0	–
Total partiel	7 591,0	6 152,6	1 360	695	6 950,8	1 460	6 499,1	1 360
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq								
Avions	2 360,0	2 160,5	975	486	2 424,3	975	2 612,0	975
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	589,0	111,7	–	–	525,0	–	481,3	–
Divers	213,1	342,4	–	–	212,8	–	205,0	–
Total partiel	3 162,1	2 614,6	975	486	3 162,1	975	3 298,3	975
Total général								
Avions	16 507,8	16 391,2	5 338,0	2 511	19 877,6	5 326	22 176,6	5 516
Hélicoptères	23 805,3	20 519,6	2 611,0	1 263	21 523,3	3 411	16 108,0	3 500
Carburants et lubrifiants	9 000,2	4 402,5	–	–	10 401,1	–	8 398,9	–
Divers	5 019,8	3 026,2	–	–	4 976,8	–	5 140,3	–
Total	54 333,1	44 339,5	7 949	3 775	56 778,8	8 737	51 823,8	9 016

Note : La catégorie « Divers » comprend le matériel et les fournitures, les services, les redevances d'atterrissage et de manutention au sol, l'indemnité de subsistance de l'équipage et l'assurance responsabilité.

Annexe VIII

Vols spéciaux effectués dans les missions politiques spéciales en 2020 et 2021

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre d'heures)

Mission	2020 (chiffres effectifs)			2021 (chiffres effectifs) (janvier-mars)			2022 (montant estimatif)
	Coûts	Durée	Justification	Coûts	Durée	Justification	Coût
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	187,6	60	Les vols ont été entrepris pour faciliter des déplacements importants qui ont été effectués en vue de consultations et de négociations de paix à l'appui du mandat de la mission.	39,7	11	Les vols ont été entrepris pour faciliter des déplacements importants qui ont été effectués en vue de consultations et de négociations de paix à l'appui du mandat de la mission.	630,0
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	23,0	8	En 2020, un seul vol spécial a été effectué en vue d'appuyer la MINURSO ; il s'agissait d'un vol de rapatriement combiné. Grâce à l'appui du Bureau, qui a été demandé par la MINURSO selon les procédures établies, il a été possible de procéder à un rapatriement dans le cadre des strictes restrictions des déplacements imposées du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les coûts ont été remboursés par la MINURSO.	–	–	–	–
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	500,9	88	Vols entrepris par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et les hauts responsables de l'équipe de pays des Nations Unies dans les États membres de la fédération pour participer à des rencontres au sujet de la prévention et de la résolution du conflit et pour favoriser ainsi l'exécution des activités confiées à la Mission. D'autres vols ont également dû être effectués pour soutenir des interventions visant à protéger les droits humains.	210,8	43	Vols entrepris par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et les hauts responsables de l'équipe de pays des Nations Unies dans les États membres de la fédération pour participer à des rencontres au sujet de la prévention et de la résolution du conflit et pour favoriser ainsi l'exécution des activités confiées à la Mission. D'autres vols ont également dû être effectués pour soutenir des interventions visant à protéger les droits humains.	–
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	79,6	13	Le mandat du Bureau couvre 11 pays situés dans une sous-région mal desservie par les compagnies aériennes. En l'absence de vols commerciaux, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale a recours à des vols spéciaux pour assurer son rôle de médiateur et exercer ses bons offices dans le cadre des conflits qui touchent la sous-région.	27,9	7	Étant donné que les compagnies aériennes régionales mettent du temps à rétablir l'ensemble des services à la suite des suspensions des vols liées à la pandémie de COVID-19, le nombre de vols spéciaux devrait augmenter en 2021 et 2022.	140,0

Mission	2020 (chiffres effectifs)			2021 (chiffres effectifs) (janvier-mars)			2022 (montant estimatif)
	Coûts	Durée	Justification	Coûts	Durée	Justification	Coût
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	149,6	52	En raison de la pandémie de COVID-19 et des conditions de sécurité qui régnaient à Tripoli, la plupart des vols entrepris après mars 2020 ne concordaient pas avec le plan d'organisation des vols réguliers. De plus, des vols spéciaux ont dû être assurés pour permettre au Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, à la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Libye et à l'équipe préparatoire d'effectuer diverses missions en Libye (Tripoli, Benghazi, Ghadamès, Sidra et Brega) et pour faciliter les évacuations sanitaires de membres du personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies et de la Mission.	150,9	57	Pour la période de janvier à mars 2021, des vols spéciaux ont dû être assurés pour que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Libye puisse effectuer différentes visites dans le pays (Abraq, Benghazi, Tripoli et Misrata), pour le déploiement de l'équipe préparatoire du Siège à Syrte (Libye) et pour l'évacuation sanitaire de membres du personnel de la Mission.	–
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	319,4	512	En ce qui concerne les transports aériens, la Mission utilise principalement des compagnies aériennes et des hélicoptères loués. Cette formule s'est avérée efficace et rentable. Les membres de la Mission peuvent se rendre des principaux aéroports, tels que ceux de Bogotá, Medellín et Cali, vers d'autres grands centres urbains par avion de ligne, puis être transportés par hélicoptère dans des endroits isolés, éloignés et difficiles d'accès, d'où ils peuvent exécuter les activités et programmes prévus par le mandat de la Mission. Tous les vols sont effectués selon que de besoin.	112,3	150	Deux ans après que les FARC-EP ont définitivement déposé les armes et dans le cadre de la nouvelle structure de la Mission et de la réduction de sa présence, la majorité des ex-combattants s'efforcent toujours de réintégrer la vie civile et restent attachés au processus de paix. Les observateurs internationaux se sont réinstallés dans les grandes villes, et des visites régulières non programmées sont effectuées pour aider et former les ex-combattants. La Mission dispose de 10 bureaux régionaux et sous-bureaux dans le pays, qui nécessitent un soutien aérien.	–
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	1 025,0	243	Vols entrepris pour faciliter des déplacements importants effectués en vue de consultations de paix et pour permettre les rapatriements, notamment de membres du personnel de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MANUI, principalement en raison des restrictions des déplacements et des fermetures d'aéroports liées à la pandémie de COVID-19, et vols médicaux assurés à la demande de l'OMS dans le cadre du pont aérien.	420,6	59	Vols entrepris pour faciliter des déplacements importants qui ont été effectués en vue de consultations et de négociations de paix à l'appui du mandat de la Mission et pour permettre les évacuations sanitaires.	420,0

Mission	2020 (chiffres effectifs)			2021 (chiffres effectifs) (janvier-mars)			2022 (montant estimatif)
	Coûts	Durée	Justification	Coûts	Durée	Justification	Coût
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	30,3	8	En 2020, la Mission a utilisé les moyens aériens de la MINUAD pour effectuer des voyages dans la zone de la mission moyennant remboursement des coûts. Les vols spéciaux ayant fait l'objet d'une demande visaient à faciliter les déplacements de l'équipe de planification pour le Soudan pour qu'elle puisse tenir des réunions avec des responsables gouvernementaux, des dirigeants de la société civile, des personnes déplacées et des équipes de pays des Nations Unies ; l'objectif de ces réunions était de développer la structure de la Mission et de définir une approche multifonctionnelle pour aborder les questions mises en évidence par le Gouvernement de transition soudanais dans la demande qu'il avait présentée à l'ONU, plus particulièrement l'appui à la transition politique et le soutien aux activités de protection des civils.	–	–	La Mission continuera d'utiliser les moyens aériens de la MINUAD et du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, géré par le PAM, pendant la période allant de janvier à juin 2021, en attendant le déploiement de ses propres moyens aériens en juillet 2021. Les entités ont apporté un appui à la Mission lors de la visite effectuée par la Chef par intérim dans les régions et lors de la visite de familiarisation du nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan. Les coûts n'ont pas encore été recouvrés auprès de la Mission.	150,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	406,7	211	Les vols spéciaux ont été effectués principalement à des fins d'évacuations sanitaires aériennes, d'activités de sensibilisation sur le terrain, de pourparlers de paix (vols internationaux) et de relève de membres du personnel des Nations Unies pendant la période où des restrictions des déplacements étaient imposées en raison de la pandémie de COVID-19 (vols internationaux) ; des vols ont en outre été assurés moyennant remboursement des coûts pour des entités des Nations Unies, des entités n'appartenant pas au système des Nations Unies et des organisations non gouvernementales qui devaient mener des activités contribuant au mandat de la Mission.	52,5	57	Des vols spéciaux ont été effectués : a) pour le PAM (dans le cadre d'un memorandum d'accord signé entre le Programme et la Mission, prévoyant le recouvrement des coûts, et conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes concernant la coopération avec le PAM [voir A/72/5 (Vol. II)] ; b) afin de mener des activités de sensibilisation sur le terrain ; c) aux fins d'une visite d'évaluation technique d'un aéroport.	–
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	387,3	178	Les compagnies aériennes locales ne figurant pas sur la liste des compagnies recommandées et les transports terrestres n'étant toujours pas sûrs en Iraq, les avions de la MANUI sont la seule manière d'assurer en toute sécurité les mouvements aériens de la Mission, de	234,0	28	Les compagnies aériennes locales ne figurant pas sur la liste des compagnies recommandées et les transports terrestres n'étant toujours pas sûrs en Iraq, les avions de la MANUI sont la seule manière d'assurer en toute sécurité les mouvements aériens de	–

Mission	2020 (chiffres effectifs)			2021 (chiffres effectifs) (janvier-mars)			2022 (montant estimatif)
	Coûts	Durée	Justification	Coûts	Durée	Justification	Coût
			<p>l'UNITAD et de l'équipe de pays des Nations Unies. L'UNITAD, l'équipe de pays des Nations Unies ainsi que les ambassades et organisations internationales accréditées en Iraq qui contribuent à l'exécution du mandat de la Mission utilisent des vols spéciaux assurés par les avions de la MANUI moyennant remboursement des coûts. Un avion (Learjet 60) est partagé avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et sert à faciliter la tenue de réunions entre personnalités importantes dans différentes régions de la zone des missions où il n'existe pas de services de transport réguliers ou qui ne sont pas couvertes par le plan d'organisation. Les vols spéciaux permettent aux hauts responsables de se déplacer au pied levé en Iraq en vue de participer à des consultations ou des dialogues concernant des questions politiques et humanitaires ou des questions de développement et servent aussi à assurer les relèves de l'Unité de gardes des Nations Unies ainsi qu'à procéder aux évaluations médicales et aux évacuations sanitaires primaires.</p>			<p>la Mission, de l'UNITAD et de l'équipe de pays des Nations Unies. L'UNITAD, l'équipe de pays des Nations Unies ainsi que les ambassades et organisations internationales accréditées en Iraq qui contribuent à l'exécution du mandat de la Mission utilisent des vols spéciaux assurés par les avions de la MANUI moyennant remboursement des coûts. Un avion (Learjet 60) est partagé avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et sert à faciliter la tenue de réunions entre personnalités importantes dans différentes régions de la zone des missions où il n'existe pas de services de transport réguliers ou qui ne sont pas couvertes par le plan d'organisation. Les vols spéciaux permettent aux hauts responsables de se déplacer au pied levé en Iraq en vue de participer à des consultations ou des dialogues concernant des questions politiques et humanitaires ou des questions de développement et servent aussi à assurer les relèves de l'Unité de gardes des Nations Unies ainsi qu'à procéder aux évaluations médicales et aux évacuations sanitaires primaires.</p>	

Abréviations : FARC-EP = Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire ; MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINURSO = Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; OMS = Organisation mondiale de la Santé ; PAM = Programme alimentaire mondial ; UNITAD = Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Note : Un vol spécial est un vol non programmé, qui nécessite une autorisation spéciale du (de la) chef de l'appui à la mission, conformément au Manuel des opérations aériennes de l'ONU.

Annexe IX**Ressources destinées à l'acquisition d'images satellites, 2021 et 2022**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>	<i>Justification</i>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	8,8	8,8	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'articles de cartographie et de cartes comportant des données géospatiales qui seront utilisés pour rendre compte de l'état des opérations militaires menées dans des zones du Yémen.
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur le Soudan	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	253,5	253,5	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et un abonnement à une base de données géospatiales qui seront utilisés pour mieux rendre compte du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur la Libye	6,1	6,1	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur le Yémen	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Groupe d'experts sur le Mali	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.

<i>Mission</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>	<i>Justification</i>
Groupe d'experts sur la Somalie	3,0	3,0	Le montant doit servir à financer l'acquisition d'images satellites et de services connexes qui seront utilisés pour mieux rendre compte de l'exécution du mandat du Conseil de sécurité.
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	–	60,0	Le montant doit permettre à la Mission d'avoir une meilleure appréciation de la situation grâce à des informations géospatiales, qui seront utilisées pour donner rapidement l'alerte dans les situations survenant dans la zone de la Mission et pour aider les responsables de la Mission à assurer le suivi et la planification stratégique.
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	150,0	150,0	La Mission a besoin d'images satellites couvrant les zones où elle mène des opérations et où elle est déployée, qui sont actuellement concentrées sur les points chauds de la province d'Hodeïda, tels que définis par le Mécanisme de liaison et de coordination et le Centre d'opérations conjoint. Le montant doit également servir à financer la mise à jour des cartes de patrouille, des cartes de contrôle des mouvements, des plans topométriques et des cartes de gestion des installations.

Annexe X

Ressources liées aux communications et à l'informatique pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	Nombre d'emplois liés aux communications et à l'informatique		Ressources diverses liées aux communications et à l'informatique		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général					
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	–	–	72,8	72,2	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (9 500 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (19 500 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (27 600 dollars) ; des pièces de rechange (4 000 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 700 dollars) ; des services d'information et de publication (8 900 dollars)
Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	–	–	30,5	35,2	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (2 400 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (téléphones et téléphonie mobile) et des services audiovisuels (8 300 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes, y compris ceux fournis dans le cadre d'accords de prestation de service (18 800 dollars) ; des pièces de rechange (1 200 dollars) ; la location de matériel (3 300 dollars) ; des services d'information et de publication, dont un abonnement à une base de données de recherche (1 200 dollars)
Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	–	–	8,6	8,6	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (5 500 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (3 100 dollars)
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	–	–	8,1	8,1	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau, dont une application mobile (5 000 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (3 100 dollars)
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	–	–	30,5	47,8	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de télécommunication et de matériel informatique (11 900 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (16 700 dollars) ; la location de matériel (photocopieuse haute capacité) (4 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (15 000 dollars)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	1 SM, 4 AL	1 SM, 4 AL	394,1	395,8	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (50 300 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (130 900 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (148 400 dollars) ; des pièces de rechange (16 100 dollars) ; des logiciels, licences et redevances

Mission	Nombre d'emplois liés aux communications et à l'informatique		Ressources diverses liées aux communications et à l'informatique		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
					(41 900 dollars) ; des services d'information et de publication (8 200 dollars)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	–	–	43,4	43,4	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (29 100 dollars) ; l'entretien du matériel informatique et du matériel de communication et les services d'appui connexes (8 700 dollars) ; des pièces de rechange (2 000 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (3 600 dollars)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	–	–	161,2	161,2	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de télécommunication et de réseau (23 000 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (63 100 dollars) ; l'entretien du matériel informatique et du matériel de communication et les services d'appui connexes (54 000 dollars) ; des pièces de rechange (4 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 800 dollars) ; des services d'information et de publication (14 100 dollars)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	1 P-4, 2 SM et 2 AL	1 P-4, 2 SM et 2 AL	566,1	737,6	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (120 600 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (423 400 dollars) ; des pièces de rechange (29 600 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (48 900 dollars) ; des services d'information et de publication (115 100 dollars)
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	–	–	13,0	14,0	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (6 000 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (7 900 dollars)
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes					
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	–	–	28,7	37,1	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (19 100 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (7 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (8 400 dollars)
Groupe d'experts sur le Soudan	–	–	29,4	34,0	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (17 100 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (6 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 300 dollars) ; des services d'information et de publication (8 400 dollars)
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	–	–	302,8	364,7	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (8 000 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (76 000 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (4 100 dollars) ; des services d'information et de publication (276 600 dollars), notamment des abonnements à des bases de données spécialisées et des dispositifs d'information permettant d'appuyer et de compléter les enquêtes, les recherches et les capacités d'analyse du Groupe d'experts

Mission	Nombre d'emplois liés aux communications et à l'informatique		Ressources diverses liées aux communications et à l'informatique		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
Groupe d'experts sur la Libye	–	–	36,2	44,5	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (17 900 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (12 700 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (11 500 dollars)
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	–	–	30,5	35,6	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (17 000 dollars) ; l'entretien du matériel informatique et du matériel de communication et des services d'appui (7 800 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (8 400 dollars)
Groupe d'experts sur le Yémen	–	–	41,1	44,1	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (23 200 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (10 100 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (8 400 dollars)
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	–	–	31,5	37,3	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (17 100 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (9 100 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (8 400 dollars)
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	–	–	189,7	215,9	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (15 200 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (188 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (10 100 dollars)
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	–	–	19,9	19,9	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (3 400 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (5 300 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (500 dollars) ; des services d'information et de publication aux fins de la maintenance du site web (10 700 dollars)
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	–	–	26,6	26,6	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (6 600 dollars) ; l'entretien du matériel et les services d'appui aux communications (12 000 dollars) ; des services d'information et de publication aux fins de la maintenance du site Web (8 000 dollars)
Groupe d'experts sur le Mali	–	–	30,3	35,2	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (14 500 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (5 500 dollars) ; des logiciels,

Mission	Nombre d'emplois liés aux communications et à l'informatique		Ressources diverses liées aux communications et à l'informatique		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
					licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (12 800 dollars)
Groupe d'experts sur la Somalie	–	–	46,1	55,1	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (23 200 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (19 100 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (2 400 dollars) ; des services d'information et de publication (10 400 dollars)
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	–	–	78,2	71,0	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (9 000 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (62 000 dollars), y compris ceux fournis dans le cadre d'accords de niveaux de services concernant les ordinateurs (27 600 dollars) et les services d'hébergement et de maintenance du site Web (34 400 dollars)
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	–	–	185,4	217,8	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (38 400 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (114 700 dollars), y compris ceux fournis dans le cadre d'accords de niveaux de services concernant les ordinateurs (82 900 dollars), les services de gestion des procédures informatiques (7 600 dollars) et la maintenance du portail de l'enquête électronique détaillée sur la mise en œuvre (24 200 dollars) ; des services d'information, dont des services d'impression et de reproduction (64 700 dollars)
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	1 P-2, 1 AL	1 P-2, 1 AL	2 617,4	2 561,9	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (164 400 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (439 900 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et les services d'appui connexes (1 228 000 dollars) ; des pièces de rechange (70 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (612 100 dollars) ; des services d'information et de publication (47 300 dollars)
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	1 SM, 2 AL	1 SM, 2 AL	566,9	602,1	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (24 600 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (248 200 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (197 500 dollars) ; des pièces de rechange (46 800 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (18 500 dollars) ; des services d'information et de publication (66 500 dollars)
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	–	–	6 180,3	6 142,1	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (2 153 100 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (2 010 900 dollars) ; des pièces de rechange (195 800 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (149 400 dollars) ; des services d'information et de publication (1 632 900 dollars)

Mission	Nombre d'emplois liés aux communications et à l'informatique		Ressources diverses liées aux communications et à l'informatique		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	1 SM, 2 AL	1 SM, 2 AL	249,9	265,4	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (25 500 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (163 100 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (42 500 dollars) ; des pièces de rechange (4 100 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (13 300 dollars) ; des services d'information et de publication (16 900 dollars)
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	–	–	287,5	304,6	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (3 500 dollars), des services de télécommunication et de réseau (172 200 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (63 600 dollars) ; des pièces de rechange (39 600 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (15 600 dollars) ; des services d'information (10 100 dollars).
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	2 AL	2 AL	237,6	218,4	Les ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (97 000 dollars) ; l'entretien du matériel et les services d'appui aux communications (97 600 dollars) ; des pièces de rechange (10 700 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (3 200 dollars) ; des services d'information et de publication (9 900 dollars)
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1 SM, 2 AL	1 SM, 2 AL	433,1	482,6	Les ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (137 400 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (242 500 dollars) ; des pièces de rechange (10 200 dollars) ; la location de matériel (3 600 dollars) ; des services d'information et de publication (88 900 dollars)
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	5 SM, 4 AL	5 SM, 4 AL	2 360,3	2 162,2	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (670 300 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (381 700 dollars) ; l'entretien du matériel et les services d'appui aux communications (809 400 dollars) ; des pièces de rechange (97 300 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (145 500 dollars) ; des services d'information et de publication (58 000 dollars)
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	1 P-4, 4 SM, 1 AN et 8 AL	1 P-4, 4 SM, 1 AN et 8 AL	4 914,5	4 826,3	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (574 000 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (1 063 800 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (2 367 900 dollars) ; des pièces de rechange (84 000 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (266 200 dollars) ; des services d'information et de publication (470 400 dollars)
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	1 P-3, 1 SM et 3 AL	1 P-3, 1 SM et 3 AL	1 108,5	1 836,5	Ces ressources permettront de financer : des services de télécommunication et de réseau (148 100 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (1 268 000 dollars) ; des pièces de rechange (68 500 dollars) ; des

<i>Mission</i>	<i>Nombre d'emplois liés aux communications et à l'informatique</i>		<i>Ressources diverses liées aux communications et à l'informatique</i>		<i>Observations</i>
	<i>Effectif approuvé pour 2021</i>	<i>Effectif proposé pour 2022</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>	
					logiciels, licences et redevances (102 000 dollars) ; des services d'information, y compris des services d'impression et de reproduction (249 900 dollars)
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	2 SM, 1 AN	2 SM, 1 AN	1 288,0	1 381,0	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (46 000 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (444 300 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (460 400 dollars) ; des pièces de rechange (30 000 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (124 500 dollars) ; des services d'information et de publication (275 800 dollars)
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	1 P-4, 3 SM et 3 AL	1 P-4, 3 SM et 3 AL	2 187,8	2 776,8	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (399 500 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (981 300 dollars) ; l'entretien du matériel et les services d'appui aux communications (927 200 dollars) ; des pièces de rechange (99 900 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (93 600 dollars) ; des services d'information et de publication (275 300 dollars)
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 P-4, 10 SM, 6 AN, 25 AL et 5 VNU	1 P-4, 10 SM, 6 AN, 25 AL et 7 VNU	5 330,9	5 937,0	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (914 500 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (2 957 500 dollars) ; l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique et les services d'appui connexes (648 500 dollars) ; des pièces de rechange (302 000 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (530 600 dollars) ; des services d'information et de publication (583 900 dollars)
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	1 P-4, 2 P-3, 11 SM, 3 AN, 28 AL	1 P-4, 2 P-3, 11 SM, 3 AN, 28 AL	2 874,8	2 834,1	Ces ressources permettront de financer : l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique (123 200 dollars) ; des services de télécommunication et de réseau (508 100 dollars) ; l'entretien du matériel et les services d'appui aux communications (1 322 400 dollars) ; des pièces de rechange et des fournitures (289 200 dollars) ; des logiciels, licences et redevances (468 000 dollars) ; des services d'information et de publication (123 200 dollars)

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SM = agent(e) du Service mobile ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

Annexe XI

Ressources liées à la sécurité pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	Nombre d'emplois liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général					
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	1 SM, 1 AL	1 SM, 1 AL	16,6	17,0	Matériel de lutte contre l'incendie et tenues antifeu ; entretien du système de vidéosurveillance, de l'alarme incendie, de l'alarme anti-intrusion, des systèmes de lutte contre l'incendie et des barrières de sécurité
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	–	–	10,4	10,4	Services de sécurité pour les discussions et conférences qui se tiennent à Genève, lesquels sont fournis par l'Office des Nations Unies à Genève
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	1 P-4, 5 SM et 16 AL	1 P-4, 5 SM et 16 AL	765,1	881,0	Participation aux dépenses concernant l'hôtel Four Seasons (gérées par le PNUD) ; participation aux dépenses communes de l'ONU à l'échelle locale ; services de sécurité pour les réunions qui se tiennent à Genève. L'augmentation des ressources demandées tient au montant estimatif des dépenses supplémentaires afférentes aux services de sécurité nécessaires pour les réunions de la Commission constitutionnelle
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	–	–	3,1	3,1	Contribution aux dépenses du bureau extérieur du Département de la sûreté et de la sécurité
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	–	–	3,5	2,8	Contribution du Bureau aux services de sécurité communs fournis par l'Office des Nations Unies à Nairobi
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	1 P-4, 2 P-3, 14 SM et 3 AL	1 P-4, 2 P-3, 14 SM et 3 AL	1 084,0	880,3	Achat de munitions, d'équipements de sûreté et de sécurité et de matériel de surveillance et de détection ; participation aux dépenses communes à l'échelle locale, gardes non armés fournis par une société privée, indemnités allouées aux gardes armés chargés d'assurer l'escorte ; voyages et formation du personnel de sécurité
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	–	–	3,0	3,0	Recrutement d'un(e) agent(e) de sécurité
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes					
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 P-3	1 P-3	–	–	Recrutement d'un(e) coordonnateur(trice) chargé(e) de la sécurité du Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo
Groupe d'experts sur le Yémen	5 SM	5 SM	61,4	61,1	Protection rapprochée des experts ; dépenses de sécurité communes avec le PNUD au Yémen ; formation des agents de sécurité
Groupe d'experts sur le Mali	–	–	293,7	282,1	Protection rapprochée des experts lors de leurs déplacements au Mali

Mission	Nombre d'emplois liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	1 P-4, 1 P-3, 29 SM, 15 AL et 1 AN	1 P-4, 1 P-3, 29 SM et 15 AL	1 411,5	1 210,2	Acquisition de matériel de sûreté et de sécurité, participation aux dépenses communes liées au recrutement d'agents de sécurité contractuels, et services de sécurité contractuels
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	1 SM	1 SM	123,2	123,4	Acquisition de matériel de sûreté et de sécurité, participation aux dépenses communes liées au recrutement d'agents de sécurité contractuels pour Dakar ; coûts des agents de sécurité recrutés pour les bureaux de Nouakchott et d'Abuja et dépenses afférentes à la sécurité de la résidence du Chef du Bureau
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	1 P-4, 1 P-3, 38 SM, 9 AN, 19 AL	1 P-4, 2 P-3, 38 SM, 9 AN, 19 AL	3 506,0	4 345,3	Acquisition de matériel de sûreté et de sécurité, participation aux dépenses communes à l'échelle locale et dépenses liées aux services d'agents de sécurité. Il est proposé, pour 2022, de créer au bureau nouvellement mis en place à Dhuusamarreeb un emploi de temporaire à la classe P-3, dont le (la) titulaire aurait les compétences nécessaires pour représenter le (la) conseiller(ère) principal(e) pour la sécurité dans la région, assurer la coordination des mesures de sécurité sur le terrain et conseiller le (la) coordonnateur(trice) de secteur (sécurité) sur les questions de sûreté et de sécurité.
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	9 AL	9 AL	7,8	7,8	Montant qui permet de financer : a) la contribution du Centre aux dépenses de sécurité communes (interinstitutions) de l'ONU au Turkménistan ; b) le recrutement, par le PNUD, d'un agent de sécurité local pour compléter l'équipe chargée de protéger les locaux du Centre et d'en contrôler l'accès 24 heures sur 24
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	–	–	62,9	55,7	Services d'agents de sécurité pour les bureaux de Yaoundé et de Calabar et participation aux dépenses communes afférentes au recrutement d'agents de sécurité pour Dakar
Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	1 P-4, 4 SM et 46 AL	1 P-4, 4 SM et 46 AL	120,8	115,8	Acquisition de matériel de sûreté et de sécurité et participation aux dépenses communes afférentes aux services de sécurité assurés par le Centre de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1 SM	1 SM	122,6	155,7	Services de sécurité contractuels. Le prestataire de services de sécurité a augmenté le nombre d'agents de sécurité pour assurer une meilleure protection des locaux.
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	110 (2 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 76 SM, 28 AL)	110 (2 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 76 SM, 28 AL)	7 698,4	6 874,3	Acquisition de matériel de sûreté et de sécurité, de services de sécurité contractuels et de personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies, ainsi que de matériaux de construction et de fournitures aux fins de la défense du périmètre
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 18 SM, 5 AN et 19 AL	1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 18 SM, 5 AN et 19 AL	2 319,9	2 462,6	Les ressources proposées pour 2022 seraient réparties comme suit : acquisition de matériel de sûreté et de sécurité (69 000 dollars) ; services de sécurité contractuels fournis par des sociétés de sécurité privées (2 258 600 dollars) ; dépenses communes de sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité au niveau local (135 000 dollars).

Mission	Nombre d'emplois liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		Observations
	Effectif approuvé pour 2021	Effectif proposé pour 2022	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	
					Conformément au plan de gestion des risques de sécurité pour les personnes établi par la Mission et approuvé le 16 décembre 2020, le Groupe des services de protection englobera une équipe composée de huit emplois d'agent(e) de protection rapprochée (SM) et de deux emplois de chauffeur(euse) (AL) à l'appui du Chef de la Mission dans toute la zone de mission. Les membres de cette équipe procéderont à des inspections préliminaires dans les lieux de réunions et de visites, et accompagneront le Chef de la Mission dans ses déplacements à Bogota et lors de ses visites aux bureaux régionaux et sous-régionaux et aux équipes locales. Ils collaboreront avec les forces de sécurité colombiennes afin que des mesures de protection adéquates soient mises en place pour garantir la sécurité du Chef de la Mission. Le bon fonctionnement de l'équipe et la rotation des agents seront assurés grâce à la création de quatre emplois d'agent(e) de protection rapprochée.
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	1 P-4, 1 P-3, 14 SM et 6 AL	1 P-4, 1 P-3, 14 SM et 6 AL	1 763,0	3 259,7	Achat de matériel et de fournitures de sûreté et de sécurité ; services d'agents de sécurité fournis par des sociétés de sécurité privées ; participation aux dépenses du DSS (sécurité locale, indemnités pour les escortes, frais de formation et voyages officiels)
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	1 P-4, 7 SM et 5 AL	1 P-4, 7 SM et 5 AL	430,2	204,0	Services de sécurité contractuels fournis par des sociétés de sécurité privées
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	1 P-4, 4 P-3, 21 SM et 24 AL	1 P-4, 4 P-3, 21 SM et 24 AL	347,1	505,9	Les ressources proposées pour 2022 seraient réparties comme suit : participation aux dépenses communes de sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité et services de police diplomatique (267 200 dollars) ; services de sécurité contractuels fournis par des entreprises de sécurité privées (238 700 dollars).
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 P-5, 2 P-4, 9 P-3, 2 P-2, 79 SM, 5 AN, 244 AL, 4 VNU	1 P-5, 2 P-4, 9 P-3, 2 P-2, 75 SM, 5 AN, 244 AL, 4 VNU	10 754,3	10 203,1	La diminution des ressources demandées au titre des services de sécurité tient au fait que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies participent aux dépenses afférentes à ces services ; elle est en partie contrebalancée par le recours à des agents de sécurité sur le terrain recrutés localement et par des dépenses supplémentaires destinées au recrutement d'équipes K-9 dans les régions
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	1 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 2 P-2, 82 SM, 10 AN et 116 AL	1 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 2 P-2, 81 SM, 10 AN et 116 AL	6 063,7	5 895,7	La diminution des ressources demandées est principalement attribuable à la baisse du coût des rations, les frais de mise en route du contrat d'approvisionnement en carburant ayant été payés en 2021, à des dépenses moins importantes au titre du fret et du déploiement du matériel appartenant aux contingents, une lettre d'attribution du Gouvernement australien devant être utilisée pour la relève des contingents, et à la baisse des frais de voyages (déploiement, relève et rapatriement)

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; DSS = Département de la sûreté et de la sécurité ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; SM = agent(e) du Service mobile ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

Annexe XII

Services médicaux fournis aux missions politiques spéciales en 2021 et 2022, et prestataires de ces services

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Type de services</i>	<i>Prestataires</i>	<i>Critères de sélection</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Services cliniques	Office des Nations Unies à Genève et clinique de l'Organisation mondiale de la Santé	Participation aux dépenses communes des entités des Nations Unies	–	7,8
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	Dispensaires	Commission économique pour l'Afrique	Prestataires de services de l'ONU	3,3	3,3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Services médicaux communs	Office des Nations Unies à Nairobi	Prestataires de services de l'ONU	19,3	14,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	1. Centres de soins communs et interventions menées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) 2. Consultations médicales de spécialistes et services de laboratoire 3. Évacuations sanitaires et services mortuaires	1. PNUD 2. Hôpitaux privés locaux 3. Prestataire de services privé	Le Bureau a recours aux services médicaux dispensés par les centres de soins gérés par le PNUD au Yémen, dont les frais sont pris en charge par l'ensemble des organismes, fonds et programmes des Nations Unies opérant dans le pays.	172,5	262,5
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	Le PNUD et la CESAP fournissent des services médicaux au Bureau sur place, à distance ou lorsque le personnel se rend à Bangkok. Ces services comprennent des conseils ainsi que la fourniture de médicaments et de vaccins.	CESAP et PNUD	La CESAP fournit au Bureau des services administratifs, dont des services médicaux. Le PNUD fournit un appui à l'intérieur du pays.	–	1,0
Groupe d'experts sur le Yémen	1. Centres de soins communs et interventions menées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 2. Consultations médicales de spécialistes et services de laboratoire	1. PNUD 2. Hôpitaux privés locaux 3. Prestataire de services privé	1. Ensemble des organismes, fonds et programmes des Nations Unies au Yémen, qui partagent les dépenses afférentes aux centres de soins gérés par le PNUD dans le pays et à la lutte conjointe contre la pandémie de COVID-19	8,0	8,0

<i>Mission</i>	<i>Type de services</i>	<i>Prestataires</i>	<i>Critères de sélection</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>
	3. Évacuations sanitaires et services mortuaires		2. Service spécialisé non disponible au centre de soins du PNUD 3. Besoin médical d'urgence		
Groupe d'experts sur la Somalie	Services médicaux communs	Office des Nations Unies à Nairobi	Prestataires de services de l'ONU	–	3,8
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	Tous les services médicaux, y compris les évacuations sanitaires aériennes et les hospitalisations	MANUI	Mémorandum d'accord conclu en application des résolutions 2379 (2017) et 2470 (2019) du Conseil de sécurité	230,0	230,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Services médicaux et chirurgicaux cliniques, diagnostiques, préventifs et incitatifs, y compris les services liés à la santé et à la sécurité au travail, les évacuations sanitaires primaires et secondaires, les hospitalisations, et les interventions en cas d'épidémie	Prestataires de services privés et établissements médicaux sous contrats	Les prestataires de services sont choisis à la suite d'une procédure de passation des marchés concurrentielle, qui fait l'objet d'une campagne de communication locale et internationale.	1 483,8	1 276,5
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	Le Bureau bénéficie des services médicaux de la FINUL sur la base d'un protocole d'accord.	FINUL	Mémorandum d'accord	6,8	12,0
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Évacuations sanitaires aériennes, services de consultation de spécialistes, de radiographie spécialisée et de laboratoire.	Prestataires de services privés et hôpitaux locaux	Lettre d'accord	182,6	203,4
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	1. Centre de soins, consultations médicales de spécialistes et services de laboratoire 2. Hospitalisations et interventions chirurgicales 3. Évacuations sanitaires aériennes 4. Services d'ambulance pour les évacuations sanitaires	1. Hôpitaux locaux 2. Prestataire de services privé 3. Centre national de sauvetage du personnel de l'armée de l'air colombienne 4. Prestataire de services privé	Qualité et disponibilité des services au niveau local et besoins médicaux d'urgence	440,3	439,6
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	1. Équipes chirurgicales avancées et équipes d'évacuation sanitaire 2. Centres de soins communs et interventions conjointes	1. Prestataire de services privé 2. PNUD 3. Hôpital de Djibouti 4. Prestataire de services privé	La Mission fait appel aux services d'une équipe chirurgicale avancée et d'agents de santé à Hodeïda, et d'une équipe d'évacuation sanitaire aérienne à Djibouti, qui sont fournis par un	7 630,0	4 997,2

<i>Mission</i>	<i>Type de services</i>	<i>Prestataires</i>	<i>Critères de sélection</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>
	menées dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19 3. Unité médicale de niveau II à Djibouti 4. Services mortuaires		contractant privé sélectionné dans le cadre du processus d'appel d'offres et de passation de marchés des Nations Unies. Ce processus est ouvert à tous les fournisseurs internationaux et nationaux répondant à certains critères d'éligibilité. Les critères de sélection sont élaborés en coordination avec la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail et la Division des achats. La Mission a également recours aux services médicaux du centre de soins géré par le PNUD à Sanaa, dont les frais sont pris en charge par l'ensemble des organismes, fonds et programmes des Nations Unies opérant dans le pays.		
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Évacuations sanitaires aériennes, services de consultation de spécialistes, de radiographie spécialisée et de laboratoire spécialisé, hospitalisation dans un centre situé hors de la zone de mission, et services mortuaires	Prestataires de services privés	Contrats	130,8	144,9
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	1. Évacuations sanitaires aériennes 2. Services de consultation de spécialistes, de radiographie et de laboratoire 3. Hospitalisations 4. Partage avec l'équipe de pays des Nations Unies des dépenses liées à la pandémie de COVID-19	1. Prestataires de services privés 2. Centre de soins de la Mission 3. Hôpitaux publics 4. PNUD	Un contrat est passé avec les prestataires de services et les hôpitaux sur la base de la qualité et de la disponibilité de leurs services au niveau local. Des services sont également fournis dans le cadre d'accords passés avec l'équipe de pays des Nations Unies, par exemple au centre de soins administré par le PNUD et au centre de soins spécialisé dans la COVID-19 géré par l'UNICEF.	–	403,8
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1. Évacuations sanitaires aériennes 2. Services de consultation de spécialistes 3. Autres services de prise en charge en 2022 4. Licence du logiciel EarthMed	Prestataires de services privés	En Afghanistan, les services médicaux communs gèrent un centre de soins de niveau I à Kaboul et des centres médicaux avancés dans les bureaux de secteur. Aucune consultation de spécialiste n'y est offerte et, malgré les moyens relatifs dont dispose la Mission, ces consultations, de	95,4	1 077,1

<i>Mission</i>	<i>Type de services</i>	<i>Prestataires</i>	<i>Critères de sélection</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>
			même que les évacuations, sont souvent renvoyées à l'extérieur de la zone de mission, à l'aide des moyens aériens, compagnies aériennes commerciales et services d'ambulance aérienne dont celle-ci dispose au titre des protocoles d'accord passés avec des hôpitaux.		
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	Hospitalisations dans un hôpital ne relevant pas de la Mission, services de consultation de spécialistes, scanners, services de laboratoire, services mortuaires, évacuations sanitaires aériennes et soins dentaires	Prestataires de services privés, centre médical du Département d'État des États-Unis	<p>Le centre de soins de la MANUI est une formation sanitaire de niveau I. Les prestataires de services fournissent des soins de niveau II, III et IV au personnel des Nations Unies ayant besoin d'un niveau de traitement plus élevé conformément aux normes internationales.</p> <p>Pour la fourniture de soins médicaux, la Mission fait appel à des prestataires nationaux et internationaux. Pour les évacuations sanitaires primaires et secondaires, elle a recours à deux types de prestataires de services, les critères étant principalement axés sur l'accessibilité, la disponibilité et l'urgence. Elle a actuellement recours à un prestataire national et à un prestataire international, qui gèrent principalement les évacuations sanitaires secondaires et les centres d'aiguillage.</p>	105,6	152,8

Abréviations : CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; FINUL = Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; OMS = Organisation mondiale de la Santé ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Annexe XIII

Ressources liées aux voyages pour les missions politiques spéciales en 2021 et 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	Variation (montant)	Variation (pourcentage)	Analyse de la variation
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général					
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	124,3	123,9	(0,4)	(0,3)	–
Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	272,3	272,3	–	–	–
Envoyé(e) personnel(e) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	83,0	83,0	–	–	–
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	38,7	48,3	9,6	24,8	L'augmentation est principalement due aux ressources demandées au titre des voyages (deux au Moyen-Orient et deux en Europe), qui permettront de poursuivre les consultations menées au titre du mandat du Bureau.
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	246,7	246,7	–	–	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	1 343,2	1 343,1	(0,1)	(0,0)	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	123,7	123,7	–	–	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	275,8	291,3	15,5	5,6	L'augmentation est principalement due au fait que davantage de voyages devront être effectués hors de la zone de mission, l'objectif étant de renforcer les partenariats avec les parties prenantes régionales et internationales ; elle est partiellement compensée par la baisse des ressources demandées au titre des voyages liés à la formation.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	560,3	544,4	(15,9)	(2,8)	La diminution s'explique par le recours accru à la vidéoconférence et à la formation en ligne.
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	152,2	167,4	15,2	10,0	L'augmentation est principalement due au fait que l'Envoyée spéciale et son personnel doivent effectuer un nombre plus important de voyages hors de la zone de mission pour mener des consultations politiques et des missions de bons offices.
Total partiel	3 220,2	3 244,1	23,9	0,7	

Mission	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	Variation (montant)	Variation (pourcentage)	Analyse de la variation
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes					
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	21,4	26,7	5,3	24,8	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus.
Groupe d'experts sur le Soudan	14,2	17,7	3,5	24,6	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus.
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	19,2	19,2	–	–	
Groupe d'experts sur la Libye	15,0	18,7	3,7	24,7	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus.
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	17,1	21,4	4,3	25,1	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus.
Groupe d'experts sur le Yémen	43,0	53,7	10,7	24,9	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus.
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	24,2	24,2	–	–	
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	99,1	99,1	–	–	
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	28,6	28,6	–	–	
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	45,6	45,6	–	–	
Groupe d'experts sur le Mali	159,5	159,5	–	–	
Groupe d'experts sur la Somalie	20,1	25,1	5,0	24,9	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages prévus.
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	78,2	97,8	19,6	25,1	L'augmentation tient au fait qu'il est prévu de mener davantage d'activités à l'appui du Comité, dont le mandat a été renouvelé en 2021.
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	928,3	928,3	–	–	
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	454,5	433,9	(20,6)	(4,5)	La diminution tient principalement à l'utilisation accrue des méthodes de communications virtuelles, dont il est prévu qu'elle entraîne une réduction des dépenses au titre des voyages non liés à la formation en dehors de la zone de mission.
Total partiel	1 968,0	1 999,5	31,5	1,6	

Mission	Montant approuvé pour 2021	Montant proposé pour 2022	Variation (montant)	Variation (pourcentage)	Analyse de la variation
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	860,2	860,2	–	–	–
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	1 270,3	1 224,9	(45,4)	(3,6)	La diminution est principalement due à la baisse des ressources demandées au titre des voyages non liés à la formation, en particulier ceux effectués dans la zone de mission, du fait du nombre moins important de réunions en présentiel et de la multiplication des réunions virtuelles ; elle est partiellement contrebalancée par l'augmentation des ressources demandées au titre des voyages liés à la formation, compte tenu qu'il est prévu d'organiser des formations en présentiel en dehors de la zone de mission sur des questions telles que le genre, la sécurité, et les affaires politiques et électorales.
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	184,6	192,2	7,6	4,1	L'augmentation tient principalement aux ressources supplémentaires demandées au titre des conférences de haut niveau, des visites et des réunions avec des interlocuteurs politiques en dehors de l'Asie centrale, qui devraient être plus nombreuses au cours de la période succédant à la pandémie.
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	229,0	231,6	2,6	1,1	L'augmentation tient au montant estimatif des dépenses qu'il sera nécessaire d'effectuer au titre du plan de 2022 visant à évaluer l'état d'avancement des activités de cartographie finale et de pose de bornes.
Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	182,8	194,2	11,4	6,2	L'augmentation tient principalement aux ressources supplémentaires demandées au titre des conférences de haut niveau, des déplacements et des réunions qu'il est prévu de tenir avec des interlocuteurs politiques en dehors de la zone de mission.
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	611,4	619,2	7,8	1,3	L'augmentation est principalement due aux ressources supplémentaires demandées au titre des voyages pour renforcer la coopération de la Mission avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale afin de prévenir les conflits et de maintenir la paix en Afrique centrale, en particulier dans les pays organisant des élections ou confrontés à des violences et à des crises politiques ; elle est compensée par la diminution des ressources demandées au titre des déplacements liés à la formation en raison du recours accru à la formation en ligne.
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	995,8	940,6	(55,2)	(5,5)	La diminution tient principalement à une baisse des ressources demandées au titre des voyages liés à la formation, en raison des efforts qui sont faits pour accroître le recours aux vidéoconférences et aux cours de formation en ligne.

<i>Mission</i>	<i>Montant approuvé pour 2021</i>	<i>Montant proposé pour 2022</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Analyse de la variation</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	1 594,7	1 591,3	(3,4)	(0,2)	–
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	809,8	775,6	(34,2)	(4,2)	La diminution tient principalement à une baisse des ressources demandées au titre de la formation en ce qui concerne les fonctions d'appui, des efforts étant faits pour accroître l'usage de la vidéoconférence et des cours de formation en ligne.
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	201,6	201,5	(0,1)	(0,0)	–
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	432,6	438,8	6,2	1,4	L'augmentation s'explique par la multiplication des activités qui sont menées à mesure que le personnel de la Mission est déployé.
Total partiel	7 372,8	7 270,1	(102,7)	(1,4)	
MANUA et MANUI					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	948,0	886,4	(61,6)	(6,5)	La diminution est principalement due à la réduction des ressources demandées au titre des voyages non liés à la formation dans la zone de la Mission, puisqu'on fera autant que possible usage de la visioconférence.
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	1 015,8	909,4	(106,4)	(10,5)	La diminution est principalement due à l'utilisation accrue des services de vidéoconférence, dans la mesure du possible, pour les consultations menées dans la zone de la Mission. La plupart des sessions de formation et des réunions tenues dans la zone de mission se déroulent désormais par visioconférence ou sur des plateformes numériques. Les déplacements ne s'effectuent que dans les cas où une présence physique est nécessaire pour mener à bien les activités prévues par le mandat.
Total partiel	1 963,8	1 795,8	(168,0)	(8,6)	
Total	14 524,8	14 309,5	(215,3)	(1,5)	

Annexe XIV

Tableau récapitulatif du respect de l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance par les missions politiques spéciales pour la période allant de 2017 à 2020

(En pourcentage)

<i>Mission</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général				
1. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	2	35	56	57
2. Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	19	28	27	38
3. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	0	0	0	–
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	0	0	33	0
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	89	83	75	74
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	1	7	4	1
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	4	6	3	5
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	5	21	15	7
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	16	10	10	7
10. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	1	11	4	12
11. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	s.o.	0	5	0
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes				
12. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	33	25	10	86
13. Groupe d'experts sur le Soudan	51	74	24	0
14. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	62	52	33	100
15. Groupe d'experts sur la Libye	68	56	24	0
16. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	43	20	20	33
17. Groupe d'experts sur le Yémen	38	28	27	13
18. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	29	43	51	58
19. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	60	56	78	77
20. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité ^a	s.o.	–	10	3
21. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	19	–	28	0
22. Groupe d'experts sur le Mali	–	23	53	34
23. Groupe d'experts sur la Somalie	s.o.	s.o.	39	27
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	39	29	41	60
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	45	57	15	83
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	s.o.	–	30	9
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions				
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	4	11	13	10
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	27	31	20	27
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	13	14	29	18
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	27	56	47	17

<i>Mission</i>	2017	2018	2019	2020
31. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	21	19	31	58
32. Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	24	10	39	11
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	10	22	34	12
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	30	13	23	18
36. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	3	6	13	30
36. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	s.o.	s.o.	7	6
37. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	s.o.	s.o.	15	45
38. Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	s.o.	s.o.	s.o.	18
MANUA et MANUI				
39. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	27	38	40	20
40. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	27	27	23	5

Note : Un tiret indique qu'aucun voyage aérien n'a été entrepris pendant la période en question. Un zéro indique que l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance n'a pas été respectée. L'abréviation « s.o. » signifie que la mission n'existait pas pendant la période en question.

^a En application du paragraphe 17 de la section XXII de la résolution 72/262 A de l'Assemblée générale, le budget de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées et le budget du Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité sont depuis 2018 présentés séparément. Pour 2017, les données relatives au Bureau du (de la) Médiateur(trice) sont intégrées à celles intéressant l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

Annexe XIV

Comparaison des taux de vacance de postes des missions politiques spéciales pour 2021 et 2022

A. Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général

	<i>Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre</i>	<i>Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide</i>	<i>Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental</i>	<i>Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité</i>	<i>Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen</i>	<i>Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar</i>
Personnel recruté sur le plan international										
Effectif approuvé pour 2021	16	11	2	3	7	60	5	19	61	4
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	10	5 ; nouveaux emplois : 50	5	5	5	27	0	5	15	5
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	12,5	40	100	33,3	0	30	20	5,3	12,9	0
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	12,5	30	100	33,3	0	30,6	0	15,8	16,4	25
Effectif proposé pour 2022	16	12	2	3	7	60	5	22	63	4
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	12,5	13.5 ; nouveaux emplois : 50	5	5	0	27,6	3	5.3 ; nouveaux emplois : 50	15 ; nouveaux emplois : 50	5
Administrateurs recrutés sur le plan national										
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	2	1	10	-
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	0	0	15 ; nouveaux emplois : 35	-

	Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	0	–
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	20	–
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	2	1	10	–
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	15	–
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)										
Effectif approuvé pour 2021	5	–	–	–	–	31	2	7	29	1
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	0	0	0	20	0
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	0	0	28,6	20,7	50
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	0	0	0	24,1	0
Effectif proposé pour 2022	5	–	–	–	–	31	2	7	29	1
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	0	–	–	–	–	0	0	0	20	0

Note : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

B. Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes

	<i>Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan</i>	<i>Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</i>	<i>Groupe d'experts sur la Libye</i>	<i>Groupe d'experts sur la République centrafricaine</i>	<i>Groupe d'experts sur le Yémen</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</i>	<i>Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EILL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées</i>	<i>Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</i>	<i>Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Groupe d'experts sur le Mali</i>	<i>Groupe d'experts sur la Somalie</i>	<i>Appui au Comité de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)</i>	<i>Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</i>	<i>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique Levant à répondre de ses crimes</i>
Personnel recruté sur le plan international															
Effectif approuvé pour 2021	2	1	6	2	2	6	3	19	2	7	1	2	5	52	88
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	5	5	5	5	5	5	5	10	0	5	5	5	5	50	20
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	50	0	16,7	50	0	16,7	33,3	10,5	0	11,1	0	0	0	6	18,8
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	50	0	16,7	0	0	0	33,3	15,8	0	0	0	0	0	15,4	19,2
Effectif proposé pour 2022	2	1	6	2	2	6	3	19	2	7	1	2	5	52	88
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	5	5	13	5	5	7	5	13	5	5	5	5	5	5,5	15
Administrateurs recrutés sur le plan national															
Effectif approuvé pour 2021	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	23

	<i>Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan</i>	<i>Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</i>	<i>Groupe d'experts sur la Libye</i>	<i>Groupe d'experts sur la République centrafricaine</i>	<i>Groupe d'experts sur le Yémen</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</i>	<i>Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EiIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées</i>	<i>Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</i>	<i>Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Groupe d'experts sur le Mali</i>	<i>Groupe d'experts sur la Somalie</i>	<i>Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)</i>	<i>Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</i>	<i>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</i>
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37,7
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26,1
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)															
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	4	-	-	29
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	5	-	-	25
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	0	-	-	25,6

	<i>Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan</i>	<i>Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</i>	<i>Groupe d'experts sur la Libye</i>	<i>Groupe d'experts sur la République centrafricaine</i>	<i>Groupe d'experts sur le Yémen</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</i>	<i>Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EILL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées</i>	<i>Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</i>	<i>Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Groupe d'experts sur le Mali</i>	<i>Groupe d'experts sur la Somalie</i>	<i>Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)</i>	<i>Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</i>	<i>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</i>
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	0	–	–	–	–	–	0	–	–	34,5
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	4	–	–	29
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	0	–	–	–	–	–	5	–	–	24
Volontaires des Nations Unies															
Effectif approuvé pour 2021	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	30,2
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50
Effectif proposé pour 2022	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13

	<i>Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan</i>	<i>Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</i>	<i>Groupe d'experts sur la Libye</i>	<i>Groupe d'experts sur la République centrafricaine</i>	<i>Groupe d'experts sur le Yémen</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</i>	<i>Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EILL (Daech), Al-Qaïda, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées</i>	<i>Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</i>	<i>Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Groupe d'experts sur le Mali</i>	<i>Groupe d'experts sur la Somalie</i>	<i>Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)</i>	<i>Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</i>	<i>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</i>	
Personnel fourni par des gouvernements																
Effectif approuvé pour 2021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93,3
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100
Effectif proposé pour 2022	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30

Note : Le tiret « - » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

C. Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions

(Les pourcentages ont été arrondis)

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
Observateurs militaires (conseillers militaires)											
Effectif approuvé pour 2021	2	–	–	1	–	–	–	120	75	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	5	–	–	5	–	–	–	3	15	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	33	–	–	58	–	–	–	10	80	–	–
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	50	–	–	0	–	–	–	17	90,7	–	–
Effectif proposé pour 2022	2	–	–	1	–	–	–	120	75	–	–
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	0	–	–	0	–	–	–	3	25	–	–
Contingents											
Effectif approuvé pour 2021	–	625	–	–	–	–	230	–	–	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	–	0	–	–	–	–	0	–	–	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	0	–	–	–	–	2,1	–	–	–	–
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	0	–	–	–	–	0	–	–	–	–
Effectif proposé pour 2022	–	625	–	–	–	–	230	–	–	–	–
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	0	–	–	–	–	0	–	–	–	–

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
Conseillers pour les questions de police (police des Nations Unies)											
Effectif approuvé pour 2021	–	14	–	–	–	–	–	–	–	13	21
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	0	50
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	21,4	–	–	–	–	–	–	–	23,1	100
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	21,4	–	–	–	–	–	–	–	7,7	100
Effectif proposé pour 2022	–	14	–	–	–	–	–	–	–	13	30
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	5	–	–	–	–	–	–	–	0	45
Personnel recruté sur le plan international											
Effectif approuvé pour 2021	44	187	8	9	19	33	210	162	73	65	141
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	13 ; nouveaux emplois : 50	13	5	5	5	10 ; nouveaux emplois : 50	17,5 ; nouveaux emplois : 50	17 ; nouveaux emplois : 50	25	20	50
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	13	16,3	0	11	19,5	12	23,3	20	45,9	23,1	77
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	23	20	0	11	26,3	23	27,0	27	45,5	24,6	74
Effectif proposé pour 2022	44	188	8	9	19	33	212	160	76	65	136
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	13 ; nouveaux emplois : 50	13 ; nouveaux emplois : 50	5	5	5	14 ; nouveaux emplois : 50	24,3 ; nouveaux emplois : 50	25 ; nouveaux emplois : 50	25 ; nouveaux emplois : 50	45 ; nouveaux emplois : 50	45 ; nouveaux emplois : 50
Administrateurs recrutés sur le plan national											
Effectif approuvé pour 2021	9	92	4	–	5	4	14	78	5	21	48
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	0 ; nouveaux emplois : 50	17	5	–	0	0	64	12	25	5	50

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	0	19	0	–	22,9	25	64,3	16	50	0	80
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	33	21	0	–	20	33	57,1	26	60	0	98
Effectif proposé pour 2022	9	84	4	–	5	4	14	80	8	17	51
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	8	17	5	–	0	0	60 nouveaux emplois : 50	12 ; nouveaux	25	1	45
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)											
Effectif approuvé pour 2021	22	45	18	2	58	11	84	80	80	28	69
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	0 ; nouveaux emplois : 35	11	5	0	3	nouveaux emplois : 35	31,5	12	25	7	50
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	5	17,8	0	0	6,3	9	29,8	12	52,5	7,1	75
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	23	22	0	0	10,3	18	35,0	16	51,3	10,7	94
Effectif proposé pour 2022	22	45	18	2	58	11	84	82	80	28	72
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	8	11	5	0	3	0	27,0 nouveaux emplois : 35	12 ; nouveaux	25	6	45
Volontaires des Nations Unies											
Effectif approuvé pour 2021	–	38	–	–	–	–	6	131	–	–	11
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	–	8	–	–	–	–	33,0 International : 1 ; national : 0	–	–	–	50
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	68,4	–	–	–	–	33,3	12	–	–	100
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	55	–	–	–	–	16,7	40	–	–	100

	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
Effectif proposé pour 2022	–	18	–	–	–	–	6	131	–	–	11
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	8	–	–	–	–	16,7	1	–	–	45
Personnel fourni par des gouvernements											
Effectif approuvé pour 2021	–	23	–	–	–	–	7	–	5	2	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	–	10	–	–	–	–	42,9	–	25	0	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	30,4	–	–	–	–	57,1	–	100	0	–
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	39	–	–	–	–	57,1	–	100	0	–
Effectif proposé pour 2022	–	23	–	–	–	–	7	–	5	2	–
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	10	–	–	–	–	28,6	–	25	0	–

Note : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

D. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

	<i>Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan</i>	<i>Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq</i>
Personnel recruté sur le plan international		
Effectif approuvé pour 2021	296	303
Taux de vacance prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	6	8
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	10	8
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	12	15
Effectif proposé pour 2022	296	294
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	8	8
Administrateurs recrutés sur le plan national		
Effectif approuvé pour 2021	125	112
Taux de vacance prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	3	8
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	6	10
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	10	9
Effectif proposé pour 2022	127	117
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	3 ; nouveaux emplois : 50	9
Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)		
Effectif approuvé pour 2021	674	390
Taux de vacance prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	3	7
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	3	8
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	3	8
Effectif proposé pour 2022	676	391
Taux de vacance proposé pour 2021 (en pourcentage)	3 ; nouveaux emplois : 35	7
Contingents		
Effectif approuvé pour 2021	–	245
Taux de vacance prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	–	1
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	–	1
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	–	–
Effectif proposé pour 2022	–	245
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	–	1
Observateurs militaires		
Effectif approuvé pour 2021	1	–
Taux de vacance prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	0	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	0	–
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	0	–
Effectif proposé pour 2022	1	–
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	0	–

	<i>Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan</i>	<i>Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq</i>
Volontaires des Nations Unies		
Effectif approuvé pour 2021	68	2
Taux de vacance prévu au budget de 2021 (en pourcentage)	7	17
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à décembre 2020 (en pourcentage)	15	0
Taux de vacance effectif au 31 mars 2021 (en pourcentage)	13	0
Effectif proposé pour 2022	100	2
Taux de vacance proposé pour 2022 (en pourcentage)	7 ; nouveaux emplois : 25	0

Note : Le tiret « - » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

Annexe XVI

Répartition par genre du personnel civil dans les missions politiques spéciales, au 31 décembre 2020

Mission	Nombre de fonctionnaires		Pourcentage	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Groupe thématique I				
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	11	8	58	42
Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	11	2	85	15
Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	–	–	–	–
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	2	–	100	–
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	2	5	29	71
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	23	49	32	68
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	8	6	57	43
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	12	11	52	48
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	20	63	24	76
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	8	18	31	69
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	3	2	60	40
Groupe thématique II				
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1	–	100	–
Groupe d'experts sur le Soudan	–	1	–	100
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	5	–	100	–
Groupe d'experts sur la Libye	1	–	100	–
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1	1	50	50
Groupe d'experts sur le Yémen	2	6	25	75
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	–	2	–	100
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaïda, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	4	12	25	75
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	2	–	100	–
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	3	5	38	63
Groupe d'experts sur le Mali	1	–	100	–
Groupe d'experts sur la Somalie	3	3	50	50
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	1	4	20	80
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	33	18	65	35
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	47	92	34	66
Groupe thématique III				
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	25	32	44	56
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	19	48	28	72
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	69	183	27	73

<i>Mission</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	9	21	30	70
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	4	7	36	64
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	17	59	22	78
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	15	22	41	59
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	44	173	20	80
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	112	142	44	56
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	19	59	24	76
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	41	54	43	57
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	9	11	45	55
MANUA et MANUI				
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	170	891	16	84
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	153	568	21	79
Total	910	2 578	26	74

Note : Le tableau se fonde sur les données recueillies au 31 décembre 2020, qui figureront dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel », lequel sera présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Annexe XVII

Évolution des effectifs civils des missions politiques spéciales en 2022

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général		
Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide	1	
Création	1	1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	3	
Création	3	1 emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) ; 1 emploi de spécialiste des finances et du budget (P-3)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	2	
Création	2	1 emploi de coordonnateur(trice) (P-3) ; 1 emploi de fonctionnaire d'administration (P-3)
Transfert	–	1 emploi de spécialiste des questions politiques [adjoint(e) de 1 ^{re} classe] (AN) et 1 emploi de médecin (AN) transférés de Sanaa à Aden ; 1 emploi de spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité (P-5) et 1 emploi d'assistant(e) au contrôle des mouvements (SM) transférés de Sanaa à Amman ; 1 emploi de spécialiste des achats (P-3) et 1 emploi de spécialiste de l'information (P-3) transférés d'Amman à Sanaa ; 1 emploi d'assistant(e) d'équipe (AL) transféré de la Section des affaires politiques au Bureau de l'Envoyé spécial, où le (la) titulaire remplira les fonctions d'assistant(e) administratif(ive)
Total partiel (groupe thématique I)	6	
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes		
Groupe d'experts sur le Yémen	–	
Transfert	–	1 emploi d'agent(e) de protection rapprochée (agent(e) du Service mobile) transféré de Sanaa à Aden
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	
Transfert	–	1 emploi d'analyste du renseignement (P-3) et 2 emplois de spécialiste des questions d'état de droit (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) transférés du Groupe de l'analyse et des éléments de preuve (Bureau de la gestion des éléments de preuve) au Groupe des systèmes d'information ; 1 emploi d'analyste principal(e) du renseignement (P-5) transféré du Groupe de l'analyse et des éléments de preuve (Bureau de la gestion des éléments de preuve) au Groupe de la stratégie juridique ; 1 emploi d'analyste du renseignement (P-4) transféré du Groupe de l'analyse et des éléments de preuve (Bureau de la gestion des éléments de preuve) au Groupe d'enquête sur le terrain à Dahouk ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (agent(e) du Service mobile) transféré de l'équipe de direction du Bureau des enquêtes sur le terrain à l'appui à la mission

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Réaffectation	–	1 emploi de juriste (P-4), qui devient 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) ; 1 emploi de juriste (P-4), qui devient un emploi de spécialiste de la criminalistique (P-4) ; 1 emploi de fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui devient un emploi de fonctionnaire du protocole (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national)
Total partiel (groupe thématique II)	–	
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions		
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (27)		
Création	3	1 emploi de chef de la gestion des programmes (lutte antimines) (D-1) ; 1 emploi d'agent(e) de sécurité sur le terrain (P-3) ; 1 emploi d'analyste de l'information (questions politiques) (P-3)
Transformation	–	1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste des affaires électorales (P-3), qui serait transformé en poste
Suppression	(30)	30 emplois de spécialiste des affaires électorales : 2 P-3, 8 administrateurs recrutés sur le plan national et 20 Volontaires des Nations Unies
Reclassement	–	1 emploi de spécialiste hors classe de la planification (police des Nations Unies) (P-5), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de la formation (police des Nations Unies) (P-4)
Réaffectation	–	1 emploi de traducteur(trice) (P-3), qui serait cédé par le Groupe de la traduction et de l'interprétation, et deviendrait 1 emploi de spécialiste de la gestion des programmes (P-3) au Bureau du (de la) Chef de cabinet
Mission d'appui des Nations Unies en Libye 2		
Création	2	1 emploi de chef de la Section de la gestion des programmes (P-5) (lutte antimines) ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (agent(e) des services généraux) à Genève
Reclassement	–	1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4), cédé par le Bureau de la Coordinatrice résidente, qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) spécial(e) (P-3) au Bureau du Coordonnateur de la Mission ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (agent(e) du Service mobile) à Tripoli, qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (agent(e) des services généraux) à Genève
Réaffectation	–	1 emploi de représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général [Secrétaire général(e) adjoint(e)], qui deviendrait 1 emploi d'envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général [Secrétaire général(e) adjoint(e)] ; 1 emploi de représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général (coordonnateur(trice) résident(e) et coordonnateur(trice) de l'action humanitaire) [Sous-Secrétaire général(e)], qui deviendrait 1 emploi de Sous-Secrétaire général(e) (coordonnateur(trice) résident(e) et coordonnateur(trice) de l'action humanitaire) [Sous-Secrétaire général(e)] ; 1 emploi de représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général chargé(e) des affaires politiques [Sous-Secrétaire général(e)], qui deviendrait 1 emploi de coordonnateur(trice) de la Mission [Sous-Secrétaire général(e)] ; 1 emploi de conseiller(ère) militaire (D-1), qui deviendrait 1 emploi d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) des questions politiques (D-1) ; 1 emploi d'observateur(trice) aux frontières (P-3), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de la

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
		réforme du secteur de la sécurité (P-3) ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) au protocole (agent(e) du Service mobile) ; 1 emploi d'assistant(e) à la gestion du matériel (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) à la réception et à l'inspection (agent(e) du Service mobile)
Transfert	–	1 emploi d'assistant(e) spécial(e)/spécialiste des questions politiques (P-5) transféré de Tripoli à Tunis ; 1 emploi de spécialiste hors classe des questions d'état de droit (P-5) transféré de Tunis à Tripoli ; 1 emploi d'assistant(e) spécial(e)/spécialiste des questions politiques (P-4) transféré de Tripoli à Genève ; 1 emploi de traducteur(trice) (arabe) (P-3) transféré de Tripoli à Genève ; 1 emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) transféré de Tripoli à Genève ; 2 emplois de spécialiste des questions politiques (1 P-5 et 1 P-3) transférés de Tripoli à Benghazi ; 1 emploi d'analyste de l'information (P-3) transféré de Tripoli à Benghazi ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), transféré de Tripoli à Benghazi ; 1 emploi de traducteur(trice) (arabe) (P-3) transféré de Tunis à Tripoli ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)] transféré de Tunis à Tripoli ; 1 emploi de coordonnateur(trice) de la sécurité sur le terrain (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (P-2) transféré de Tripoli à Tunis ; 1 emploi d'assistant(e) à la sécurité aérienne (agent(e) du Service mobile) transféré de Tripoli à Tunis
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	2	
Création	3	1 emploi de spécialiste des questions de genre (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi de fonctionnaire d'administration (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi d'infirmier(ère) [agent(e) local(e)]
Suppression	(1)	1 emploi de chef du Groupe de la logistique (P-4)
Transformation	–	1 emploi d'assistant(e) aux achats (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux achats [agent(e) local(e)]
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	6	
Création	6	1 emploi de spécialiste de la gestion des programmes (P-4) (lutte antimines) à Hodeïda ; 1 emploi de coordonnateur(trice) (P-3) à Djibouti ; 1 emploi de coordonnateur(trice) (P-3) à Riyad ; 1 emploi de spécialiste des ressources humaines (agent(e) du Service mobile) à Sanaa ; 1 emploi de spécialiste des finances et du budget (agent(e) du Service mobile) à Amman ; 1 emploi d'assistant(e) aux achats (agent(e) du Service mobile) à Amman
Transformation	–	1 emploi de spécialiste des affaires civiles (P-3), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de l'information (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 2 emplois de spécialiste des affaires civiles (P-3), qui deviendraient 2 emplois de spécialiste des affaires civiles (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national)
Réaffectation	–	1 emploi de spécialiste des affaires civiles (P-3), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-3) ; 1 emploi de spécialiste des affaires civiles (P-3), qui deviendrait 1 emploi

Nombre d'emplois	Récapitulatif des modifications proposées
Transfert	<p>de coordonnateur(trice) (P-3) ; 1 emploi de fonctionnaire d'administration (P-3) à Sanaa, qui deviendrait 1 emploi de logisticien(ne) (P-3) à Hodeïda ; 1 emploi de fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 1^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui deviendrait 1 emploi de fonctionnaire du protocole (adjoint(e) de 1^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi d'interprète de terrain [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) de secrétariat [agent(e) local(e)] ; ; 1 emploi d'interprète de terrain [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)] ; 3 emplois de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)] à Hodeïda, qui deviendraient 3 emplois d'assistant(e) au contrôle des mouvements [agent(e) local(e)] à Sanaa</p> <p>– 1 emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) transféré du Bureau du Chef de Mission et Président du Comité de coordination du redéploiement à la Section des affaires politiques à Hodeïda ; 1 emploi de conseiller(ère) principal(e) pour les questions de police (P-5) transféré du Bureau du Chef de Mission et Président du Comité de coordination du redéploiement au Groupe consultatif sur les questions de police à Hodeïda ; 1 emploi de conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies (P-4) transféré de la Section du Mécanisme de liaison et de coordination au Groupe consultatif sur les questions de police à Hodeïda ; 2 emplois de spécialiste des questions politiques (P-4) relevant du Bureau de la Chef adjointe de la Mission transférés à la Section des affaires politiques à Sanaa et à Aden, respectivement ; 1 emploi de chef de la section des achats (P-4) relevant du Groupe des achats à Sanaa, transféré à Amman ; 1 emploi de spécialiste des affaires civiles (P-3) relevant de l'Équipe de coordination des activités de liaison (Nord) transféré à la Section des affaires politiques à Hodeïda ; 1 emploi de spécialiste de affaires civiles (P-3) relevant de l'Équipe de coordination des activités de liaison (Sud) transféré à la Section des affaires politiques à Hodeïda ; 1 emploi de spécialiste de l'approvisionnement (P-3) relevant du Groupe de la gestion centralisée des stocks/Groupe des approvisionnements, transféré d'Amman à Hodeïda ; 1 emploi d'interprète de terrain (agent(e) du Service mobile) relevant du Bureau du Chef de Mission et Président du Comité de coordination du redéploiement, transféré au Bureau de la Chef adjointe de la Mission à Hodeïda ; 2 emplois d'agent(e) de liaison pour les questions de sécurité (agent(e) du Service mobile) relevant de la Section de la sûreté et de la sécurité, transférés de Hodeïda à Sanaa et Aden, respectivement ; 1 emploi de technicien(ne) du génie (agent(e) du Service mobile) relevant du Groupe du génie et de la gestion des installations, transféré de Sanaa à Hodeïda ; 1 emploi d'assistant(e) aux achats (agent(e) du Service mobile) relevant du Groupe de l'approvisionnement, transféré de Sanaa à Amman ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) relevant du Bureau de la Chef adjointe de la Mission à Hodeïda, transféré à la Section des affaires politiques à Sanaa ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) relevant de la Section du Mécanisme de liaison et de coordination à Hodeïda, transféré à la Section des affaires politiques à Aden ; 1 emploi d'ingénieur(e) adjoint(e) de</p>

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
		1 ^{re} classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national relevant du Groupe du génie et de la gestion des installations, transféré de Hodeïda à Sanaa ; 1 emploi d'interprète de terrain [agent(e) local(e)] relevant de l'Équipe de coordination des activités de liaison (Nord), transféré au Groupe consultatif sur les questions de police à Hodeïda ; 3 emplois d'interprète de terrain [agent(e) local(e)], relevant de l'Équipe de coordination des activités de liaison (Centre) , transférés à la Section du Mécanisme de liaison et de coordination à Hodeïda, au Centre conjoint de coordination et de communication et au Centre d'opérations conjoint d'Hodeïda, respectivement ; 1 emploi d'assistant(e) aux systèmes d'information géographique [agent(e) local(e)] relevant du Groupe des technologies, transféré de Hodeïda à Aden ; 6 emplois de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)] relevant du Groupe des transports, transférés de Hodeïda à Sanaa
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	(4)	
Suppression	(4)	3 emplois d'administrateur(trice) du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (adjoint(e) de 1 ^{re} classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) et 1 emploi d'administrateur(trice) du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (adjoint(e) de 2 ^e classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national)
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	1	
Création	1	1 emploi de spécialiste de la gestion des programmes (P-4) (lutte antimines)
Réaffectation	–	1 emploi d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) à la gestion des carburants [agent(e) local(e)] à Khartoum
Transformation	–	1 emploi de traducteur(trice) (P-2), qui deviendrait 1 emploi de traducteur(trice) adjoint(e) de 2 ^e classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi de spécialiste des archives (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) principal(e) aux archives [agent(e) local(e)] ; 1 emploi d'assistant(e) aux opérations aériennes (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste des opérations aériennes (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi d'assistant(e) (gestion du matériel) (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) (gestion du matériel) [agent(e) local(e)] ; 1 emploi d'assistant(e) aux transports (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux transports [agent(e) local(e)] à Khartoum ; 1 emploi d'assistant(e) aux fournitures (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux fournitures [agent(e) local(e)] à El-Fasher
Total partiel (groupe thématique III)	(20)	
MANUA et MANUI		
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	36	
Création	14	2 emplois d'assistant(e) au budget et aux finances [agent(e) local(e)] ; 4 emplois de médecin (Volontaire des Nations Unies) ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) [administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national] ; 6 emplois d'auxiliaire sanitaire (Volontaire des

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
Suppression	(4)	Nations Unies) ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) 1 emploi d'assistant(e) adjoint(e) de 1 ^{re} classe (informatique et communications) (Volontaire des Nations Unies), 1 emploi de spécialiste de la sécurité incendie (Volontaire des Nations Unies), 1 emploi de spécialiste des opérations aériennes (Volontaire des Nations Unies) et 1 emploi de technicien(ne) véhicules (Volontaire des Nations Unies)
Transfert	–	1 emploi de spécialiste des droits humains (P-3), transféré du bureau provincial de Bamiyan au Service des droits humains à Kaboul ; 1 emploi de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (P-2), transféré du bureau provincial de Konduz au Service des droits humains à Kaboul ; 1 emploi de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)], transféré du Groupe des transports au Service des droits humains ; 2 emplois d'agent(e) de sécurité (agent(e) du Service mobile), transféré du bureau provincial de Bamiyan à la Section de la sécurité à Kaboul ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4), transféré du bureau provincial de Bamiyan au Service des affaires politiques à Kaboul ; 1 emploi de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)], transféré du Groupe des transports au Service des affaires politiques ; 1 emploi de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)], transféré du Groupe des transports au Bureau de l'assistance électorale ; 1 emploi de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)], transféré du Groupe des transports au secrétariat du Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (développement), 1 emploi d'assistant(e) au contrôle des mouvements (agent(e) du Service mobile), 1 emploi d'agent(e) de la régulation des mouvements (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), 1 emploi d'agent(e) de la régulation des mouvements (adjoint(e) de 2 ^e classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) et 6 emplois d'assistant(e) au contrôle des mouvements [agent(e) local(e)], transférés du Groupe du contrôle des mouvements à la Section des transports aériens ; 3 emplois d'assistant(e) au contrôle des mouvements [agent(e) local(e)], transférés de l'Équipe des réservations passagers (Bureau du (de la) Chef de la gestion de la prestation de services) à la Section des transports aériens ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-3), transféré du bureau régional de Balkh (Mazar-e Charif) au bureau régional de Kaboul ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-3), transféré du bureau provincial de Bamiyan au bureau régional de Kandahar ; 1 emploi de spécialiste des questions politiques (P-4), transféré du bureau provincial de Baghlan (Pol-e Khomri) au bureau régional de Balkh (Mazar-e Charif) ; 1 emploi d'agent(e) responsable de la sécurité (agent(e) du Service mobile), transféré du bureau provincial de Baghlan (Pol-e Khomri) au bureau régional de Nangarhar (Jalalabad)
Réaffectation	–	1 emploi de chauffeur(euse) [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'agent(e) de sécurité sur le terrain [agent(e) local(e)] ; 1 emploi d'assistant(e) aux transports (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) aux achats (agent(e) du Service mobile) ; 1 emploi d'assistant(e) à la réception et à l'inspection [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) à la gestion du matériel [agent(e) local(e)] ; 1 emploi de spécialiste des opérations aériennes (SM), qui deviendrait 1 emploi d'assistant à la gestion du carburant

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
		(agente(e) du Service mobile) ; 1 emploi d'assistant(e) d'équipe [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) à la gestion des installations [agent(e) local(e)] ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) à la gestion des installations [agent(e) local(e)] ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)] , qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) à la gestion des installations [agent(e) local(e)]
Reclassement		– 1 emploi de spécialiste de l'approvisionnement (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (P-2), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de l'approvisionnement (agent(e) du Service mobile)
Transformation	26	
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	(3)	
Suppression		(3) 1 emploi d'agent(e) de protection rapprochée (P-3) ; 1 emploi d'assistant(e) spécial(e) (P-3) ; 1 emploi de conseiller(ère) du personnel (P-3)
Transfert		– 1 emploi d'agent(e) de sécurité (agent(e) du Service mobile), transféré de Bagdad à Erbil ; 1 emploi de fonctionnaire chargé(e) de la formation à la sécurité (agent(e) du Service mobile), transféré de Bagdad à Mossoul ; 1 emploi d'assistant(e) à la sécurité [agent(e) local(e)], transféré de Bagdad à Bassora ; 1 emploi d'assistant(e) chargé(e) des voyages [agent(e) local(e)], transféré du Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission ; 1 emploi d'assistant(e) de liaison [agent(e) local(e)], transféré du Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission ; 2 emplois d'assistant(e) d'équipe [agent(e) local(e)], transférés du Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission ; 1 emploi de spécialiste de la gestion des marchés (P-3), transféré du Groupe de la planification des acquisitions et des demandes de fourniture de biens et services au Groupe de la gestion des marchés ; 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)], transféré du Groupe de la planification des acquisitions et des demandes de fourniture de biens et services au Groupe de la gestion des marchés ; 1 emploi d'assistant(e) d'équipe [agent(e) local(e)], transféré du bureau régional d'Erbil à la Section de la gestion centralisée des stocks d'Erbil.
Réaffectation		– 1 emploi d'assistant multilingue sur le terrain [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) d'équipe [agent(e) local(e)] ; 2 emplois d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (P-4), qui deviendraient 2 emplois de coordonnateur(trice) (P-4) ; 3 emplois d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (P-3), qui deviendraient 3 emplois de coordonnateur(trice) (P-3) ; 1 emploi d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (P-2), qui deviendrait 1 emploi de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1 ^{re} classe (P-2) ; 11 emplois d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui deviendraient 11 emplois de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1 ^{re} classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 5 emplois d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (adjoint(e) de 2 ^e classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui deviendraient 5 emplois de

	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Récapitulatif des modifications proposées</i>
		coordonnateur(trice) adjoint(e) de 2 ^e classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi de spécialiste de la gestion des marchés (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de la planification des acquisitions (agent(e) du Service mobile) ; 1 emploi de mécanicien(ne) (groupes électrogènes) [agent(e) local(e)], qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) ingénierie [agent(e) local(e)]
Reclassement		– 1 emploi de spécialiste des questions politiques et de 1 emploi de coordonnateur(trice), reclassés de P-4 à P-3
Conversion et réaffectation		– 1 emploi d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (P-3), qui deviendrait 1 emploi de coordonnateur(trice) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi d'attaché(e) de liaison pour les affaires humanitaires (P-3), qui deviendrait 1 emploi de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1 ^{re} classe (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi d'assistant(e) au contrôle du matériel et à la gestion des stocks (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi de spécialiste de l'approvisionnement (adjoint(e) de 1 ^{re} classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) ; 1 emploi d'assistant(e) (gestion des installations) (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'ingénieur(e) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national)
Transformation		– 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)] ; 1 emploi d'assistant(e) au contrôle du matériel et à la gestion des stocks (agent(e) du Service mobile), qui deviendrait 1 emploi d'auxiliaire au contrôle du matériel et à la gestion des stocks (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national)
Total partiel (MANUA et MANUI)	33	
Missions terminées		
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Burundi	(29)	1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 2 P-3, 7 SM, 1 G, 3 AN et 5 AL
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	(28)	1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 12 SM et 11 AL
Total partiel (missions terminées)	(57)	
Total	(38)	

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G = agent(e) des services généraux ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.